

super- diversité

Maurice Crul
Jens Schneider
Frans Lelie

Super-diversité

Une nouvelle vision de l'intégration

Cette publication a notamment été rendue possible par des contributions de la Fondation Roi Baudouin, de l'Oranjefonds, de la Fondation Volkswagen et d'ECHO, centre d'expertise néerlandais sur la politique de la diversité.

VU University Press
De Boelelaan 1105
1081 HV Amsterdam
Pays-Bas
info@vuuitgeverij.nl
www.vuuitgeverij.nl

© 2013 auteurs

Design: Studio Annelies Vlasblom, Amsterdam
Photos: Reinier Gerritsen
Traduction: Armelle Desmarchelier

ISBN 978 90 8659 655 3

Tous droits réservés. Aucune partie de ce livre ne peut être reproduite, stockée dans un système d'extraction de données ou transmise sous quelque forme que ce soit ou par tout autre moyen électronique, mécanique, de photocopie, d'enregistrement ou autre, sans l'autorisation préalable écrite de l'éditeur.

Super-diversité

**Une nouvelle vision
de l'intégration**

Maurice Crul, Jens Schneider et Frans Lelie

**VU University Press
Amsterdam**

Maurice Crul est titulaire de la chaire Enseignement et Diversité à l'université libre (Vrije Universiteit) d'Amsterdam et est professeur à l'université Érasme (Erasmus Universiteit) à Rotterdam. Il est sociologue et réputé pour ses recherches comparatives internationales sur les carrières à l'école et sur le marché du travail des enfants de migrants. Sa plus récente recherche comparative internationale, qu'il coordonne avec Jens Schneider, porte sur la deuxième génération de jeunes ayant réussi et s'intitule 'Elites : Pathways to Success'.

Jens Schneider est chercheur sénior à l'Institute for Migration Research and Intercultural Studies de l'université d'Osnabrück (Allemagne). Il est anthropologue et connu pour ses recherches sur l'identité nationale en Europe et en Amérique latine.

Frans Lelie est le chef de projet d'Elites : Pathways to Success et éditrice des films et des publications y ayant trait.

"I am worse at what I do best, for this gift I feel blessed"
(Kurt Cobain, Nirvana)

« Je suis le plus mauvais dans ce que je fais de mieux, ce don est une bénédiction »
(Kurt Cobain, Nirvana)

Ce livre est dédié à ma mère Ans Crul-Bos (91 ans). Elle m'a appris, d'une manière qui n'appartient qu'à elle, à aborder tous les gens sans préjugés.

Maurice Crul

Préface

Les auteurs, néerlandais, ont écrit ce livre dans les heures sombres du cabinet Rutte, Verhagen et Wilders, à une époque où ils devaient sans cesse expliquer à leurs collègues étrangers la situation aux Pays-Bas. Or, ce pays est depuis lors entré dans l'ère post-Wilders, non parce que la donne a changé, mais parce que Geert Wilders s'est littéralement suicidé sur le plan politique. Pour le moment, aucun parti ne se risque à former une coalition avec le sien et il semble que Wilders ait perdu sa mainmise sur le débat concernant l'intégration. Sa rhétorique populiste a fait des dégâts dans la société et nous en sommes encore à en ramasser les miettes, mais il reste encore à imaginer une réponse à sa vision. La polarisation visée par Wilders nous laisse un goût amer dans la bouche et un vide étrange : il est temps de remplir ce vide par une nouvelle vision de l'intégration. L'acteur Nasrdin Dchar a été l'un des premiers à avoir eu le courage de rompre publiquement avec la voie de l'exclusion prôchée par l'extrême-droite lors de la remise de son prix pour le film Rabat :

'Ce prix du meilleur acteur (Gouden Kalf) au Festival du Film néerlandais est un hommage aux rêves. Parce qu'il est important de rêver (...). Ce prix est également un hommage à la victoire sur les peurs, lesquelles font florès aux Pays-Bas. On nous injecte la peur : il y a quelques mois par exemple, j'ai lu un article dans lequel Maxime Verhagen, alors Ministre des Affaires étrangères, disait que la 'peur vis-à-vis des étrangers' se comprenait fort bien. Et bien Monsieur Verhagen et avec vous Geert Wilders et tous ceux qui vous soutiennent : je suis un Néerlandais et je suis très fier de mon sang marocain. Je suis un musulman et je suis ici avec un putain de Gouden Kalf dans les mains. Ce prix est synonyme d'amour. D'amour et de passion. Car ce film n'aurait pas pu voir le jour sans amour et sans passion.'

Cet ouvrage a également été fait avec passion, mais il n'aurait pas pu exister sans les subventions éclairées de la Fondation Roi Baudouin en Belgique, de l'Oranje Fonds aux Pays-Bas et de la Fondation Volkswagen en Allemagne. Nos amis de la Fondation VW ont auparavant contribué à financer l'étude TIES (*The Integration of the European Second generation*) : l'étude internationale sur la deuxième génération en Europe qui constitue le noyau empirique de ce livre. L'Expertise Centrum Hoger Onderwijs (ECHO) – qui a pour mission de stimuler l'accès des étudiants allochtones

à l'enseignement supérieur et à les y promouvoir – est à l'origine de ce projet et a été, en tant que sponsor de la chaire Enseignement et Diversité de Maurice Crul (l'auteur principal), étroitement impliqué dans la réalisation et la diffusion de cette publication.

Nous sommes infiniment reconnaissants à bon nombre de personnes pour leur collaboration bénévole à cet ouvrage. Nous voudrions notamment remercier Miriyam Aouragh, Wim Willems, Mary Tupan-Wenno, Jan Hoogeveen et Marjon Bolwijn pour leurs commentaires lumineux et leurs suggestions perspicaces sur des versions antérieures de ce livre : grâce à eux, le message de ce livre a énormément gagné en vigueur. Par ailleurs, nous souhaitons adresser nos vifs remerciements à Serdar Manavoglu pour sa belle contribution personnelle sous forme de l'essai qu'il a écrit pour ce livre. Il ya aussi dans *Super-diversité* cinq portraits (filmés) réalisés par Elsbeth Dijkstra et Frans Lelie. Nous tenons à remercier Elsbeth pour sa participation à cette aventure cinématographique ainsi que les personnages principaux des portraits de ces courts-métrages – Youness Bourimech, Bilinc Ercan, Muhammet Yilmaz, Miriyam Aouragh et Halil Karaaslan – pour leur coopération enthousiaste. Enfin, nous remercions la graphiste Annelies Vlasblom pour sa superbe mise en pages de *Super-diversité* ainsi que Jan Oegema de l'*Uitgeverij van de Vrije Universiteit* (Éditions de l'Université Libre d'Amsterdam) pour sa confiance dans cette publication.

Table des matières

Préface	7
Chapitre 1 – Une nouvelle vision de l’intégration	11
Intégration dans une ville de minorités	14
‘Eurabie’	16
Le paradoxe dans le débat sur l’intégration	18
Penser en dehors des sentiers battus	19
Scénarios d’avenir dans les grandes villes européennes	20
L’émancipation suit la mobilité sociale	24
Chapitre 2 – L’émancipation de la deuxième génération	27
Hambourg	28
Paris	30
Rotterdam	32
Amsterdam	34
Bruxelles	36
Chapitre 3 – L’enseignement comme clé de l’émancipation	38
L’échec de la ‘notion de temporaire’	38
Le bilan au terme de cinquante ans de migration de main-d’œuvre	39
Optimistes contre pessimistes	40
Décrochage scolaire	42
Cela peut être différent !	46
Réussir contre toute attente	48
Pénalisés par des parents ayant un faible niveau d’éducation	51
Pièges et tremplins	52

Chapitre 4 – Réussir sur le marché du travail	55
De caissière à responsable de filiale !	55
Différences entre les pays dans les positions sur le marché du travail	57
Stockholm	59
Amsterdam	59
Berlin	61
L'émancipation par le marché du travail	62
Les femmes mariées actives font la différence !	64
Discrimination sur le marché du travail	66
Chômage en hausse	67
Sous-classe ethnique ou yuppies modernes	68
L'émancipation de la deuxième génération	69
Chapitre 5 – Generation MiX	71
Amsterdam	72
Amitiés interethniques	75
Le scénario d'espoir	78
La génération charnière	81
Scénarios d'avenir pour les villes	84
Ville où les minorités constituent la majorité : une opportunité	85
Essay - My identity	89
Références	113

Chapitre 1

Une nouvelle vision de l'intégration

Le débat actuel sur l'intégration est dans une impasse. Le multiculturalisme, en tant que concept, est dépassé alors que, simultanément, la ville multiethnique est devenue partout une réalité incontournable. Le temps pour ce que le sociologue néerlandais Justus Uitermark appelle une stratégie post-multiculturelle (Nicholls et Uitermark 2013) est venu. Une vision qui offre une alternative à la voie d'exclusion prêchée par la droite populiste et à l'appel vacillant aux migrants et à leurs enfants de s'adapter aux partis en place. L'émancipation de la deuxième génération (les enfants nés en Europe et issus de la première génération de migrants) est au cœur de notre nouvelle vision. Nous prouverons que les jeunes de la deuxième génération ayant réussi socialement représentent les forces les plus progressives dans leur propre communauté. Ce sont eux qui reprennent eux-mêmes les thèmes qui font que le multiculturalisme est la cible de critiques : l'égalité des hommes et des femmes et le droit de décider de sa propre sexualité. Ce sont eux qui se battent pour le droit des filles à poursuivre des études et eux qui permettent aux femmes de s'engouffrer sur le marché du travail. Ils plaident pour la liberté de choisir leur propre conjoint et le droit de décider eux-mêmes de leur sexualité.

Le point fondamental de notre exposé est que l'adoption de valeurs progressistes est basée sur l'ascension socio-économique et non sur la pression à se conformer. La force et l'énergie qui se développent dans le processus d'émancipation au sein de la deuxième génération constituent le moteur de ce que nous appellerons un scénario de capacitation ou d'autonomisation (*empowerment*) et d'espoir. Nous tenterons de démontrer qu'une évolution se met en marche dans les pays européens où des chances dans l'enseignement sont offertes à la deuxième génération, laquelle bénéficie d'un traitement équivalent. Cette évolution conduit même à un mouvement d'émancipation puissant et manifeste dans la deuxième génération.

Les principales questions : en quel lieu et sous quelles conditions l'émancipation de la deuxième génération se développe-t-elle le plus intensément ? Quel est le contexte qui offre les meilleures conditions pour cette émancipation ? Mais aussi : où prend

naissance la fracture, provoquée par une ascension sociale défailante, qui nourrit un scénario négatif ? Une conclusion importante est que l'on peut influencer un résultat positif par des choix stratégiques en matière d'enseignement, de marché de l'emploi ou par le biais de la politique de construction de logements.

Tram express 51 - Amsterdam

Un trajet sur la ligne du tram express 51 qui traverse Amsterdam de part en part donne un bel aperçu de notre nouvelle société urbaine. À l'arrêt situé en face de l'Université Libre, une étudiante assise à côté de moi, vêtue d'une jupe noire sur ses jeans et arborant un foulard vert parle en turc dans son smartphone. Une fois dans le tram, j'entends derrière moi deux jeunes aux cheveux coupés courts parler ensemble indifféremment en arabe et en néerlandais. De l'autre côté, une femme africaine a sur ses genoux un gamin qui a du mal à tenir en place. Enfin, une dame âgée chinoise monte avec difficulté et se dirige vers la place libre près de la porte. Au fil des arrêts, le trajet rend visible la diversité urbaine, à chaque fois d'une façon différente. À la gare Amstel, montent deux garçons qui parlent du cours d'économie auxquels ils viennent d'assister à l'école supérieure professionnelle d'Amsterdam située à proximité. La dame chinoise descend à l'arrêt Nieuwmarkt où l'attend son petit-fils. Au terminus, le petit garçon remuant tire impatiemment sa maman en direction de la gare centrale d'Amsterdam.

Amsterdam est l'une des villes européennes devenue officiellement (selon les données de la municipalité d'Amsterdam au 1^{er} janvier 2011) une *majority-minority city* (ville où la majorité est constituée de minorités), dans le sillage de métropoles comme New York, Sao Paolo, Toronto et Sydney. Seulement 49,7% de la population est d'origine néerlandaise. L'autre moitié provient de... 176 pays. De nombreux films et séries télévisées nous donnent une image trépidante de New York, le *melting pot* par excellence. Tous ceux qui ont visité cette ville sont fascinés par les ambiances différentes des quartiers, lesquelles façonnent le caractère cosmopolite de la ville. Les villes européennes s'approchent graduellement du même degré de diversité. Mais avec une grande différence par rapport à New York : dans les grandes villes d'Europe, il y a un groupe ethnique majoritaire clairement identifié. Or, celui-ci a déjà perdu sa supériorité numérique, ou est sur le point de le faire. Dans les grandes villes européennes, chacun va bientôt faire partie d'une minorité ethnique. La rapidité avec laquelle les villes européennes évoluent, assortie à l'extraordinaire variété de nationalités qui y résident, est un phénomène unique dans notre histoire. Les historiens nous rappellent que les villes et les régions européennes étaient jadis également très hétérogènes. À l'instar des villes de la région de la Ruhr où se sont installés des



migrants polonais lors de la Première Guerre mondiale ou d'Amsterdam, en remontant encore le temps, ville d'accueil d'Huguenots en provenance de France et de Juifs séfarades venant d'Espagne (Lucassen 2005). Mais jamais n'ont afflué autant de gens, issus de tant de régions du globe, dans des villes d'Europe occidentale et ce dans une si courte période. Et dans des quantités telles que l'ancien groupe majoritaire, est devenu minoritaire en l'espace de deux générations, comme c'est le cas à Amsterdam.

En revenant à l'image du public de voyageurs bigarrés dans le tramway, il saute aux yeux qu'il n'y pas qu'un seul nouveau groupe majoritaire qui remplace l'ancien groupe majoritaire. Ceux qu'on appelle 'allochtones' dans un pays et 'migrants' dans un autre constituent ensemble un groupe très hétérogène. Leurs distances culturelles et sociales sont souvent plus importantes que celles ayant trait à l'ancien groupe majoritaire. La différence de milieux culturel et religieux entre Belges ghanéens et turcs, par exemple, est énorme. Il suffit de se rendre aux services religieux de chacun de ces groupes pour se rendre compte qu'il est impossible de les considérer comme une entité homogène.

Notre population urbaine n'a jamais été si variée sur les plans culturel, ethnique et religieux. Ajoutez encore à cette diversité la vieille distinction entre pauvres et riches ou jeunes et vieux et vous arriverez à la diversité décrite dans le tram express 51. Le résultat de cette diversification explosive a été désigné par l'anthropologue américain Steven Vertovec (Vertovec 2007) sous le nom éloquent de super-diversité (*superdiversity*).

Intégration dans une ville de minorités

Notre réflexion sur qui est intégré et qui ne l'est pas dans la nouvelle ville où cohabitent minorités et majorité, devra être radicalement ajustée. Dans une société où un groupe unique constitue une majorité incontestable, l'on s'attend à ce que les minorités s'adaptent aux opinions et usages dominants. S'il n'y a plus de groupe ethnique majoritaire, chacun devra s'adapter à chacun. La diversité devient la nouvelle norme. Cela requiert peut-être l'une des réorientations psychologiques les plus importantes de notre ère. Certains membres de l'ancien groupe majoritaire vont s'opposer vigoureusement à la perte de leur position dominante. Pour d'autres, la diversité de la ville constitue au contraire une force d'attraction positive.

Comment se figurer maintenant concrètement l'idée que 'chacun doit s'adapter à chacun' ? L'école primaire, par exemple, est un environnement où la nouvelle réalité de la grande ville est déjà manifeste. La population actuelle de l'école primaire dans une ville d'Europe de l'Ouest prise au hasard n'est pas comparable à une classe de primaire d'il y a trente ou quarante ans. Les enfants de l'ancien groupe majoritaire

sont, dans de nombreuses écoles primaires et surtout dans les quartiers du centre, déjà largement en minorité. Les enfants de *tous* les groupes ethniques qui vont pour la première fois dans une telle école doivent s'intégrer dans cette nouvelle réalité ethnique diversifiée. Le défi de se sentir à l'aise dans une telle classe 'super-diverse' sera pour tous les enfants, quelles que soient leurs origines ethniques, identique.

Un autre exemple issu de l'enseignement peut encore illustrer le concept 'd'intégration pour tous'. Beaucoup d'étudiants autochtones dans l'enseignement supérieur viennent de localités plus modestes pour étudier dans les grandes villes. Ils s'installent dans des quartiers abordables où habitent souvent de nombreux migrants et leurs enfants. Ces étudiants autochtones éprouveront plus de problèmes d'intégration, venant de petits villages et de villes plus homogènes, et se sentiront forcément moins chez eux dans leur nouveau quartier que les jeunes 'migrants' qui y passent toute leur vie.

De nombreux étudiants autochtones vivent par ailleurs très loin de leurs réseaux familiaux, alors que la deuxième génération de jeunes a souvent, dans le quartier et la ville où ils vivent, un réseau ancré et vaste de famille et d'amis.

Le concept d' « autochtones établis » à côté de « nouveaux venus allochtones » ne fonctionne plus dans les grandes villes. Dans de nombreux quartiers, les jeunes de la deuxième génération appartiennent plus souvent au groupe de personnes 'qui y sont nées et y ont grandi' que leurs jeunes concitoyens issus de l'ancien groupe majoritaire (Crul et al. 2012). La deuxième génération est, de plus en plus souvent, le groupe le plus intégré dans la ville. On les trouve depuis leur plus jeune âge dans la rue et ils se sont peu à peu appropriés le quartier et la ville. Les garçons jouent au football sur la place et les filles sont les plus fidèles habituées de la bibliothèque de quartier à côté des personnes âgées. Ils élargissent leur horizon à l'école secondaire en cherchant un job au supermarché ou en allant livrer des journaux ou des pizzas en scooter en centre-ville. À Amsterdam, le groupe ayant vécu le plus longtemps dans la ville est constitué de femmes d'origine marocaine. Ceci est un point de départ important pour une nouvelle vision de l'intégration.

New York : La deuxième et la troisième génération héritent de la ville

Les chercheurs américains Phil Kasinitz, John Mollenkopf, Mary Waters et Jennifer Holdaway ont donné à leur livre sur les enfants de migrants (la deuxième et la troisième génération) de New York un titre sans équivoque : *Inheriting the City* (Hériter la ville, Kasinitz et al. 2008). La deuxième génération et leurs enfants vont constituer la nouvelle majorité et 'hériter' de la ville des habitants qui avaient auparavant

donné forme à la ville. Le New Yorkais est habitué à voir des groupes de population se succéder à une cadence soutenue dans les zones résidentielles, dans le métro en route vers son travail et à l'atelier ou au bureau. Cela est caractéristique du dynamisme de la ville. Pour les habitants de New York, c'est une donnée. Chaque groupe de migrant a légué à la ville de nouvelles odeurs de nourriture, une nouvelle couleur de peau et une nouvelle identité. L'histoire de la migration de sa propre famille fait partie de la conscience de soi de chaque New Yorkais.

Cela ne veut pas dire que, dans l'histoire des villes américaines, l'ancien groupe majoritaire (les anglais protestants) a simplement renoncé à sa position dominante à l'arrivée des nouveaux migrants. Les Allemands de Philadelphie et les catholiques irlandais de Boston, par exemple, ont également été, au début du siècle dernier, dépeints comme une menace au mode de vie protestant anglais. Les juifs d'Europe de l'Est ont longtemps été interdits d'exercer une fonction publique et ont vu leur admission refusée dans les universités de l'élite, qu'il s'agisse d'Harvard ou de Princeton. Les changements ont tardé à venir. Ce qu'on appelle les WASP (*White Anglo-Saxon Protestants*) ont longtemps été considérés comme les 'seuls vrais Américains'. Ce n'est qu'après un long combat que le judaïsme et le catholicisme ont fini par faire partie de l'*American Mainstream* [l'Amérique moyenne] (Alba et al. 2012).

La diversité dans une ville comme New York nous offre, à nous Européens, une perspective intéressante sur l'avenir. Des villes comme Paris, Berlin, Bruxelles et Amsterdam se développent à un rythme rapide dans la même direction. Mais avec leur État-providence bien plus fortement développé, les villes européennes vont élaborer une variante de New York qui leur ressemble. En même temps, les villes européennes n'affichent pas d'ouverture vis-à-vis des migrants comme c'est le cas dans les villes américaines. Cela offre donc, sur le plan socio-économique, plus de chances à la deuxième génération de migrants dans les villes européennes, mais lance aussi des défis exceptionnels sur le plan socioculturel. La deuxième et même la troisième génération sont encore taxées de 'migrantes' dans de nombreuses villes européennes. Il est bien plus difficile pour la deuxième génération aux Pays-Bas de se réclamer de l'identité néerlandaise que de se sentir américains pour les enfants de migrants de l'autre côté de l'océan Atlantique.

'Eurabie'

Le parallèle avec l'histoire des villes américaines appelle la question de savoir qui sont les héritiers des grandes villes en Europe. Les partis populistes de droite en Europe assentent de plus en plus fort que les 'musulmans' vont s'emparer des villes européennes et les islamiser. Leurs auteurs résument leur propos en brandissant le

terme choc d'‘Eurabie’. Ils voient les musulmans comme une menace à la tradition ‘judéo-chrétienne’. Les migrants et leurs enfants sont considérés comme l'avant-garde d'une sous-classe ethnique socio-économique en plein essor. Avant tout, le cocktail de l'islam et de la formation d'une sous-classe est, aux dires de ces prophètes de mauvais augure, une bombe à retardement potentielle. Ils alternent l'image de jeunes chômeurs tombant dans la délinquance et les villes précipitées dans le chaos avec celle de jeunes revêtus de djellabas prêchant, le Coran à la main, la haine contre la société occidentale.

Pour les gauches social-démocrate et socialiste, il allait de soi que les travailleurs migrants dans les années 1980 étaient les alliés de la classe ouvrière. Ils étaient l'incarnation moderne de l'exploitation et de l'oppression. Cette romantisation a, pourrait-on dire, aveuglé la ‘gauche’ quant à ce qu'étaient *aussi* les migrants. Dans une certaine mesure, la célèbre formule de Max Frisch : « Nous avons demandé des bras, ce sont des hommes qui sont venus » prend ici toute sa dimension. Les nouveaux travailleurs venaient de la campagne, ils étaient religieux, généralement traditionnels dans leurs opinions sur les hommes et les femmes et, pour la plupart, fiers de leurs origines. Ce sont toutes des valeurs avec lesquelles les gauches social-démocrate et socialiste voulaient justement, à la même époque, prendre de plus en plus de distance.

La génération d'intellectuels de gauche d'après-guerre – écrivains, scientifiques et artistes – a souligné en même temps, dans le prolongement de la mission de ne jamais plus donner de chance au fascisme, le danger de la croyance en la suprématie de la civilisation occidentale. Le concept d'équivalence des cultures et des religions, le relativisme culturel, a été au cœur du multiculturalisme. Tenter de faire comprendre les traditions culturelles et religieuses ‘non occidentales’ – ou tout au moins demander une certaine tolérance vis-à-vis de celle-ci – était la règle. Ces idées ont été de plus en plus mises à l'épreuve au moment où certains, au nom de ces mêmes traditions religieuses ou culturelles, menaçaient les droits d'autres minorités (Kurdes, Turcs chrétiens ou Alévites), ou des femmes ou des homosexuels. De fait, la tolérance a été exigée par rapport à l'intolérance au nom du multiculturalisme. Le fondement du multiculturalisme a ainsi été sérieusement mis à mal. Les écrivains, les politiciens et les universitaires (par exemple Oriana Fallaci en Italie, Alain Finkielkraut en France, Pim Fortuyn aux Pays-Bas et Thelo Sarazin en Allemagne) de la génération d'intellectuels d'après-guerre ont commencé à exprimer leur malaise à l'égard du relativisme culturel dans des articles et des livres. Certains d'entre eux sont allés encore plus loin en s'engageant aussi politiquement à droite avec leur plaidoyer pour la défense des valeurs ‘occidentales’ en guise de réponse aux islamistes religieux conservateurs.

En raison de la crise où baigne le multiculturalisme, la droite populiste a, entre

temps, repris sans peine à son compte un certain nombre de thèmes traditionnels de l'émancipation progressive. Les droits des femmes et des homosexuels sont conçus par eux comme s'ils n'avaient jamais eu de programme conservateur sur ces points. Cela a extirpé à un commentateur autrichien cynique ce commentaire : « Avec l'islam, nous sommes tous devenus féministes ! ». La sociologue néerlandaise Halleh Ghorashi l'appelle la culturalisation de l'émancipation des femmes migrantes (Ghorashi 2006).

Le paradoxe dans le débat sur l'intégration

Dans les grandes villes d'Europe, les deux évolutions paradoxales énoncées ci-dessus se rejoignent. Le multiculturalisme en tant qu'idée est fortement sous pression tant à droite qu'à gauche, tandis que, dans l'intervalle, la ville des minorités se manifeste en tant que réalité. Dans certaines villes, le point démographique critique a déjà été atteint, dans d'autres villes cela arrivera dans les cinq à dix prochaines années.

Quelle est la réponse politique à cette évolution ? La réponse des populistes de droite est simple : cela ne devra jamais arriver jusque là, le flux migratoire doit être enrayé. Le gain de voix des partis de la droite populiste dans de nombreux pays européens est une expression du soutien à cette prise de position. La réponse des populistes de droite offre cependant à ses partisans un semblant de solution : même si l'immigration stoppait à compter d'aujourd'hui, la structure démographique des grandes villes conduirait inévitablement à une supériorité des minorités. Les populistes de droite nient cette réalité. Ils ne répondent pas à la question de savoir comment les gens d'horizons divers doivent cohabiter dans cette nouvelle réalité.

Entre temps, les courants politiques dominants (*mainstream*) préconisent avec de plus en plus de ferveur de se concentrer sur les 'normes et les valeurs nationales' auxquelles les 'nouveaux venus' doivent s'adapter. Cet appel à l'adaptation n'émane pas seulement des conservateurs, mais aussi de plus en plus souvent de politiciens progressistes. Ils exigent de s'adapter aux valeurs progressives, à l'instar de l'égalité des hommes et des femmes et de la séparation de l'Église et de l'État. Comment l'ancien groupe majoritaire, s'il perd sa position dominante, doit-il forcer cette adaptation dans les situations quotidiennes ? Les deux-tiers des jeunes des grandes villes ont d'ores et déjà un passé de migrant. Cela suffit à ce que l'exhortation de plus en plus vive des courants politiques *mainstream* à s'adapter paraisse par conséquent aussi vide que populiste. Il ne représente pas de vision de l'intégration dans une société qui devient de plus en plus diverse, mais semble plutôt tenter désespérément de faire obstacle à la rhétorique politique des populistes de droite. Le 'profit' effectif le plus important de l'appel à s'adapter est que de plus en plus de citoyens ayant un passé de

migrant se sentent exclus et indésirables. Les exigences sont poussées de plus en plus loin. L'on dirait que, à l'heure actuelle, la deuxième et la troisième génération ne sont considérées comme vraiment adaptées que si elles renient leurs origines et abjurent l'islam. Cela éveille en elles, à juste titre, colère et rébellion.

Penser en dehors des sentiers battus

Les leaders et responsables politiques, ainsi que les chercheurs des différents pays européens formulent en général leur vision de l'intégration à travers le prisme de leur façon de penser nationale. Ce qui arrive à quelques kilomètres au-delà de leurs frontières en matière d'intégration reste souvent hors de leur champ de vision. Cela limite grandement la réflexion à propos d'une intégration réussie. Pourtant, regarder au-delà des frontières offre une perspective remarquablement limpide.

La deuxième génération turque se prête idéalement à l'identification de pratiques d'une intégration réussie. Avec plus de quatre millions d'individus, les Turcs constituent le groupe le plus important avec un passé de migrant en Europe de l'Ouest. Ils forment un groupe de comparaison idoine dans la mesure où ils se sont installés dans quasiment tous les pays d'Europe de l'Ouest. Les travailleurs migrants turcs se sont déployés de la Suède et de la Norvège au nord de l'Europe, à la France au sud et à la Suisse et à l'Autriche au centre. Originaires de villages d'Anatolie centrale, de la mer Noire et de la côte Égée ils ont été envoyés par le biais d'agences de recrutement dans les usines Volvo de Stockholm, les mines de France et de Belgique, les chantiers navals de Rotterdam et Hambourg et les usines de construction de machines-outils et d'automobiles à Berlin et à Amsterdam.

Les enfants nés en Europe de travailleurs migrants turcs ont commencé leur vie à partir de situations de départ très comparables. Pourtant, la façon avec laquelle les différents pays ont donné forme à leur intégration diffère considérablement. En comparant des jeunes de parents issus de milieux culturels et géographiques analogues (migrants provenant de Turquie), ayant la même situation au départ (tous nés en Europe comme enfants de parents en moyenne très peu qualifiés), nous obtenons une vue d'ensemble des pratiques d'intégration ratées comme réussies.

Les différences en ce qui concerne les résultats d'intégration entre les pays sont très marquées. En Suède par exemple, les jeunes de la deuxième génération turque accèdent six fois plus à l'enseignement supérieur qu'en Allemagne. Dans les deux cas, il s'agit d'enfants de travailleurs immigrés. Dans certains cas, ils sont même issus du même village. Mais dans un pays ils étudient pour devenir ingénieur ou comptable, tandis que dans l'autre leurs chances d'accéder à l'enseignement supérieur sont quasiment inexistantes. Que font de différent ces deux pays ?

Nous montrerons dans le chapitre suivant que c'est la façon dont l'enseignement est aménagé qui fait la différence. Les pays européens ont une approche très différente qui conduit dans la pratique à des résultats extrêmement divergents. La réflexion axée sur leur propre pays des responsables politiques, des stratèges et des chercheurs, nous empêche de voir les importantes histoires de réussite hors de notre propre pays. Une comparaison internationale permet de rendre visibles les pratiques qui marchent. Un tel regard au-delà des frontières nous offre des points d'application pratiques pour le développement d'une nouvelle vision de l'intégration.

Scénarios d'avenir dans les grandes villes européennes

Le politicologue français Dominique Moïsi a esquissé dans sa *Géopolitique de l'émotion* (2009) un certain nombre de scénarios d'avenir possibles. Deux d'entre eux – sous une forme un peu différente – illustrent bien la description de situations dans plusieurs villes européennes. Nous mettons ici côte à côte le scénario 'de capacitation et d'espoir' et celui de 'peur et d'humiliation'. Dans le scénario d'avenir de 'peur et d'humiliation', dans une ville donnée, les groupes se replient sur eux-mêmes et la société se polarise de plus en plus sur des lignes de clivage ethniques. Les membres de l'ancien groupe majoritaire se sentent menacés, ce qui s'exprime par la peur et le soutien massif aux partis de la droite populiste. En même temps, le groupe allochtone se sent exclu et humilié, ayant l'impression d'être considéré comme des citoyens de second ordre. À l'opposé, dans le scénario de capacitation et d'espoir, divers groupes ethniques ont la possibilité de faire disparaître les lignes de clivage. Dans ce dernier scénario, l'équivalence et l'émancipation en sont les résultats majeurs.

Quels sont les facteurs qui conduisent à un scénario d'autonomisation et d'espoir et lesquels à un scénario de peur et d'humiliation ? Le degré d'émancipation de la deuxième génération sur les plans socio-économique et socioculturel constitue un élément clé. Nous allons montrer que le scénario d'autonomisation et d'espoir est sans doute celui qui offre une plus grande égalité des chances aux migrants et à leurs enfants. Le mélange d'ambition et de motivation chez les enfants de migrants, associé aux chances qui leur sont offertes, aboutissent souvent à des formes spectaculaires de mobilité intergénérationnelle dans la deuxième génération. Des filles dont la mère est analphabète arrivent à se hisser au rang d'avocate ou de médecin. La forme la plus forte de mobilité sociale a lieu de mère à fille. L'effet de cette forme de mobilité est, ainsi que nous le montrerons, également le plus important. À l'opposé, il est indéniable que dans les pays où il n'y a quasiment pas de chances à saisir, une grande partie de la deuxième génération se renferme dans une position marginale, éprouve le sentiment de n'être pas reconnue et se sent humiliée.

Tableau 1

Deuxième génération turque issue de parents ayant un faible niveau d'éducation. Assertion : Il n'est pas dans l'ordre des choses que des femmes encadrent des hommes au travail
Pourcentage ayant répondu : d'accord ou entièrement d'accord

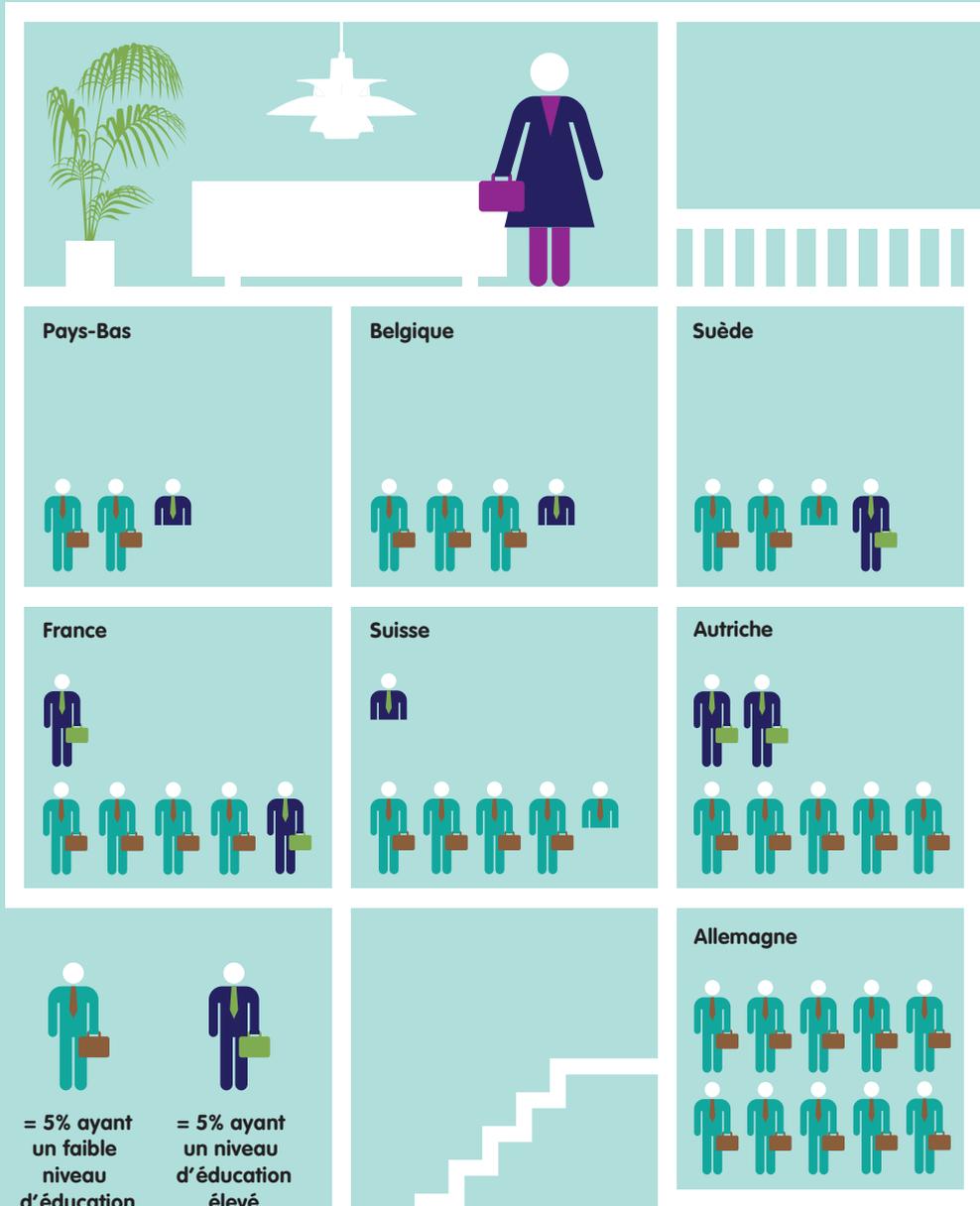


Tableau 2

Deuxième génération turque issue de parents ayant un faible niveau d'éducation. Assertion : Les mères d'enfants en bas âge ne devraient pas pouvoir travailler.

Pourcentage ayant répondu : Pas d'accord ou pas du tout d'accord



faible niveau d'éducation **niveau d'éducation élevé**

Aux Pays-Bas, les femmes de la deuxième génération turque ayant un niveau d'éducation élevé ne sont souvent pas (du tout) d'accord avec cette assertion, tout comme les femmes autochtones ayant un niveau d'éducation élevé et dont les parents ont un faible niveau d'éducation.

Le degré d'ouverture de la société joue également un rôle important quant à l'issue du scénario. Quand la deuxième génération qui s'est élevée socialement a du mal à s'identifier avec la société, alors surgit la menace d'un scénario moins positif. Surtout, l'humiliation du groupe de la deuxième génération qui a le mieux réussi peut avoir des conséquences très préjudiciables. Chaque fois qu'ils sont discriminés par des employeurs lorsqu'ils posent leur candidature à un poste, ou qu'ils sont éconduits par des portiers de boîtes de nuit, leur révolte contre une société qui les exclut et leur aversion vis-à-vis d'elle ne fait que s'aggraver.

Le degré d'entente des différents groupes ethniques entre eux et l'espace qu'ils se donnent les uns aux autres fournissent un indice important de la façon dont va évoluer une ville. Notre enquête a fait clairement apparaître deux groupes urbains qui s'inscrivent dans le scénario de peur et d'humiliation. L'un de ces groupes est composé de jeunes de la deuxième génération très conservateurs sur le plan religieux et qui se détournent de la société. Quant à l'autre – sous bien des aspects son égal – il s'agit d'un groupe de jeunes populistes de droite qui ne se sent pas à l'aise dans la réalité multiethnique de la grande ville. Manifestement, ces deux groupes semblent avoir un certain nombre de caractéristiques en commun. Ils trouvent leur propre culture ou religion supérieure à celle de l'autre et préfèrent la compagnie de leur propre groupe. La dimension de ces deux groupes diffère de ville à ville et constitue un baromètre important du scénario d'avenir de peur et d'humiliation.

À l'opposé, il y a des groupes qui représentent le scénario d'autonomisation et d'espoir. Le groupe le plus important est composé de jeunes qui s'identifient fortement à la société dans son ensemble et ont également des ami(e)s en dehors de leur propre groupe ethnique. La deuxième génération est à cet égard pionnière. La deuxième génération turque a nettement plus d'amitiés hors de son propre groupe ethnique que les jeunes de l'ancien groupe majoritaire. L'une des personnes interrogées qualifie pertinemment de 'génération charnière' cette deuxième génération de jeunes. Par ailleurs, il s'agit du plus petit groupe de jeunes adultes autochtones ayant des groupes mixtes d'amis. Des gens du même âge qu'ils ont souvent rencontrés à l'école ou au travail.

La philosophe américaine Martha Nussbaum (2012) considère que les amitiés inter-ethniques sont essentielles pour empêcher les conflits interethniques et la discrimination dans une société. La fine toile de contacts en dehors de leur groupe, tissée par les amitiés interethniques dans la vie de tous les jours à l'école, au travail et dans les loisirs, est indispensable à la cohésion sociale dans une ville. Grâce à ce réseau, des idées et des opinions sont échangées entre les groupes, et les images superficielles que ces groupes ont les uns des autres se parent de nouvelles nuances. C'est par les échanges entre ces groupes qu'une nouvelle culture hybride propre à une grande ville peut naître.

L'émancipation suit la mobilité sociale

La deuxième génération de jeunes ayant un niveau d'instruction élevé est au cœur de notre démonstration. En Europe, un jeune sur cinq de la deuxième génération étudie dans l'enseignement supérieur. Or, les décideurs et responsables politiques se concentrent surtout sur les jeunes à problèmes, alors qu'aujourd'hui ce sont justement les jeunes qui réussissent qui ont les clés d'un scénario d'autonomisation et d'espoir entre les mains. Les jeunes de la deuxième génération de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur sont à la base de l'émancipation de la deuxième génération, sur les plans socio-économique comme socioculturel. L'émancipation socioculturelle suit la longueur d'avance prise par l'émancipation socio-économique.

Quelque soit l'endroit où ils ont grandi en Europe, ce sont les jeunes de la deuxième génération ayant un niveau d'éducation élevé qui mènent partout l'émancipation de la deuxième génération. Ils vont ainsi massivement à l'encontre de la thèse selon laquelle les femmes ne devraient pas travailler si elles ont des enfants en bas âge. Elles le font deux fois plus que la deuxième génération ayant un faible niveau d'éducation. Il n'est pas très étonnant que les femmes ayant un haut niveau d'éducation soient les plus âpres à défendre de l'idée que les mères doivent pouvoir travailler. Les femmes turques (69%) et marocaines (71%) de la deuxième génération ayant un niveau d'éducation élevé issues de familles faiblement éduquées aux Pays-Bas exigent le droit de travailler et aussi fermement que les femmes d'origine néerlandaise ayant un niveau d'éducation élevé et issues de familles peu éduquées (70%). Aux Pays-Bas, parmi les femmes en couples de la deuxième génération ayant un niveau d'éducation élevé, seules 9% choisissent de ne pas travailler. Le fait que certains – souvent plutôt conservateurs – de leurs conjoints préféreraient qu'elles ne travaillent pas mais se consacrent aux enfants à la maison n'est que très rarement suivi d'effet. Le compromis le plus fréquent dans les familles de la deuxième génération avec des enfants en bas âge est que les femmes travaillent trois ou quatre jours par semaine et il est notable que certains hommes se mettent justement à travailler *davantage* quand ils deviennent pères.

La force et l'énergie qui se développent dans le processus d'émancipation dans la deuxième génération constitue le moteur d'un scénario d'autonomisation et d'espoir. Nous allons tenter de démontrer que, dans les pays d'Europe où l'on donne des chances à la deuxième génération dans l'enseignement et où on les traite de façon équivalente, l'on impulse un développement qui va jusqu'à conduire à un mouvement puissant et visible d'émancipation dans la deuxième génération. Notre thèse principale est que l'émancipation ne résulte pas de la pression à s'adapter émanant du groupe majoritaire, mais de la mobilité sociale au sein de son propre groupe. Dans tous les pays, ce sont les jeunes adultes de la deuxième génération ayant un

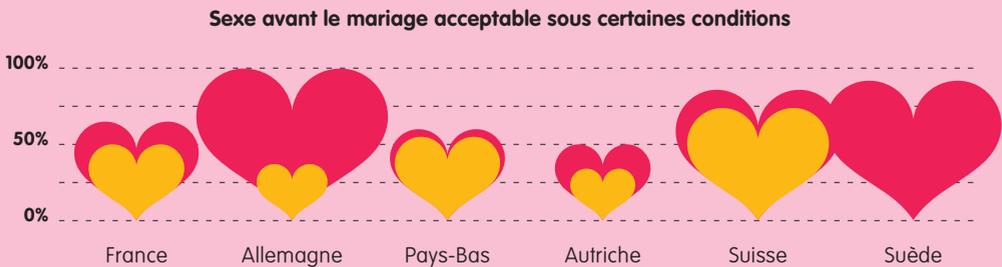
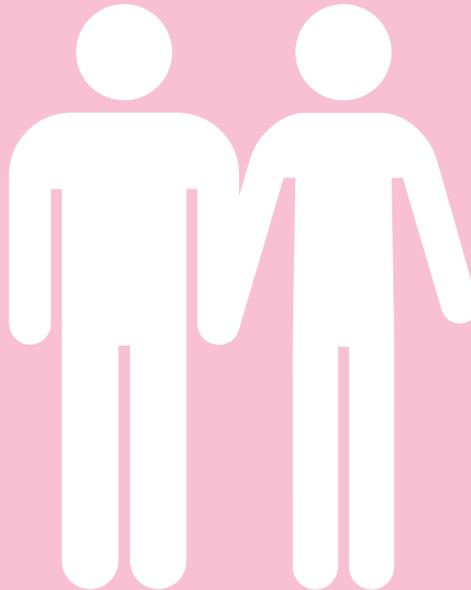
Tableau 3

**Deuxième génération turque issue de parents ayant un faible niveau d'éducation :
Le sexe avant le mariage est acceptable**




faible niveau
d'éducation


niveau
d'éducation élevé



En Suède, nous avons affaire à un nombre réduit de personnes ayant un faible niveau d'éducation. Un bon nombre d'entre elles n'ont pas répondu à la question, ce qui rend le pourcentage trop faible pour être analysé.

niveau élevé d'éducation qui propagent les opinions les plus progressistes dans leurs propres communautés. Cela est certainement le cas pour les femmes ayant un niveau élevé d'éducation, mais aussi pour les hommes ayant un niveau élevé d'éducation. Ils soutiennent ainsi à l'unanimité l'égalité des hommes et des femmes sur le marché du travail. Là où les jeunes de la deuxième génération ayant un faible niveau d'éducation (en particulier les hommes) ont encore souvent du mal avec une femme cadre, cela n'arrive quasiment pas parmi les jeunes de la deuxième génération ayant un niveau élevé d'éducation. Dans les villes où l'émancipation est un fait se constitue un groupe croissant d'intolérants vis-à-vis de l'intolérance. L'émancipation est la réponse à l'aspect problématique du multiculturalisme qui a exigé la tolérance à l'égard de toutes les coutumes culturelles, donc aussi de celles qui sont intolérantes vis-à-vis des autres.

La rupture la plus importante des jeunes de la deuxième génération ayant un niveau élevé d'éducation avec la tradition dans leur propre communauté concerne la famille et la virginité. Pour la plupart des jeunes de la deuxième génération turque à faible niveau d'éducation, la virginité est encore la norme, les jeunes ayant un niveau élevé d'éducation exigent cependant de plus en plus ouvertement le droit de décider de leur propre sexualité. Une large majorité d'entre eux, dans l'ensemble des pays, affirme par exemple que le sexe avant le mariage est autorisé, toujours ou sous certaines conditions. En Allemagne, en Suède et en Suisse, la moitié environ indique que cela est même acceptable dans toutes les circonstances. Il s'agit dans tous les cas de jeunes ayant grandi dans des familles immigrées ayant un faible niveau d'éducation. Par cette position, ils prennent d'énormes distances avec les opinions traditionnelles dominantes concernant la sexualité dans leur communauté.

Dans les pays où la deuxième génération a un faible niveau d'éducation, il est fréquent que seul l'homme travaille dans la famille. Les familles qui doivent vivre d'un seul revenu ont de grandes difficultés à joindre les deux bouts. Les femmes ayant un niveau élevé d'éducation investissent cependant en grand nombre le marché du travail, permettant ainsi l'accès de leur famille à la classe moyenne. L'émancipation socio-économique de la femme est cruciale pour un scénario d'autonomisation et d'espoir.

Chapitre 2

L'émancipation de la deuxième génération

L'émancipation de la deuxième génération a fait émerger un scénario d'espoir et d'autonomisation dans les grandes villes : tel est notre message clé. Nous avons également réalisé, dans le cadre de ce livre, cinq portraits filmés que nous avons baptisés « *Pathways 2 Success* » (Voies vers la réussite).

Au départ, ces courts-métrages étaient destinés à de jeunes étudiants. Or, une fois les films achevés, il est apparu qu'ils étaient aussi une source d'inspiration, de reconnaissance et d'émotion pour de nombreux adultes. La parole est donnée à cinq personnes qui illustrent, chacune à leur manière, l'énergie de cette génération de migrants et qui ont en commun d'être toutes des catalyseurs des processus de changement ainsi que des sources d'inspiration. Des pionniers d'aujourd'hui qui, envers et contre tout, ont donné un sens à leur vie. C'est peut-être, justement, la raison pour laquelle ils diffèrent des personnes du même âge des années 1990, la génération individualiste par excellence. Ils ne se contentent pas de vivre pour eux-mêmes : ils ont tous un message qu'ils veulent transmettre à la génération suivante. C'est ainsi que fonctionne l'émancipation dans la pratique. Ce sont ces jeunes adultes qui façonnent les changements dans leur communauté.

Vous lirez dans les pages suivantes un résumé des cinq portraits filmés, mais vous pouvez aussi visionner ces films sans attendre avec l'URL ou en scannant le QR code avec votre smartphone.

Hambourg



Bilinc Ercan

31 ans, a soutenu sa thèse de droit la veille de l'interview dans sa ville natale de Hambourg.

Ma mère m'a montré qu'une fille peut arriver à tout. Orpheline de mère, elle a grandi dans un village d'Anatolie en Turquie. Ses frères étaient tous deux enseignants dans le village. Ma mère a été la première fille de tout le village à aller à l'école, une école qui comptait 300 à 400 garçons et elle était la première fille ! Parce qu'elle avait dit : 'Je veux aller à l'école !' Alors son frère a dit : 'Bon, si tu le veux tant, je t'emmène.' C'est important qu'il y ait quelqu'un qui vous soutienne ! Dans

son sillage, de plus en plus de filles sont allées à l'école. Elles se sont dit : 'Une fille en est aussi capable.' Ma mère a été un exemple, ce qui a fait qu'étudier pour moi coulait de source. Je suis allée au lycée classique d'Altona et, en 1999, j'y ai passé l'équivalent du baccalauréat.

Je trouve incroyable d'avoir été confrontée, de par mes origines turques, à ma différence dans la société allemande. Assise dans le bus en route pour l'école, je pensais : 'Me regarde-t-il ainsi parce

que j'ai l'air différent ? C'était aussi dans ma tête, je dois dire. Mais cela a aussi été renforcé par quelques incidents : par exemple, la police nous a arrêtés. Il se sont plantés tout à coup devant nous et nous ont demandé notre carte d'identité en arguant : 'On ne dirait pas que vous êtes d'ici.' Je me suis sentie alors vraiment mal à l'aise, je me suis sentie discriminée.

« Ma mère m'a montré qu'une fille peut arriver à tout »

Nous sommes d'origine turque, de la troisième génération. Nous avons grandi dans ce pays, ce pays est à nous, tout comme à un autre. Cela signifie que nous nous identifions aussi à ce pays. Mais la société allemande doit égale-

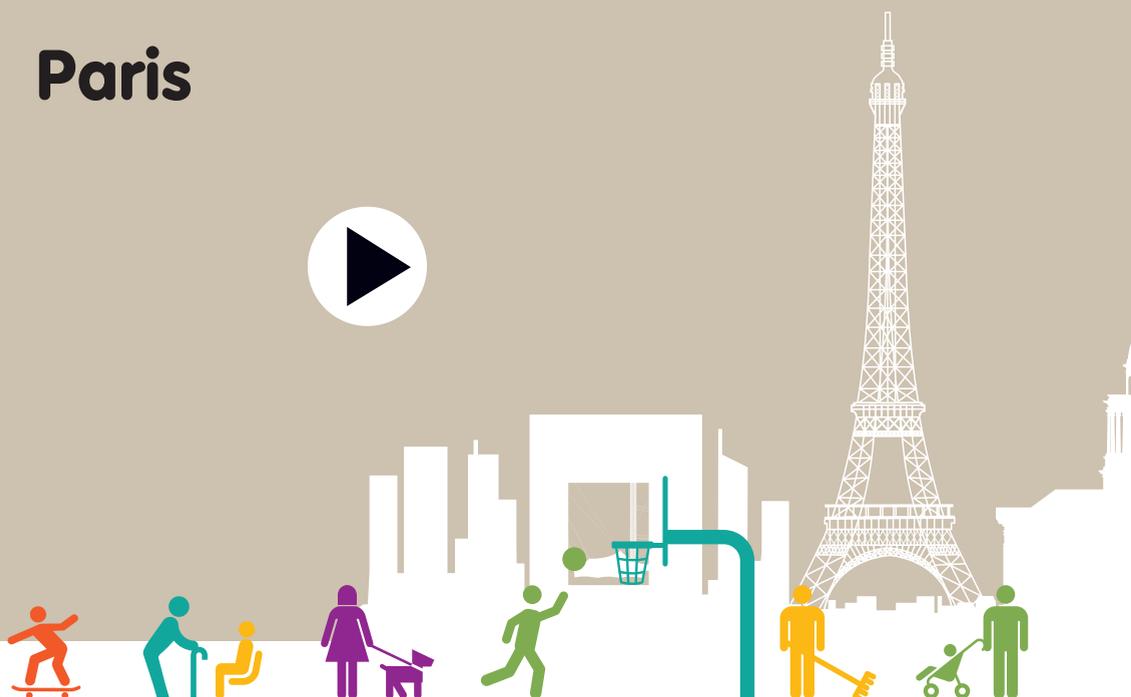
ment nous laisser nous identifier à ce pays ! Et je me suis fixé cela comme but. J'ai décidé d'étudier le droit parce que, pour moi, le droit et la justice sont intimement liés.

Je pense qu'il est important pour les jeunes ayant un passé d'immigration de faire abstraction de ce que les autres pensent d'eux. Quand on a un objectif, il ne faut pas se limiter par des pensées négatives. Si quelqu'un te donne le sentiment que tu vauds moins, il faut t'en dissocier, t'en libérer ! Fais seulement ce que tu veux faire ! Je suis simplement allée voir mon professeur et lui ai dit que je voulais soutenir ma thèse... et la soutenance a eu lieu hier. Il est possible d'atteindre des choses que tu croyais hors de ta portée : on peut aller loin quand on s'accroche. Tu as seulement besoin de gens qui te soutiennent.



Vous pouvez visionner l'interview sur :
<https://www.elitesproject.eu/educational-kit/en-francais/hamburg>

Paris



Youness Bourimech

32 ans a lancé une pépinière d'entreprises à Bondy, en banlieue parisienne.

Cette banlieue, Bondy, c'est mon village. Mes parents ont quitté le Maroc pour venir s'établir en France. J'ai grandi dans cette ville. Il y avait une boulangerie, un terrain de football et une école. C'était tout, c'était mon univers. Cela a changé quand j'ai fait la connaissance à l'âge de vingt ans de ma future femme, qui vivait à Paris. Ce n'est qu'alors que j'ai découvert Paris. À seulement 7 à 8 kilomètres de là se trouvait l'une des plus belles villes au monde ! Mais j'ai grandi ici, et c'est pourquoi j'y reste.

Depuis l'école primaire (CE2), je n'ai jamais redoublé, mais j'ai été pourtant orienté vers l'enseignement professionnel secondaire (BEP). Or, nous n'avions aucune idée des professions sur lesquelles cela pouvait déboucher. Ici en banlieue, dans l'enseignement professionnel, il y a trois possibilités : la comptabilité, le secrétariat et la vente. Ils se contentent de remplir les classes avec les enfants disponibles sans essayer de savoir quelles sortes de talents ils ont. C'est bizarre, car si un gamin termine ses études dans un métier qui lui plaît,

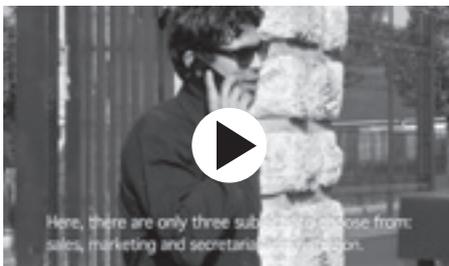
alors tout le monde y gagne : pas seulement le gamin, mais toute la société. Je voulais devenir prof de gym. Tu vas alors à la fac de sports et on te dit qu'il y a 4 000 candidats pour 400 places. Comme les autres ont tous un bac scientifique et pas toi, c'est pas évident...

« Ici en banlieue, dans l'enseignement professionnel, il y a trois possibilités : la comptabilité, le secrétariat et la vente »

J'ai créé ma première entreprise à 21 ans. Ma sœur s'occupait de l'administration et moi du développement et du commercial. Puis nos clients n'ont pas tardé à demander si nous pouvions leur proposer d'autres services. J'ai maintenant lancé une pépinière d'entreprises. Là, au milieu du quartier où j'ai grandi et avec mon ami d'enfance. Avec mon

entreprise, je fonctionne à 100% dans l'esprit sportif. On a de la compétition, des concurrents et des règles qu'il faut respecter. Dans le sport, il n'y a pas de religion, tout le monde est pareil. Tu portes un t-shirt, un maillot, des chaussettes : tous pareils.

Je gère une entreprise avec des salariés que j'appelle des partenaires. On est ensemble dans l'aventure. Ma devise : 'N'oublie pas d'où tu viens'. Je n'oublie pas que j'ai commencé par nettoyer des toilettes et cela ne me fait pas peur de le refaire demain s'il le faut. Il ne faut pas oublier d'où l'on vient. Je reste ici dans mon quartier et on monte les marches ensemble, pour relever le niveau. On a de la chance, on est dans un département qui, pendant des années, était le plus pourri, le plus pauvre, avec le plus de nationalités. Mais c'est aussi le département où il y a le plus de terrains libres. Il suffit d'attendre. Paris est à sept kilomètres, le périphérique à côté, à proximité d'un aéroport d'affaires : on a tout ici. Pourquoi partir ? Il faut juste être patient, il faut avancer petit à petit, mais dans une dizaine d'années, c'est ici que ça va se passer.



Vous pouvez visionner l'interview sur :
<https://www.elitesproject.eu/educational-kit/en-francais/paris-fr>

Rotterdam



Halil Karaaslan

24 ans, professeur d'instruction civique à Rotterdam.

Je ne sais si je me projetais vraiment dans le futur. C'était plutôt une idée de ce que je *voudrais* être. J'enseigne au Libanon Lyceum de Rotterdam avec passion. J'essaie d'apporter aux élèves ce qui m'a jadis manqué : à l'école, il m'a manqué la motivation de poursuivre mes études.

Dans la puberté, j'étais une sorte de mini-philosophe. J'étais toujours perdu dans mes pensées, je m'imaginais plus loin, je voulais plus. Le déclic a été pour moi quand j'ai soudain compris de quel

genre d'école j'avais besoin, afin de parvenir à ce que je voulais. Mes amis dans mon entourage disaient en toute bonne foi : 'Tu n'en fais pas déjà assez ?' En ce sens, j'ai vu que les amis pouvaient aussi être un obstacle en travers de mes objectifs. Maintenant je dis : 'ose prendre de la distance avec certaines personnes à un certain moment de ta vie'. Il peut s'agir de tes meilleurs amis, même de ta famille. Dans certains cas, je sais que la famille ne stimule absolument pas assez leurs enfants à l'école.

À l'école, c'est un modèle qui m'a fait défaut. Ma source d'inspiration était Bruce Lee, avec tout ce qu'il a accompli. Ce que peu de gens savent, c'est que Bruce Lee était aussi un philosophe : il a étudié la philosophie. Une citation de lui que j'adore : 'La voie de l'immortalité

« Je m'imaginai plus loin, je voulais plus »

est déjà d'avoir une vie digne de s'en souvenir.' Et c'est ce qui m'a toujours poussé. Pouvoir dire fièrement : 'Je peux partir l'esprit tranquille, parce que je sais que j'ai fait quelque chose de positif pour d'autres.' Que ce soit pour une personne, pour dix, pour mille ou pour un

million... Ce qu'il a fait, cette fonction de passerelle entre l'orient et l'occident, j'aimerais la traduire dans mon travail aujourd'hui. C'est en tout cas mon objectif : aider les gens à se comprendre mutuellement. Cela ne veut pas dire que l'on doit être systématiquement d'accord, mais comprendre les choix des autres. Et j'ai un rôle dans cette dynamique. Dans ma discipline, je trouve important que les élèves aient leur mot à dire, mais aussi que les émotions et les sentiments soient valorisés. Lors des débats, qui sont nombreux dans mes cours, je remarque que je peux dire plus facilement certaines choses que des collègues, compte tenu de mes origines. Pour moi, tu ne peux vraiment aboutir à quelque chose que quand tu arrives à faire émerger les sentiments les plus profonds de quelqu'un. Dans certains cas, cela peut aller très loin, mais si tu y arrives puis entames le dialogue avec l'autre, alors seulement quelque chose se passe.



Vous pouvez visionner l'interview sur :
<https://www.elitesproject.eu/educational-kit/en-francais/rotterdam>

Amsterdam



Miriyam Aouragh

Miriyam Aouragh, 38 ans, est chercheuse et professeur à l'université d'Oxford.

Je suis chercheuse et je donne aussi des cours à des étudiants sur le rôle des médias et d'internet dans la politique et les mouvements politiques au Moyen Orient. Je travaille maintenant à l'université d'Oxford. Absolument aucun Marocain des quartiers à l'est d'Amsterdam n'y est arrivé. Mais on évolue au fur et à mesure, jusqu'à évacuer l'obstacle psychologique, l'idée que 'ce n'est pas pour toi'.

Mon père est un migrant typique de la première génération, or il a ouvert sa propre boucherie à Amsterdam. Je crois qu'il a aussi pensé au départ : 'être indépendant et avoir son propre commerce, cela n'est pas pour nous. Nous sommes venus ici pour faire le sale boulot et cela est ainsi.' Pourtant, il l'a fait.

Je n'ai pas suivi le trajet direct école primaire-lycée classique-université, mais je suis passée par le système des

'passerelles'. Je suis donc partie du niveau le plus bas de l'enseignement secondaire pour escalader les marches une à une. Après l'école primaire, l'enseignement professionnel secondaire de base, puis l'enseignement professionnel supérieur et enfin l'université, qui m'a ouvert les portes du monde académique.

« Faites quelque- chose hors des sentiers battus »

Cela a pris en tout entre 10 et 15 ans, ce qui est très normal pour de nombreux enfants de migrants, le retard de langue étant souvent confondu avec un retard intellectuel. Il m'a donc fallu trouver ma voie par moi-même. J'ai eu la chance d'avoir eu un excellent professeur à la faculté d'anthropologie de l'Université Libre d'Amsterdam. J'avais le sentiment

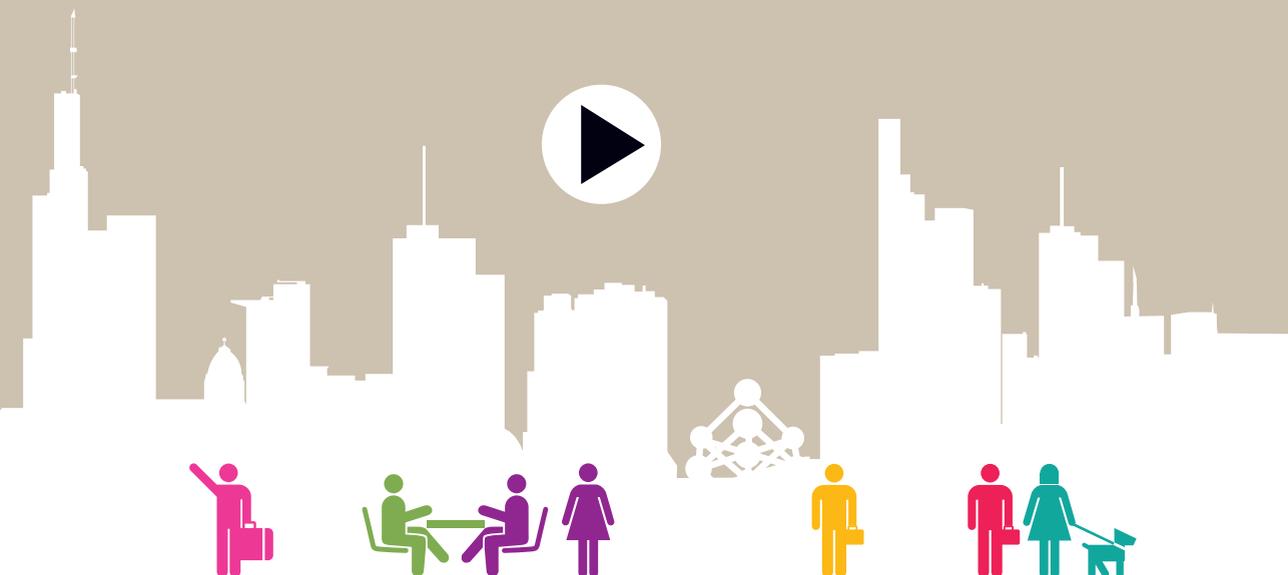
qu'elle croyait vraiment en moi. Être reconnu donne une force incroyable, cela donne des ailes pour aller de l'avant, en tout cas cela a été crucial pour moi.

Je pense qu'il est essentiel de ne pas imposer de limite de temps à ses rêves. Ce n'est pas qu'il faille avoir tout fini à trente ans. Osez aller regarder au-delà des Pays-Bas : ce pays n'est pas le centre du monde, ni même celui de l'Europe. Ce n'est en fait qu'un petit pays qui ne va certainement pas déterminer ce qui va se passer dans le reste du monde. Traversez les frontières ! Faites quelque-chose hors des sentiers battus. Plus tard, vous vous direz : 'Moi aussi, j'ai fait quelque chose de différent'. Et autre chose que la norme peut être vraiment cool.



Vous pouvez visionner l'interview sur :
<https://www.elitesproject.eu/educational-kit/en-francais/amsterdam>

Bruxelles



Muhammet Yilmaz

Muhammet Yilmaz, 36 ans, travaille en tant que lobbyiste à Bruxelles.

C'est un fait que tes origines, ta famille et le réseau de ta famille ont une énorme importance. Ils t'ouvrent des portes, pas seulement pour toi, mais sur un univers. Et cela m'a manqué : un réseau de gens ayant de l'expérience dans l'enseignement supérieur, ou des frères, des sœurs ou des amis ayant fait des études supérieures.

Je n'ai donc pas pu bénéficier de cette ouverture, mais j'ai heureusement été stimulé et motivé par mes enseignants. Ils m'ont orienté vers les sciences et j'ai

achevé mes études secondaires dans la filière mathématiques-économie. Ensuite j'ai décroché un diplôme de laborantin génétique. Puis je me suis demandé ce que j'allais faire...

C'est alors que j'ai décidé de bifurquer vers l'enseignement, je suis allé enseigner deux ans dans une école publique d'Anvers. À cette époque, des entrepreneurs turcs ont lancé un service de soutien scolaire à la fin des cours pour quelques élèves. Ils m'ont proposé de les aider en tant que coordinateur.

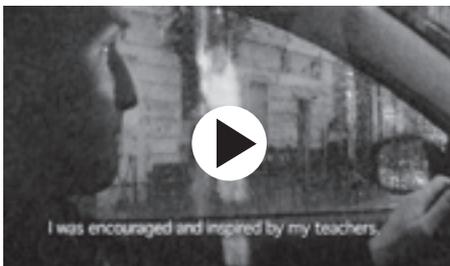
Cela a été pour moi une expérience absolument passionnante. Tu apprends à t'entendre avec d'autres, tu apprends à manager une équipe, mais en même temps tu trouves des 'âmes-sœurs'. Des gens qui sont dans la même situation que toi et pensent la même chose que toi. J'aurais aimé avoir eu la même chance quand j'étais plus jeune, j'aurais alors suivi un autre cycle d'études.

« Pour moi, les réseaux équivalent à me faire des amis »

De nos jours, les réseaux sont extrêmement importants. Je ne parle pas seulement des réseaux par tes études ou ta profession, mais aussi des choses que tu fais à côté. Par exemple : apprends à jouer d'un instrument, écris des poèmes, mets-toi à l'escalade ! Essaie autre chose. Cela va t'aider à percer tes barrières mentales et à te constituer un réseau plus large : à ne pas te cantonner aux gens de ton école secondaire ou de ton université mais à élargir tes hori-

zons à des gens qui ont d'autres centres d'intérêt, qui pourraient t'enrichir avec leurs connaissances, leurs expériences. Pour moi, les réseaux équivalent à me faire des amis. Des gens qui pourront aussi m'aider à résoudre des problèmes, même sur le plan personnel. Et l'horizon est très large : cela va des assistantes ou des stagiaires qui travaillent au Parlement européen à un ministre belge. Est-ce de l'opportunisme ? Certainement pas ! Ça marche dans les deux sens : s'ils ont besoin de quelque chose, ils t'appelleront aussi.

À un moment donné, j'ai fait la connaissance de mon collègue actuel. À l'époque, il venait de lancer une nouvelle entreprise : il représentait 13.000 entrepreneurs de Turquie, dans le domaine des échanges et du lobbying. Nous avons en fait essayé d'édifier une passerelle entre Ankara et Bruxelles. Entre l'opinion publique turque, le monde des entrepreneurs turcs et les instances européennes. Je pense que notre génération est une *génération charnière*. Une génération qui va veiller à ce que la communauté belgo-turque trouve son identité et... sa place.



Vous pouvez visionner l'interview sur :
<https://www.elitesproject.eu/educational-kit/en-francais/brussel>

Chapitre 3

L'enseignement comme clé de l'émancipation

Dans les années 1960 et 1970, des entreprises et les autorités ont fait venir des travailleurs migrants dans les grandes villes européennes pour effectuer le travail non qualifié dans les usines, les mines et les ports que les ouvriers européens ne voulaient plus faire. Principaux critères de recrutement : les ouvriers devaient être jeunes, en bonne santé *et* non qualifiés. Les conséquences de cette stratégie de recrutement se font encore sentir à l'heure actuelle. La majorité de cette première génération de migrants turcs et marocains avait tout au plus terminé l'école primaire. La première génération de femmes turques et marocaines qui sont arrivées plus tard étaient généralement originaires des mêmes villages que leurs maris. Une grande partie d'entre elles n'a jamais eu la possibilité d'aller à l'école et était de fait analphabète. Un niveau aussi faible d'éducation était quasiment inexistant dans la classe ouvrière européenne de la même génération. On n'y trouve des parents ayant un niveau aussi faible d'éducation que dans des familles à multiples problèmes où le chômage longue durée et parfois l'alcoolisme ou la criminalité faisaient partie intégrante de l'existence, mais ici s'arrête immédiatement la comparaison. La position de départ des enfants des travailleurs migrants est, étant donné le niveau d'éducation de leurs parents, extrêmement désavantageuse.

L'échec de la 'notion de temporaire'

C'était temporaire, telle était la devise des employeurs et des autorités lors de la venue des travailleurs migrants. Les travailleurs étaient là en tant qu'invités, puis devaient rentrer chez eux. Accessoirement, les enfants des travailleurs qui étaient mariés devaient grandir en Turquie et au Maroc. Leurs pères devaient de toute façon rapidement rentrer au pays. Tous les pays européens avaient à peu près la même stratégie dans ce domaine. À la même époque cependant, il y avait aussi un autre pays qui recrutait activement de la main-d'œuvre en Turquie : l'Australie. La Turquie

bruissait de la blague selon laquelle de nombreux travailleurs migrants pensaient qu'ils s'étaient inscrits pour l'Autriche (*Avusturya*), mais que c'était apparemment en Australie (*Avustralya*) qu'ils étaient arrivés. Si l'orthographe des mots Autriche et Australie est effectivement quasiment identique en Turc, la politique migratoire y était radicalement différente. Les travailleurs migrants en Australie étaient autorisés, contrairement à l'Europe, à venir tout de suite s'y installer avec leurs femmes et éventuellement leurs enfants. Dans l'optique d'un pays typique d'immigration comme l'Australie, il s'agissait d'un choix logique : c'était en effet précisément en compagnie de sa famille que le migrant allait pouvoir vraiment s'enraciner dans le pays. Apprendre la langue, y investir et contribuer à édifier l'avenir. Les pays européens, qui ne se voyaient pas comme pays d'immigration, ont attendu très longtemps avant de se décider finalement à donner l'autorisation au regroupement avec femmes et enfants.

Les conséquences de ce choix se ressentent profondément au jour d'aujourd'hui. Les enfants nés en Turquie étaient devenus, au terme de la période d'attente qui a duré huit à dix ans, des adolescents. Ils étaient allés à l'école en Turquie et y avaient appris la langue. Ils ont été envoyés en Europe occidentale au milieu de la puberté et sont arrivés ensuite sans aucune préparation à l'école. L'ambiance de crise aigüe qu'a provoqué l'afflux massif de ces enfants dans les écoles dans tous les pays européens a été largement documentée. Les enseignants ont essayé d'accueillir ces jeunes le mieux possible avec le peu de moyens dont ils disposaient. En plus de la grande pierre d'achoppement que constituait la langue, les enfants arrivaient à l'école avec divers niveaux de connaissances et étaient issus d'une culture éducationnelle complètement différente.

La politique tardive de regroupement familial a coûté cher à l'Europe. Ce qu'on appelle la 'génération intermédiaire' qui a décroché prématurément de l'école, n'a jamais appris à parler la langue sans accent et n'avait souvent aucune chance sur le marché du travail. Ils constituent sous bien des aspects une génération perdue. En Australie, il n'est pratiquement pas question de 'génération intermédiaire'. La plupart des jeunes d'origine turque sont allés à l'école dès leur plus jeune âge (Inglis 2011).

Le bilan au terme de cinquante ans de migration de main-d'œuvre

Le bilan pour la deuxième et la troisième génération peut maintenant, plus de cinquante ans après le début de la migration de main-d'œuvre, être établi. Le monde politique est catégorique à l'unanimité : la politique d'intégration a failli. Une mauvaise maîtrise de la langue, de grandes différences culturelles et la faible position socio-économique

de la première génération sont désignées comme les causes de 'l'intégration ratée' de la génération intermédiaire et de la deuxième génération. Soit exactement les critères sur lesquels les migrants ont été recrutés en premier lieu par les employeurs et les autorités. Ces grandes difficultés, qui vont de pair avec l'enseignement à des jeunes dont les parents ne peuvent pas ou à peine les aider, sont la conséquence directe des choix qui ont été faits à l'époque par les autorités et les employeurs sur la base de motivations économiques à court terme.

Une fois cela constaté, reste la question de savoir si la société a réagi de façon correcte et si les bons moyens ont été engagés pour créer de bonnes conditions en matière d'éducation pour accueillir les enfants de migrants. Il est possible de procéder à une honnête évaluation de ce que les autorités auraient pu faire : les pays d'Europe occidentale ont géré de façons très différentes l'afflux des enfants de migrants dans l'enseignement et leur accession à des échelons supérieurs. L'on peut ainsi comparer tant la politique que les résultats sur le plan international. Cela nous donnera l'opportunité d'examiner minutieusement les pays en Europe où l'intégration dans l'enseignement s'est le mieux déroulée. Où les enfants de migrants réussissent-ils bien ou extrêmement bien et où constituent-ils un groupe marginalisé dans l'enseignement ? Nous retournons donc la question d'usage : notre question n'est pas de savoir pourquoi les migrants ne s'intègrent pas, mais pourquoi les sociétés réussissent ou non à prendre en charge les migrants et leurs enfants.

Nous pouvons, sur la base des résultats sur le plan de l'éducation pour la deuxième génération turque en Suède, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique, en Autriche, en Suisse et en France, établir une classification entre les pays. Nous avons, pour faire une comparaison honnête entre les pays, seulement comparé les jeunes issus de familles de travailleurs migrants turcs ayant un faible niveau d'éducation. Nous avons délibérément exclu de la comparaison les enfants de réfugiés politiques (qui sont venus en Europe après le coup d'État). Leurs parents ont une autre histoire de migration et ont en général un meilleur niveau d'éducation, ce qui brouillerait la comparaison.

Optimistes contre pessimistes

Les résultats de l'étude sur la deuxième génération turque en Europe dénotent un retard important en matière d'éducation (Crul et al. 2012). Beaucoup de jeunes ont redoublé une classe à l'école primaire, ils sont surreprésentés dans l'enseignement professionnel du premier cycle et secondaire et sont nombreux à quitter prématurément l'école. Sur tous les indicateurs négatifs en matière d'éducation, il y a une nette surreprésentation par rapport aux enfants dont les parents n'ont pas d'histoire de migration.

Mais en même temps, il y a eu également d'énormes progrès. Dans les années 1970 et 1980 s'est produit un vrai désastre éducatif dans la première confrontation avec les enfants de migrants. Aux Pays-Bas par exemple, les trois-quarts des élèves d'origine turque ont quitté prématurément l'école. La situation dans d'autres pays était comparable. Trente ans plus tard, la proportion d'élèves aux Pays-Bas ayant décroché du système scolaire est de moins d'un tiers. Le groupe suivant l'enseignement supérieur ou l'ayant suivi est, de nos jours, même légèrement plus important aux Pays-Bas que le groupe d'écoliers ayant décroché trop vite.

Ces progrès sont en partie dus aux mesures supplémentaires qui ont été prises par les écoles pour les enfants de migrants. Avant qu'il n'ait été question d'une approche concrète cependant, beaucoup de temps a été perdu. C'est surtout au début que cela s'est mal passé. Ainsi, des moyens ont bien été mis en œuvre par exemple pour l'acquisition de nouvelles méthodes d'enseignement de la deuxième langue (la langue maternelle étant la première langue), mais les enseignants n'étaient souvent pas formés pour les utiliser de façon efficace.

La plupart des écoles ont cependant appris avec le temps à trouver de plus en plus souvent les bons outils pour s'attaquer aux retards en langue et en calcul. L'organisation de l'école elle-même s'est également lentement adaptée à l'afflux de nouveaux groupes d'élèves. La réduction de la taille des classes, comme cela a été fait dans de nombreuses écoles comptant beaucoup d'enfants de migrants, a permis par exemple aux enseignants de donner une attention individuelle aux élèves. De plus en plus d'élèves ont reçu des leçons supplémentaires en deuxième langue à la fin de la journée scolaire. Un personnel enseignant de soutien issu des divers groupes ethniques est actuellement mis à l'œuvre dans de nombreux pays en guise de passerelle supplémentaire vers les parents allochtones. En bref, les écoles primaires et secondaires, dont la plupart travaillent déjà depuis plus de trente ans avec des enfants de migrants, se sont drastiquement adaptées.

Dans les médias, en ce qui concerne les discussions sur les prestations scolaires des enfants de migrants, le verre est souvent soit à moitié plein, soit à moitié vide. Soit c'est le succès grandissant dans la deuxième génération qui est mis avant, soit l'ac-

cent est mis sur le groupe conséquent de décrocheurs scolaires. C'est ainsi que naît dans le débat un contraste entre optimistes et pessimistes. Les optimistes soulignent les progrès, tandis que les pessimistes mettent l'accent sur les problèmes. Les deux coexistent bien sûr dans la réalité. Le semblant d'opposition crée de la confusion dans notre regard sur la réalité. Les optimistes enfouissent sous le tapis les problèmes d'un groupe conséquent de jeunes en mettant l'accent sur les succès. Les pessimistes quant à eux, en mettant fortement l'accent sur les jeunes à risques, ne rendent pas justice au groupe de plus en plus important de jeunes qui s'en sort très bien malgré tout. Ces deux tendances sont importantes pour notre évaluation des différences de résultats entre les pays.

Incontournables : des progrès dans la deuxième génération

Une étude américaine montre que les progrès dans la deuxième génération sont décisifs pour les générations qui lui succèdent. S'il est question de stagnation dans la deuxième génération, il y a de grandes chances pour que la troisième génération soit vouée à l'échec. Ce que les chercheurs américains appellent 'l'optimisme immigrant' peut disparaître dans la deuxième génération à cause d'un sentiment d'échec (Kasinitz et al. 2008). La première génération a fait un pas risqué dans un pays inconnu avec, comme objectif, une meilleure vie pour eux et leurs familles. Si la première génération n'a pas elle-même réussi à atteindre cet objectif, l'espoir va se fixer sur la génération suivante. Le message que de nombreux migrants donnent à leurs enfants est : « Ne devenez pas comme nous ! Suivez une formation, apprenez un métier pour ne pas avoir à exercer toute votre vie un travail non qualifié, lourd et sale » (Coenen 2011). Des jeunes de la deuxième génération ayant réussi racontent dans des interviews comment ils doivent réaliser le rêve de leur famille. Les ambitions sont élevées – dans certains cas irréalistes. Les jeunes de la deuxième génération ayant quitté l'école prématurément ne peuvent pas en général satisfaire à cette attente. La question est de savoir s'ils vont transmettre à leurs enfants un message d'optimisme sur les chances offertes par l'enseignement. Il est plus probable que leur propre échec à l'école les ait rendus sceptiques quant à l'enseignement en tant que vecteur de mobilité sociale. Leur faible situation sur le plan social rend par ailleurs particulièrement défavorable la position de départ de la troisième génération. Leurs enfants vont grandir dans les quartiers les plus pauvres et étudier dans les plus mauvaises écoles. Ce scénario négatif rend la réussite de la deuxième génération absolument cruciale pour l'avenir.

Tableau 4

**Deuxième génération turque issue de parents ayant un faible niveau d'éducation :
Pourcentage de décrochage scolaire**



De nombreux jeunes de la deuxième génération turque en Allemagne et en Autriche ne peuvent pas trouver de place de stage. Ils sont ainsi, à l'âge de quinze ou seize ans, les décrocheurs scolaires les plus précoces d'Europe.

Les filles qui quittent l'enseignement, parfois dès l'âge de seize ans, en Allemagne et en Autriche sont généralement immédiatement affectées aux tâches ménagères dans la famille par leur mère. Cela constitue leur préparation pratique à un rôle d'épouse. Les filles ont, à ce jeune âge, peu d'espace pour briser les schémas traditionnels. Dans la plupart des cas, elles ne pénètrent à aucun moment le marché du travail.

Décrochage scolaire

Nous avons comparé les prestations scolaires de la deuxième génération turque à l'aide de l'enquête comparative européenne la plus importante à ce jour concernant les jeunes de la deuxième génération en Europe. Dans l'étude intitulée TIES (*The Integration of the European Second generation*), près d'un millier de jeunes adultes de 18 à 35 ans ont été interviewés : jeunes turcs, marocains et ex-yougoslaves de la deuxième génération et un groupe de comparaison de jeunes ayant des parents nés dans les huit pays européens participants (<http://www.tiesproject.eu>). Les jeunes turcs ont la même position de départ (tous nés en Europe) et sont tous issus de familles de travailleurs immigrés ayant un faible niveau d'éducation.

Dans chaque pays, les résultats sont rassemblés dans les deux villes comptant la population turque la plus importante. Aux Pays-Bas, il s'agit d'Amsterdam et de Rotterdam, en Belgique de Bruxelles et d'Anvers et en France de Paris et de Strasbourg. Cette dernière ville a la deuxième population turque la plus importante de France. Dans chaque ville, 250 jeunes de la deuxième génération turque ont été interrogés.

Nous commençons notre comparaison internationale systématique en comparant les élèves ayant décroché de l'école et la proportion d'étudiants dans l'enseignement supérieur. En Europe, l'on accorde avec raison beaucoup d'attention aux jeunes ayant décroché du système scolaire : il y a, en règle générale, un lien probant entre le décrochage scolaire, le chômage, la délinquance et la pauvreté. Les jeunes qui quittent prématurément l'école sont unilatéralement définis dans les statistiques européennes comme des jeunes qui obtiennent au mieux un diplôme de l'enseignement secondaire du premier degré. Cette définition permet de cerner les grandes différences entre les pays.

Les résultats par pays sont reproduits dans le tableau de la page suivante, mais il faut réaliser qu'il s'agit des résultats sur la base des deux villes prises ensemble.

Le groupe de décrocheurs scolaires, aux alentours d'un tiers, dans la deuxième génération turque en Belgique, en Allemagne et en Autriche est très élevé. La deuxième génération turque en France, en Suisse et en Suède fait un bien meilleur score selon les critères de l'UE. Il ressort de notre analyse comparative que la politique d'intégration des pays axée sur les migrants n'exerce pas de rôle déterminant. En France par exemple, il est interdit aux filles de porter un foulard en classe, alors que cela est permis en Allemagne. De tels exemples déterminent peut-être dans quelle mesure les enfants de migrants se sentent bienvenus à l'école, mais à l'évidence pas s'ils décrochent plus souvent ou accèdent à l'enseignement supérieur. Notre explication est prosaïque : les grandes différences sont surtout dues à la façon dont a été organisée l'éducation pour l'ensemble de la population dans les divers pays. En effet,

l'enseignement offre, en dépit de l'unification européenne, encore des différences considérables en matière d'opportunités.

Les Pays-Bas sont l'un des pays ayant un pourcentage relativement élevé de décrocheurs scolaires. Cela est dû, aux Pays-Bas, à une bizarre anomalie dans la transition vers l'enseignement professionnel secondaire. Alors que, dans ce pays, les élèves ayant les meilleurs résultats et les plus avides d'apprendre restent jusqu'à leurs 18 ans dans le cadre d'apprentissage bien délimité de l'école secondaire, ce sont justement les élèves ayant les plus mauvais résultats et les plus difficiles qui sont arrachés à seize ans du cadre familial de l'école secondaire pour être placés dans les obscures instances éducatives de l'enseignement secondaire professionnel. Cette transition cruciale coïncide de surcroît exactement avec la fin de leur obligation de suivre une scolarité complète. Dans l'enseignement professionnel secondaire, le rôle important de guide qui était rempli par les enseignants, qui connaissent les jeunes depuis qu'ils ont douze ans, fait place à la propre responsabilité des élèves et de leurs parents. Cela a pour conséquence que l'enseignement professionnel secondaire du premier degré (*mbo* [*middelbaar beroepsopleiding*] aux niveaux 1 et 2) connaît un absentéisme considérable et d'énormes échecs scolaires (Crul et al. 2008).

De nombreux élèves de la deuxième génération turque dans les villes allemandes et autrichiennes sont en échec scolaire après avoir obtenu leur diplôme de la *Hauptschule* (formation préparatoire à l'enseignement professionnel secondaire). Ils sont, en quittant l'école à l'âge de 15-16 ans, ceux qui décrochent le plus tôt de l'école en Europe. L'objectif est que les élèves de la *Hauptschule* aillent vers une place d'apprentissage en entreprise. Les élèves en apprentissage passent la plus grande partie de leur temps à acquérir une expérience de travail en entreprise. Pour de nombreux jeunes de la deuxième génération turque, il semble difficile de trouver une telle place d'apprentissage et ils quittent par conséquent l'enseignement extrêmement jeunes. Leur plus grand problème est qu'ils sont eux-mêmes, avec leurs parents, responsables de l'obtention d'une place d'apprentissage, or il semblerait qu'il ne soit pas aisé de trouver un employeur disposé à les prendre. Leurs parents n'ont pas en général les bons contacts et la discrimination de la part des employeurs joue également un grand rôle. Étant donné que la transition vers le marché du travail repose fortement sur l'accès à une place d'apprentissage, les conséquences d'un décrochage scolaire précoce sont considérables. Cela conduit souvent à ce que les filles n'aient pas accès au marché du travail et à ce que les garçons connaissent souvent de longues périodes de chômage.

Le groupe le plus faiblement scolarisé en France et en Suède quitte au plus tôt l'enseignement entre deux et trois ans plus tard que les jeunes allemands, autrichiens ou néerlandais. Ils obtiennent à 18 ans, soit un diplôme d'éducation professionnelle – un BEP (Brevet d'Éducation Professionnelle) ou un CAP (Certificat d'Aptitude

Professionnelle) – en France, soit un diplôme du lycée classique (mais comportant de nombreuses matières de l'enseignement professionnel, contrairement au lycée classique des Pays-Bas) en Suède. Ils ne sont donc pas, selon la définition de l'UE, des décrocheurs scolaires. Ces diplômes très généraux donnent cependant presque tous accès à un travail non qualifié. En Suède et en France, l'on s'attend généralement à ce qu'après l'obtention de leur diplôme du lycée classique, les jeunes continuent vers l'enseignement postsecondaire ou l'université. Les jeunes qui ne continuent pas n'ont quasiment aucune expérience professionnelle pratique et sont donc considérés, de fait, par les employeurs comme non qualifiés.

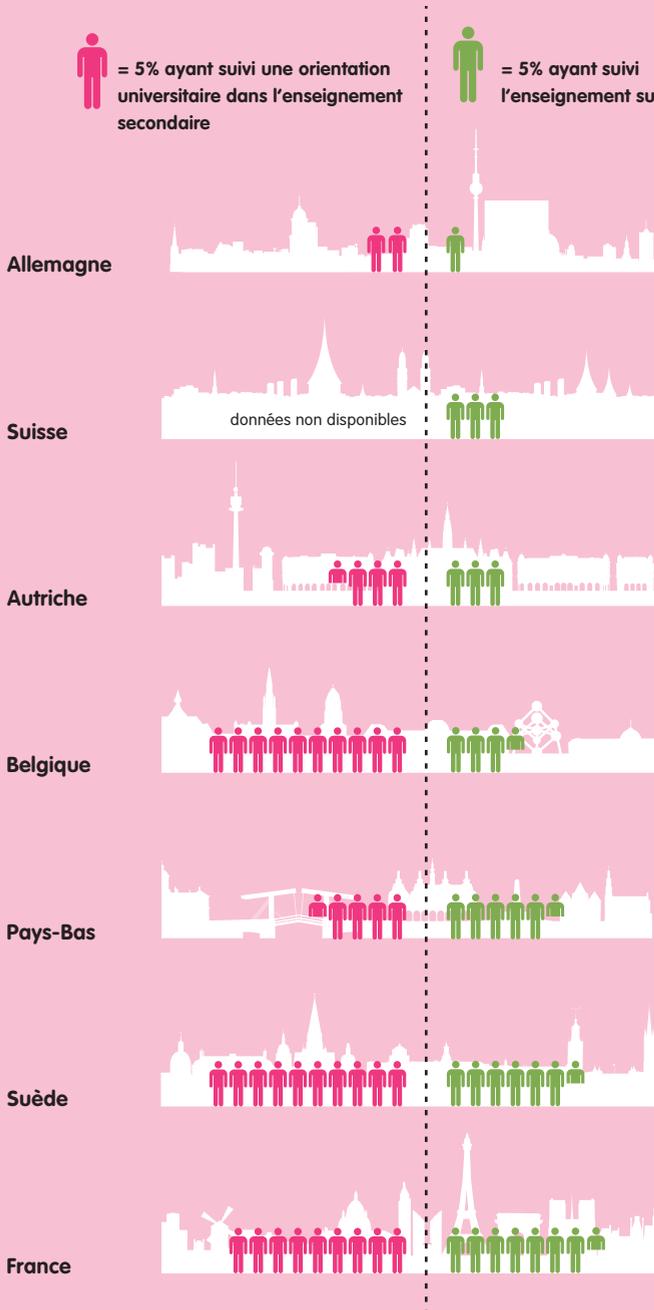
Cela peut être différent !

La comparaison européenne montre que le décrochage scolaire va de pair avec une transition problématique (souvent à la fin de l'âge d'instruction obligatoire) vers le niveau suivant d'enseignement. Cela se passe mal dans la quasi-totalité des cas lors du passage de l'enseignement professionnel secondaire (du premier degré) à un enseignement complémentaire (avec ou sans place d'apprentissage). La Suisse est un pays qui a travaillé sur le sujet. Là aussi, de nombreux jeunes de la deuxième génération turque suivent l'enseignement professionnel du premier degré. Ils ne réussissent souvent pas, à l'instar de l'Allemagne, à trouver eux-mêmes de place d'apprentissage. Ces jeunes ne sont pas cependant livrés à eux-mêmes en Suisse, mais placés dans ce qu'on appelle un trajet *Brückenangbot*, une période 'passerelle' qui dure un à deux ans en fonction des besoins. Les jeunes reçoivent une formation intensive et sont encadrés pour trouver une place d'apprentissage. La solution du *Brückenangbot* est en fait étonnamment simple. La jonction fonctionne de façon très efficace et l'acheminement vers une place de stage en entreprise a lieu en souplesse.

L'amélioration de la transition vers la vie active est aussi l'objectif de la mise en œuvre de l'expérience VM2 aux Pays-Bas qui offre une formation de six ans comprenant une formation préparatoire à l'enseignement professionnel secondaire de quatre ans (*vmbo* [*voorbereidend middelbaar beroepsonderwijs*]) et un enseignement professionnel secondaire de deux ans avec comme objectif ce qu'on appelle une qualification de départ (un diplôme mbo [*middelbaar beroepsonderwijs*] de niveau 2). L'école VM2 est un trajet d'enseignement sans transition qui est prodigué dans le cadre scolaire structuré de l'école secondaire. En bref, une situation d'apprentissage comparable à celle offerte aux meilleurs élèves des Pays-Bas. La première étude d'évaluation (2011-2012) montre que cela marche. Quatre fois plus de jeunes suivant une formation VM2 obtiennent dans le temps imparti une qualification de départ que les jeunes du groupe de référence qui avaient suivi le trajet normal (Schoonhoven

Tableau 5

Deuxième génération turque issue de parents ayant un faible niveau d'éducation. Pourcentage d'élèves ayant suivi l'enseignement secondaire préparant à l'université et pourcentage dans l'enseignement supérieur



 = 5% ayant suivi une orientation universitaire dans l'enseignement secondaire

 = 5% ayant suivi l'enseignement supérieur

Les jeunes turcs autrichiens commencent l'école le plus tard (à six ans) et sont sélectionnés le plus tôt (à dix ans).

En France, tous les enfants de deux ou trois ans vont à la maternelle où ils apprennent le français comme deuxième langue.

et al. 2012). Les nouvelles écoles professionnelles constituent une autre initiative prometteuse.

Le décrochage scolaire n'est pas une épidémie imparable. Partout en Europe, on a tenté d'adapter au système éducatif les enfants de migrants accusant un retard scolaire. L'on constate de nets progrès là où l'offre d'une année préparatoire à l'exercice d'une profession (*Brückenangebot*) en Suisse ou le système scolaire (écoles VM2 aux Pays-Bas) sont adaptés aux caractéristiques spécifiques des élèves.

Les enfants de migrants constituent le groupe le plus vulnérable. Leur échec est le premier indice de la faillite du système. Aborder ces erreurs du système est également positif pour d'autres groupes vulnérables moins visiblement confrontés à des problèmes. Un quart des élèves de la *Hauptschule* (enseignement professionnel du premier degré) d'origine allemande n'arrive pas non plus à trouver de place de stage, pour eux aussi une *Brückenangebot* (année préparatoire à l'exercice d'une profession) serait une solution.

Réussir contre toute attente

Pour une évaluation complète du fonctionnement des divers systèmes éducatifs, nous allons maintenant tourner notre attention vers le groupe ayant accédé à l'enseignement supérieur. Les différences entre les pays sont ici les plus importantes. En Allemagne, seul un jeune sur vingt issus de familles de travailleurs immigrés turcs est passé par l'enseignement supérieur. En Suède et en France, ils sont plus de trente pour cent. Les opportunités pour les jeunes de la deuxième génération turque d'accéder à l'enseignement supérieur sont donc sept fois supérieures en France qu'en Allemagne.

Avec une même position de départ (tous nés en Europe), ayant grandi dans des familles comparables de travailleurs turcs, les résultats diffèrent donc considérablement. Le problème le plus flagrant en Allemagne est la mobilité sociale extrêmement réduite par rapport aux parents. La situation en France et en Suède est, en comparaison, spectaculaire.

Comment se fait-il que les différences soient si extrêmes ? Cela commence déjà à la case préscolaire et à l'âge où les enfants vont à l'école primaire. Les jeunes de la deuxième génération turque de notre enquête sont allés à l'école maternelle en France dès l'âge de deux ou trois ans. En Autriche, cela se produit environ trois ans plus tard. Les jeunes de la deuxième génération turque en Autriche parlaient couramment le turc au moment de leur entrée à l'école primaire à l'âge de six ans, leur allemand en revanche était à peine développé. Les enfants turcs en France parlaient déjà bien le français avant de commencer l'école primaire... parce qu'ils l'avaient appris en

classe de maternelle. Les enfants en Allemagne et en Autriche ne vont à l'école qu'en demi-journée, alors qu'en France les élèves font des journées entières. Les systèmes allemand et autrichien procèdent de plus à une sélection extrêmement précoce pour l'enseignement secondaire. Les enfants qui arrivent à l'école à six ans, sont déjà sélectionnés à l'âge de dix ans soit pour aller dans l'enseignement professionnel, soit pour suivre un cursus normal au lycée classique. Les jeunes de la deuxième génération turque en Autriche et en Allemagne arrivent, en comparaison d'autres pays, non seulement avec le retard le plus important au niveau de la langue, mais ils ont le moins de temps pour rattraper ce retard. Cela explique pourquoi en Allemagne et en Autriche, les élèves suivant l'enseignement préparant à l'université ne constituent respectivement que 11 et 18% du total. Au contraire, en Suède, en Belgique ou en France, environ la moitié de la deuxième génération turque s'oriente vers un enseignement préparant à l'université.

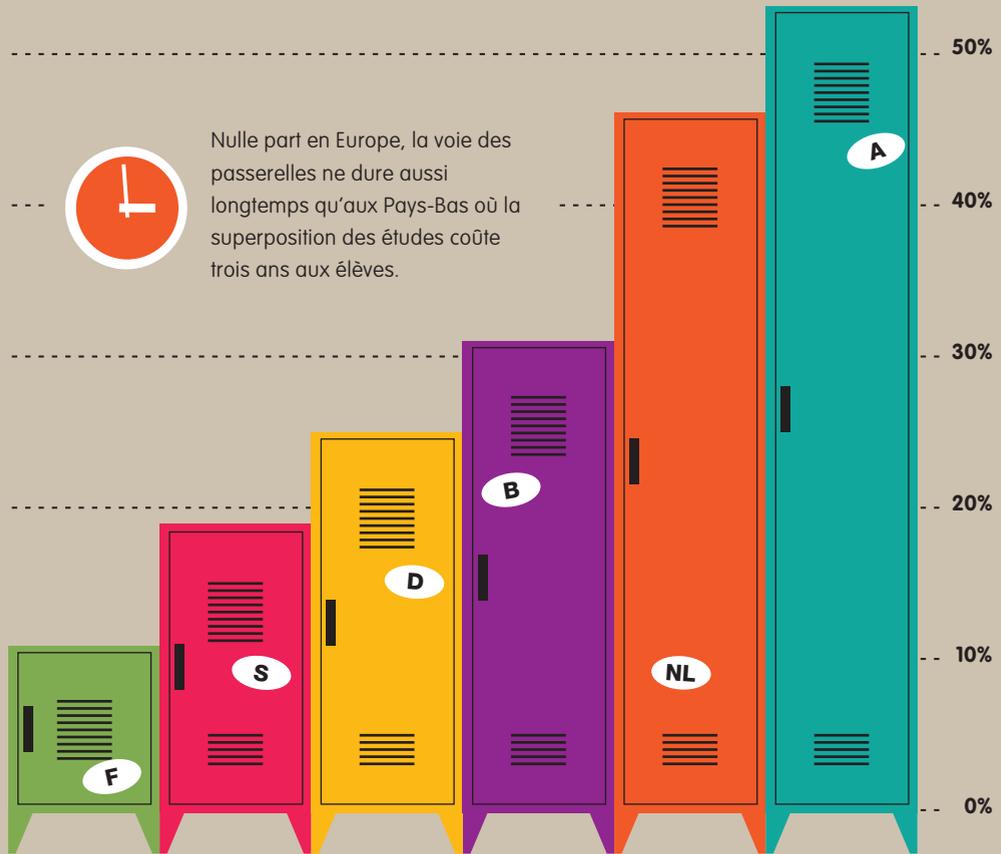
En Autriche, certains jeunes accèdent tout de même à l'enseignement professionnel supérieur, à l'issue de leur passage dans l'enseignement professionnel et par le biais d'un détour. En Allemagne, cela n'arrive pratiquement jamais : nous n'avons presque pas trouvé dans notre enquête de jeunes qui soient passés à l'enseignement supérieur par le biais de l'enseignement professionnel du premier degré. Le système est à peine perméable. Le destin de la plupart des jeunes de la deuxième génération turque en Allemagne est ainsi scellé dès l'âge de dix ans.

L'Allemagne est également le pays qui en ce moment met en œuvre les réformes les plus radicales dans l'enseignement. Dans de nombreux *Länder*, l'enseignement préélémentaire est sérieusement remis à plat. Par ailleurs, de plus en plus d'écoles primaires et secondaires introduisent des programmes éducatifs qui durent toute la journée. À Berlin et dans d'autres villes apparaissent des *Gesamtschulen* (collèges ou lycées polyvalents) qui regroupent en un seul établissement les *Hauptschule* (enseignement secondaire sur cinq ans) et les *Realschule* (enseignement secondaire sur six ans) et parfois les *Gymnasium* (lycées classiques, environ 9 années d'études), ce qui facilite le passage d'une forme d'enseignement à l'autre.

En Belgique, ce qui saute aux yeux est le pourcentage élevé d'élèves suivant des cours de préparation à l'université par rapport au faible passage à l'enseignement supérieur. On appelle ce phénomène typiquement belge le système 'chute d'eau'. Le début précoce à la maternelle (à l'âge de deux ou trois ans) donne des résultats positifs en ce qui concerne la transition vers les cours préparant à l'université dans la première partie de l'école secondaire. Les problèmes pour la deuxième génération turque ne commencent généralement qu'à la seconde moitié de l'école secondaire. Il est souvent conseillé aux jeunes ne pouvant pas passer de façon satisfaisante (sur la base d'une moyenne de notes) dans les cours de préparation à l'université (enseignement secondaire technique [*tso*] et enseignement secondaire général [*aso*]),

Tableau 6

Pourcentage de la deuxième génération turque issue de parents ayant un faible niveau d'éducation : élèves ayant emprunté des passerelles (ont atteint l'enseignement supérieur sans être passés par un cursus classique de préparation à l'université)



Nulle part en Europe, la voie des passerelles ne dure aussi longtemps qu'aux Pays-Bas où la superposition des études coûte trois ans aux élèves.



Les enfants de familles de migrants ont deux fois plus souvent recours aux passerelles que les enfants d'origine néerlandaise.

de choisir un niveau inférieur. Deux fois plus de jeunes de la deuxième génération turque que de jeunes d'origine belge sont forcés de basculer vers un enseignement professionnel d'un niveau inférieur par le biais du système 'chute d'eau'. Il semble que le soutien pratique des parents dans les diverses matières à l'école soit crucial. Or, de nombreux parents turcs ne peuvent pas fournir ce soutien de façon satisfaisante.

Aux Pays-Bas, c'est exactement la tendance inverse : l'accumulation des formations. La sélection précoce aux Pays-Bas (vers l'âge de douze ans) est en partie compensée par la possibilité de transiter vers l'enseignement supérieur. La majorité (les trois-quarts) des jeunes de la deuxième génération turque bifurque dès l'âge de douze ans vers la formation préparatoire à l'enseignement professionnel secondaire (*VMBO*). Cependant, une grande partie de ces jeunes passe ensuite, par le biais de l'enseignement professionnel secondaire (*MBO*), vers l'enseignement professionnel supérieur (*HBO*, qui fait partie de l'enseignement supérieur). Cela fait des Pays-Bas – avec l'Autriche – le champion des passerelles entre filières. La moitié des jeunes de la deuxième génération turque qui accède à l'enseignement supérieur y arrive par le biais de passerelles (Crul et al. 2008).

Dans la mesure du possible, les enfants de migrants saisissent des deux mains la seconde chance que leur offrent les passerelles. Ils sont deux fois plus nombreux à s'engager sur cette voie que les enfants de parents néerlandais par exemple. Il s'agit d'un trajet qui requiert bien de la persévérance et de l'ambition, car cela prend trois ans de plus avant de franchir la ligne d'arrivée.

Pénalisés par des parents ayant un faible niveau d'éducation

Outre que les systèmes scolaires offrent des chances différentes et soulèvent divers obstacles, chaque système scolaire exige également une implication différente des parents. Le système de demi-journées d'école en Allemagne et en Autriche est, par exemple, extrêmement préjudiciable pour les enfants qui peuvent difficilement être aidés pour le calcul ou la langue à la maison. Les enseignants en Allemagne et en Autriche s'attendent à ce que les parents accompagnent activement leurs enfants l'après-midi pour qu'ils fassent leurs devoirs et les stimulent à lire et à écrire en allemand. Or, ce sont généralement des tâches que les parents turcs de la première génération ne peuvent remplir que de façon limitée. L'effet (néгатif) du défaut d'aide parentale sur les prestations scolaires des enfants est donc bien plus important en Allemagne et en Autriche que dans le reste de l'Europe. En d'autres termes, nulle part ailleurs les enfants de parents turcs ne sont aussi pénalisés par le faible niveau d'éducation de leurs parents. La possibilité d'arriver au lycée classique (*Gymnasium*) pour un jeune de la deuxième génération turque en Allemagne ou en Autriche est

quasiment nulle (respectivement six et dix pour cent) si les parents ne sont pas en mesure de contrôler leurs devoirs.

Carrément à l'opposé, en France, quatre jeunes sur dix de la deuxième génération turque, dont les parents sont tout aussi peu capables de contrôler leurs devoirs, suivent la filière classique les préparant à l'université.

Le modèle suédois dévoile même, après une analyse plus approfondie, une corrélation négative entre l'aide et le dévouement des parents et les résultats scolaires de leurs enfants. En effet, en Suède, les parents ne sont pas censés fournir de soutien pratique aux élèves, c'est l'école qui s'en charge. Nous avons découvert que les enfants ayant des problèmes d'apprentissage dans ce pays recevaient même plus souvent de l'aide de leurs parents et que ces parents avaient plus de contacts avec les enseignants. Une analyse ultérieure a révélé que les parents en Suède ne se manifestaient que lorsqu'il y avait de (graves) problèmes d'apprentissage ou de comportement. C'est seulement à ce moment qu'un soutien et une implication supplémentaires sont demandés. Le soutien des parents n'est donc pas, pour un élève moyen en Suède, une condition pour accéder au cursus classique de préparation à l'université.

La réussite à l'école est également déterminée, en plus de l'aide pratique pour les devoirs, par la connaissance – ou non – du système scolaire. Le système scolaire néerlandais fait partie des plus compliqués d'Europe. Ainsi, l'enseignement secondaire compte six filières différentes. Seules les deux filières supérieures donnent directement accès à l'enseignement supérieur. Un enseignement professionnel du premier degré au plus haut niveau (le *vmbo* [formation préparatoire à l'enseignement professionnel secondaire] théorique) donne aussi en principe indirectement accès à l'enseignement supérieur par le biais de l'enseignement professionnel secondaire (*mbo*), mais la chance effective d'y arriver est trois fois inférieure à celle de la filière directe. Les filières scolaires ne sont pas toutes représentées dans les écoles secondaires. Si l'on choisit une école avec seulement un enseignement professionnel du premier degré, la possibilité de passer plus tard dans le cycle classique pré-universitaire est considérablement plus limitée. Le mauvais choix d'une école peut donc facilement conduire à un net retard dans les études ou, ce qu'il advient le plus fréquemment, à ne pas pouvoir du tout accéder à l'enseignement supérieur. La connaissance et la compréhension du système lors du choix d'une école sont donc primordiales. Ce n'est par conséquent pas une surprise si cela tourne souvent mal pour les enfants de parents migrants ayant un faible niveau d'éducation.

Le degré d'aide et de soutien que l'on attend des parents joue un rôle important dans le décrochage scolaire prématuré. Nous constatons de nouveau les effets les plus sévères en Allemagne et en Autriche. Si, dans ces deux pays, les parents parlent peu ou pas du tout avec leurs enfants de l'école ou n'ont pas de contact avec les enseignants, il y a une chance sur deux qu'ils soient en échec précoce !

Pièges et tremplins

Chaque système scolaire a également ses pièges et ses tremplins (Crul et al. 2009). Ce sont surtout les caractéristiques scolaires générales qui déterminent si les jeunes de la deuxième génération turque vont réussir. Il s'agit ici souvent des mêmes caractéristiques qui entravent la progression des enfants de familles d'ouvriers. Nous continuons à observer chez les enfants de migrants une augmentation exponentielle des problèmes. Ne laisser aller à l'école un enfant qu'à l'âge de six ans n'est pas bon pour les enfants d'ouvriers, mais c'est encore plus préjudiciable pour les enfants de migrants. L'acquisition de la deuxième langue à un jeune âge est pour eux extrêmement importante. Sans accueil préscolaire, les enfants de travailleurs migrants encourent immédiatement un énorme retard linguistique. Les demi-journées d'école et une sélection précoce rendent ce retard définitif à l'âge de dix ans. Mais quand les systèmes scolaires offrent des chances supplémentaires, celles-ci sont le plus souvent saisies par les enfants de migrants. Les jeunes de la deuxième génération turque et marocaine aux Pays-Bas évoluent bien plus souvent vers l'enseignement supérieur par le biais du trajet plus long des passerelles de l'enseignement professionnel, que les enfants de familles autochtones. Ces enfants de travailleurs migrants sont plus persévérants et sont prêts à investir davantage dans l'enseignement.

Le dénominateur commun de tous les facteurs éducatifs ayant une influence positive sur la deuxième génération : ils préparent bien la deuxième génération à l'étape suivante du trajet éducatif. L'accueil préscolaire ou un démarrage précoce à l'école maternelle les préparent mieux à l'école primaire grâce à l'apprentissage de la deuxième langue. Différer la sélection leur donne plus de temps pour rattraper leur retard avant d'avoir à passer les tests décisifs les aiguillant dans les diverses filières de l'enseignement secondaire. Le trajet alternatif, plus long, par le biais de l'enseignement professionnel, donne aux élèves talentueux pour qui la sélection est intervenue trop tôt un laps de temps supplémentaire pour rattraper leur retard. Il semble qu'en général, un plus grand investissement en temps en amont (arrivée précoce à la maternelle ou report de la sélection) rende superflu de passer bien plus de temps en aval dans la suite du cursus scolaire (par exemple grâce aux passerelles).

Les idées reçues quant aux conditions d'une intégration réussie ont été plutôt bousculées par notre comparaison internationale : les caractéristiques des parents, sur lesquelles le débat sur l'intégration insiste lourdement, ne semblent expliquer qu'en partie la réussite ou l'échec scolaire. Le système éducatif compte au moins pour autant. Les différences de résultats entre pays sont parfois plus importantes que les différences de résultats entre élèves autochtones et allochtones au sein d'un même pays.

Cette notion est importante pour notre nouvelle vision de l'intégration. En ce qui concerne les parents, on ne peut que 'bricoler' de façon restreinte. Les efforts visant à former les parents non qualifiés de la première génération ou à leur apprendre la langue nationale ont eu des résultats limités. Nous pouvons cependant, sur la base de la comparaison internationale, adapter notre système éducatif de telle façon que les enfants de migrants ayant un faible niveau d'éducation aient des chances équivalentes pour réussir. Chaque pays a des problèmes spécifiques auxquels il doit s'attaquer. La transition lamentablement faible vers les cursus de préparation universitaire en Autriche ne peut être contrée de façon efficace que si les enfants arrivent bien plus jeunes en maternelle. En France, où les enfants vont à l'école dès l'âge de deux ans, cette pratique a sans conteste un effet positif. L'Allemagne trouverait son compte dans l'enseignement professionnel en créant plus de possibilités de passerelles vers l'enseignement professionnel supérieur, à l'instar de son voisin les Pays-Bas. L'enseignement professionnel néerlandais, à son tour, pourrait prendre comme exemple la Suisse où les jeunes sont accompagnés vers des stages professionnels pour s'attaquer à l'échec dans l'enseignement professionnel secondaire (*mbo*) des niveaux 1 et 2. Les pays qui s'en sortent relativement bien dans la comparaison feraient également bien de tirer parti des expériences d'autres pays. Un exemple : la Suède qui arrive en premier dans toutes les enquêtes internationales sur les résultats scolaires. Ici, il saute cependant aux yeux que de nombreux élèves de lycées classiques ne poursuivent pas leurs études et échouent souvent dans des professions non qualifiées. Le système allemand de stages d'apprentissage devrait pouvoir être un complément important au système scolaire suédois, lequel est peu axé sur le marché du travail.

Chapitre 4

Réussir sur le marché du travail

De nos jours, entre la moitié et les deux tiers des jeunes de moins de 18 ans dans les grandes villes européennes ont un passé migratoire. Les villes qui réussissent à exploiter le potentiel de ces jeunes frapperont un grand coup dans la concurrence par opposition aux villes qui n'y arrivent pas. L'avenir des villes est étroitement lié à l'émancipation socio-économique de la deuxième et de la troisième génération.

La génération du baby-boom, celle qui est née directement après la Seconde Guerre mondiale, va dans les prochaines années quitter en masse le marché du travail pour partir à la retraite. Dans les grandes villes, la deuxième génération devra remplir une partie importante de ces emplois aux niveaux moyen et élevé. C'est pourquoi le sociologue Richard Alba parle de *non zero sum mobility* [mobilité à somme non nulle] (Alba 2009) : les enfants de migrants remplissent les postes qui se libèrent sur le marché du travail sans avoir à concurrencer les travailleurs en place. Y a-t-il déjà en Europe des exemples de pays où un scénario aussi optimiste se développe ?

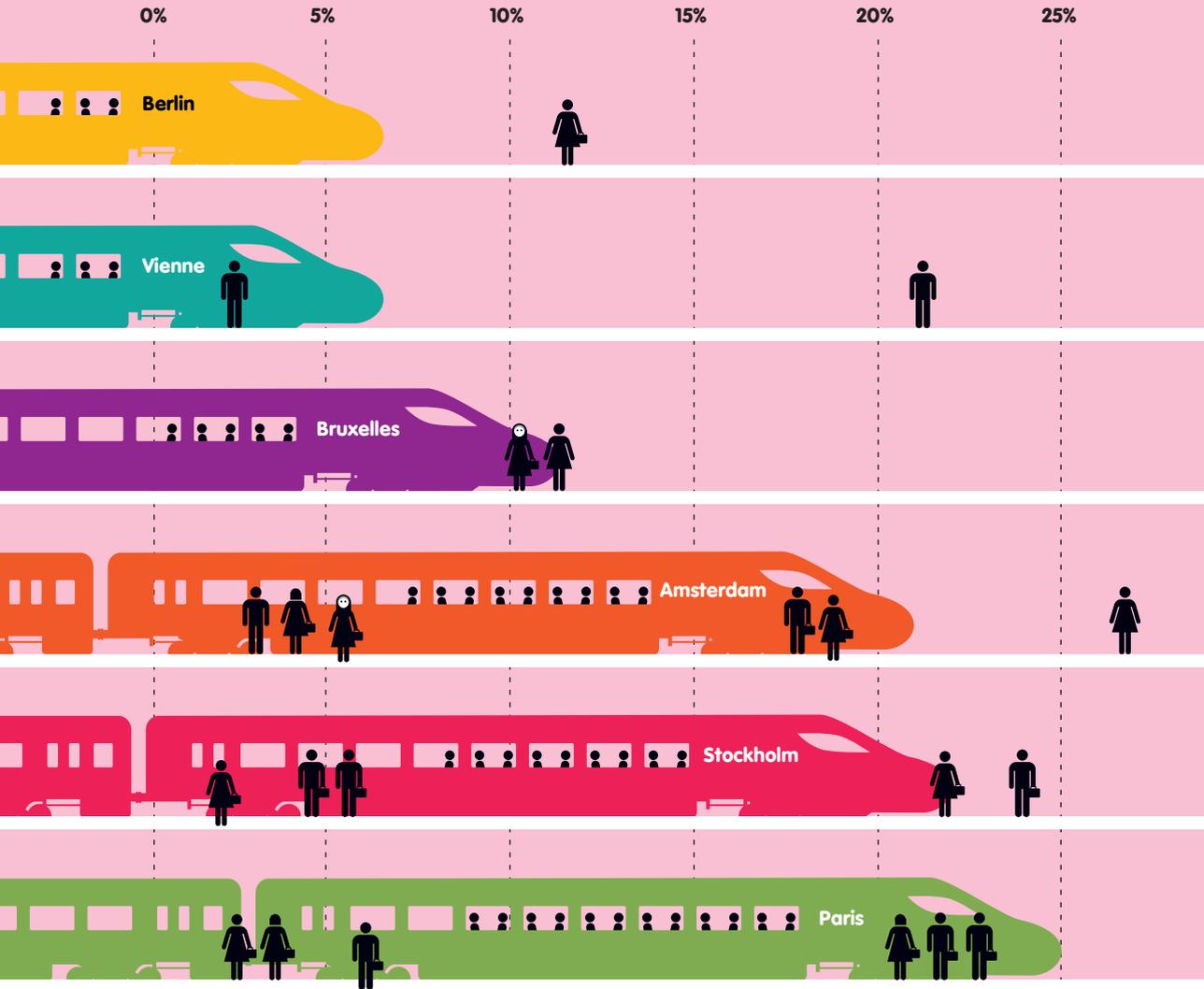
Dans des villes comme Stockholm ou Paris, l'afflux dans les secteurs médians et supérieurs du marché du travail est effectivement déjà manifeste. Berlin est, il est vrai, une métropole comparable à Paris, mais comme nous l'avons vu précédemment, la transition vers des jobs professionnels par le biais de l'enseignement supérieur y est extrêmement difficile. Les chances d'un scénario optimiste pour le marché du travail dépendent à l'évidence fortement des opportunités dévolues à la deuxième génération en matière d'éducation.

De caissière à responsable de filiale !

Les jeunes de la deuxième génération qui quittent l'école prématurément sont arrivés, du fait de leur passage plus bref sur les bancs de l'école, les premiers sur le marché du travail. Ils ont longtemps imprimé leur marque sur la deuxième génération. Ces jeunes sont allés travailler dans de grands supermarchés comme caissières

Tableau 7

Deuxième génération turque issue de parents ayant un faible niveau d'éducation : Pourcentage de personnes avec un travail professionnel



Près de la moitié de la deuxième génération turque travaillant à Amsterdam le fait dans un poste d'encadrement.



Une importante classe moyenne se développe à Paris, Stockholm et Amsterdam au sein de la deuxième génération.



ou gondoliers ou encore comme livreurs de pizzas sur un scooter gonflé pour les garçons plus hardis. Toutes sortes de petits jobs qui ont confirmé le cliché des jeunes migrants peu qualifiés.

Entre-temps, les jeunes de la deuxième génération ayant bénéficié d'une meilleure éducation et étudié plus longtemps sont entrés sur le marché du travail. Ce n'est plus seulement la caissière, mais aussi de plus en plus souvent le gérant qui est d'origine marocaine. Dans les instances communales, les femmes allochtones ne sont plus seulement femmes de ménage, mais de plus en plus de jeunes femmes de la deuxième génération – portant ou non le foulard – sont derrière le guichet. Il existe également des exemples de jeunes de la deuxième génération dans des postes à responsabilité, mais ils sont encore rares. L'on trouve surtout des jeunes de la deuxième génération passés par l'enseignement supérieur dans des secteurs circonscrits : l'informatique, le secteur des affaires, de la santé et le secteur juridique. De jeunes avocats, des chefs de clientèle et des chargés de mission d'origine turque ou marocaine font cependant de plus en plus souvent partie du paysage professionnel des grandes villes européennes, au cœur des centres de décision.

Différences entre les pays dans les positions sur le marché du travail

Nous avons donné systématiquement un aperçu des résultats par pays dans le chapitre sur l'éducation. Dans ce chapitre, en revanche, nous présentons les résultats par ville. En effet, la situation sur le marché du travail diffère fortement en fonction de la taille des villes, ce qui n'est pas le cas pour l'éducation. Nous nous concentrons par conséquent ici seulement sur les capitales des sept pays.

Le groupe de jeunes adultes ayant un job au plus haut niveau (poste de cadre ou fonction libérale) est encore relativement limité. Nous y retrouvons également les différences que nous avons constatées entre les pays en matière d'éducation. Le pourcentage de jeunes ayant un poste en haut de l'échelle est de 25% à Paris et de 20% à Stockholm, soit trois fois plus qu'à Berlin (8%).

Les différences sur le marché du travail sont moins prononcées entre les pays que ce à quoi l'on aurait pu s'attendre sur la base de différences de résultats dans le domaine de l'enseignement. Rappel : il y a six à sept fois plus de jeunes dans l'enseignement supérieur en France et en Suède qu'en Allemagne. Cette plus petite différence est en partie à attribuer au fait que nombre des jeunes de la deuxième génération de notre enquête en France et en Suède étudient encore – ils étudient en effet plus longtemps – et ne sont donc pas encore entrés sur le marché du travail. Les différences entre les pays vont donc s'accroître à l'avenir, Mais cela n'est pas la seule explication. Un

diplôme de l'enseignement supérieur en France et en Suède, pays qui comptent de nombreux détenteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur, n'a pas la même valeur qu'en Allemagne, où bien moins de gens sont passés par l'université. C'est pourquoi la concurrence entre les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur de la deuxième génération en France et en Suède est bien plus intense. Dans une telle situation, les jeunes de la deuxième génération réussissent moins souvent à trouver un job à leur niveau. Ils sont donc nombreux à être contraints d'accepter un travail en dessous de leur niveau.

La deuxième génération turque décroche des jobs très variés en fonction du caractère et des opportunités sur le marché du travail au niveau du pays ou de la ville. En Suède, de nombreuses femmes de la deuxième génération turque de formation supérieure travaillent par exemple pour le gouvernement, parce que ce pays dispose d'un vaste État-providence, où le domaine des soins et de la santé est un grand pourvoyeur d'emplois. En France, un pays où l'État-providence est bien moins important, les femmes de la deuxième génération turque travaillent plus souvent qu'en Suède dans le secteur commercial. Aux Pays-Bas, l'image de la deuxième génération turque de professionnels est fortement déterminée par leur participation élevée à l'enseignement professionnel supérieur. La deuxième génération occupe par conséquent ici, bien moins souvent qu'en France ou en Suède, des fonctions requérant un diplôme de l'université telles que médecin, économiste ou psychologue.

La deuxième génération turque qui travaille au bas de l'échelle du marché du travail montre de fortes disparités tant en ampleur que dans le type de travail exercé. Il semble que sont nées dans chaque pays des filières typiquement turques. Les garçons ayant quitté prématurément l'école à Strasbourg se retrouvent souvent dans la construction et le bâtiment. Leurs homologues à Stockholm travaillent fort souvent dans le secteur de la sécurité ou des taxis. En Belgique, les hommes faiblement qualifiés travaillent souvent dans le commerce turc. Pas seulement en tant que vendeurs dans des magasins turcs : ils sont souvent eux-mêmes propriétaires d'un petit supermarché ou d'un restaurant. À Amsterdam, il y a une niche pour les jeunes ayant un faible niveau d'éducation à l'aéroport de Schiphol à l'acheminement des bagages et des marchandises. C'est un travail dur avec des horaires irréguliers, mais cela paie relativement bien. Ces diverses filières ressemblent à un filet de sauvetage typiquement turc pour les jeunes en échec scolaire. Ces petits jobs sont d'ordinaire obtenus par le biais d'un réseau turc important.

Nous allons maintenant nous pencher plus spécifiquement sur les jeunes de la deuxième génération turque dans trois villes européennes. Les différences notables dans leur situation sur le marché du travail illustrent comment les chances offertes à la deuxième génération se répercutent sur la façon dont l'ensemble de la communauté turque se développe dans la ville. Il semble que chaque pays crée lui-même

ses 'problèmes d'intégration sur le marché du travail', qui ont fait l'objet de tant de commentaires, dans la mesure où il les produit lui-même en amont par le biais de ses systèmes éducatif et d'accession au marché du travail.

Stockholm

L'effet positif d'un large accès à des études universitaires est notoire à Stockholm. Un jeune sur quatre de la deuxième génération turque exerce une activité professionnelle bien rémunérée. Une partie d'entre eux se trouve même à un niveau de management où ils encadrent du personnel. D'autres travaillent en tant qu'ingénieurs ou enseignants diplômés de l'université. En bref, il se dessine manifestement une classe moyenne suédoise d'origine turque à Stockholm.

Mais la situation à Stockholm se caractérise aussi par un groupe important de jeunes de la deuxième génération turque uniquement munis d'un diplôme du lycée classique. On retrouve une bonne partie d'entre eux dans des professions administratives ou dans des postes de vendeurs semi-qualifiés. La diversité est la plus grande parmi ceux qui ont surtout suivi les matières techniques au lycée classique. Soit certains d'entre eux travaillent dans des professions techniques qualifiées où ils poursuivront leur formation, soit ils suivent d'abord une courte formation supplémentaire pour devenir par exemple infirmier ou assistant dentaire. Un autre groupe, en revanche, ne suit pas d'autre formation ou éducation et travaille en tant qu'agent de sécurité ou simple vendeur dans un supermarché ou magasin. Ils ne capitalisent en fait d'aucune façon leur diplôme de la filière professionnelle du lycée classique sur le marché du travail.

Amsterdam

Les parents turcs de jeunes de la deuxième génération à Amsterdam ont en majeure partie exercé un travail lourd et non qualifié. Les pères, par exemple, ont été nombreux à travailler dans l'usine Ford d'Amsterdam et beaucoup de mères ont été femmes de ménage. Parmi les enfants de ces parents, nous n'avons trouvé qu'une seule femme qui travaille dans le nettoyage et seulement un homme sur vingt travaillant en tant qu'ouvrier dans une usine. Le réseau professionnel de la deuxième génération turque à Amsterdam n'est donc pas comparable à celui de leurs parents.

La deuxième génération turque est, aux Pays-Bas, fortement représentée dans l'enseignement professionnel supérieur. Cela explique leur grande concentration dans les professions qui s'y rattachent. Ils travaillent souvent dans les secteurs de

la jeunesse, de la santé et de l'enseignement. Parmi eux se trouvent des enseignants d'école primaire et secondaire, des conseillers dans les fonctions de soutien à l'école et des employés de centres parents-enfants. Le secteur de la santé est également prisé. Une femme sur dix de la deuxième génération turque est infirmière ou assistante de pharmacien, de médecin ou de dentiste.

Les femmes turques de la deuxième génération travaillent souvent dans ces secteurs avec des enfants et des patients ayant un passé de migrant. Le groupe croissant d'élèves, de patients et de clients ayant un passé de migrant dans l'éducation et la santé constitue une raison supplémentaire pour embaucher des professionnels de la deuxième génération. Ils maîtrisent une langue supplémentaire et des compétences culturelles dont les organisations ont grand besoin. La participation de ces femmes à la vie active est donc également d'une grande importance sur le plan de la société.

L'éventail de jobs chez les hommes est bien plus étendu et diffère fortement de celui des femmes. Les hommes bien qualifiés de la deuxième génération turque travaillent ostensiblement plus souvent dans des professions telles que consultants, responsables de publications ou ingénieurs logiciels. Ils gagnent très bien leur vie, en général plus que les femmes diplômées de l'enseignement supérieur.

Berlin

Nous retrouvons bien moins à Berlin les femmes de la deuxième génération turque dans les secteurs de la jeunesse, de la santé et de l'éducation qu'à Amsterdam et à Stockholm. Seule une femme exerçant une activité professionnelle sur dix à Berlin travaille dans ces secteurs. Cela signifie aussi indirectement que leur expertise spécifique est bien moins présente dans ces secteurs. La profession principale des femmes turques à Berlin est celle de coiffeuse : une femme active sur huit exerce cette profession. Cela reflète peut-être le mieux la différence entre la situation des femmes de la deuxième génération turque à Stockholm et à Amsterdam. La proportion de femmes dans la catégorie moyenne est bien plus réduite que dans les deux villes citées précédemment et on les compte sur les doigts d'une main à Berlin dans les professions les plus prestigieuses.

Les hommes de la deuxième génération turque ont suivi bien plus souvent les traces de leurs pères que la deuxième génération d'hommes turcs à Amsterdam et à Stockholm. Trois hommes sur dix de la deuxième génération turque à Berlin travaillent comme ouvriers dans une usine, comme ouvriers du bâtiment ou dans les espaces verts. Ils représentent, avec les vendeurs dans les magasins et le personnel de restauration, entre la moitié et les deux-tiers de la population active masculine. Seul un nombre réduit d'hommes s'est élevé sur le plan économique, souvent par

le biais du commerce, par exemple dans les téléphones portables et autres articles électroniques.

L'émancipation par le marché du travail

Le cliché de la femme turque de la première génération est celle de la femme peu ou prou emprisonnée dans son rôle de femme au foyer. Ce stéréotype correspond-il aux femmes de la deuxième génération ? Suivent-elles la trace de leurs mères, ou forcent-elles une rupture avec le rôle traditionnel des femmes dans la communauté turque ? Les résultats entre les pays européens sont à nouveau très divergents.

La majeure partie (79 et 80 pour cent) de la deuxième génération de femmes turques à Paris et à Stockholm travaille. Elles le font, notamment en Suède, surtout à plein temps. À l'opposé, 43% des femmes à Berlin et 42% à Vienne n'ont pas investi le marché du travail. Les différences sont encore plus grandes si nous considérons les mères de famille. À Stockholm, le fait d'avoir des enfants n'a quasiment aucun effet sur leur participation au marché du travail, alors que cela a un impact important en Allemagne et en Autriche : les deux-tiers des femmes de la deuxième génération ayant des enfants en bas âge n'ont pas de travail rémunéré. Elles s'occupent de leur mari et de leurs enfants et mènent à de nombreux égards la même vie que leurs mères.

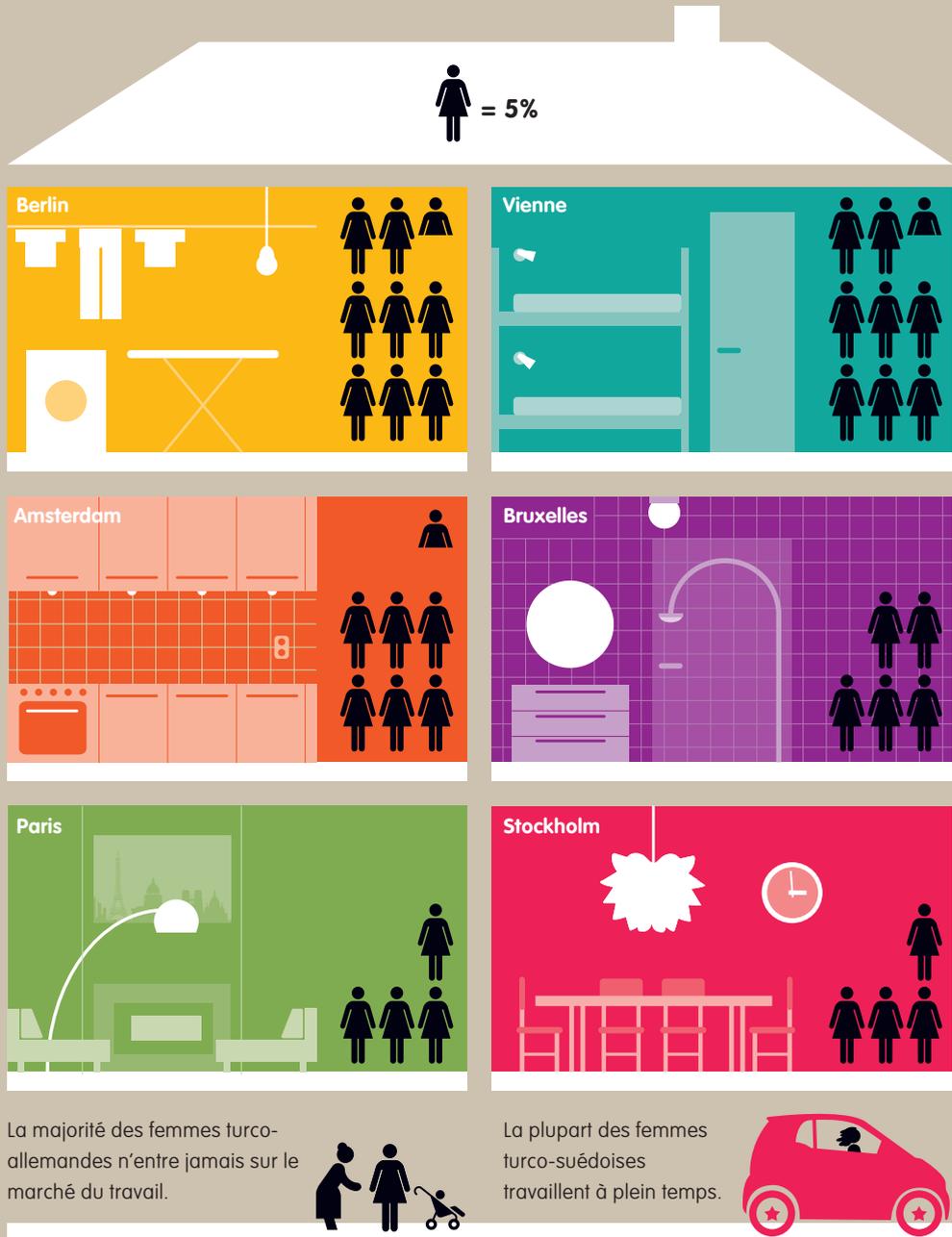
Comment expliquer à nouveau de telles différences entre les pays ? En Allemagne et en Autriche, le débat public est souvent axé sur les opinions conservatrices au sein de la communauté turque concernant le rôle des femmes. Mais étant donné les grandes différences de résultats entre les pays, cette explication ne peut être concluante. Sinon pourquoi autant de femmes travailleraient-elles en France et en Suède ?

L'explication la plus importante semble dépendre de la façon dont la garderie des enfants est organisée. Ici aussi, il est clair que les caractéristiques négatives des mesures générales prises par un pays se répercutent plus fortement sur la deuxième génération. Les dispositions bien plus conservatrices dans le domaine de la santé et du travail en Allemagne et en Autriche éloignent les femmes turques de la deuxième génération de la vie active, encore plus que les femmes autochtones ayant un faible niveau d'éducation. Ou en raisonnant autrement : les mesures progressives prises en Suède et en France leur permettent de rompre avec la répartition conservatrice des rôles dans la communauté turque. Une chance que les femmes saisissent à l'évidence des deux mains.

Les maigres dispositions prises en Allemagne et en Autriche pour l'accueil des jeunes enfants, s'ajoutant aux demies journées d'école (jusqu'à une heure l'après-midi)

Tableau 8

Deuxième génération turque de femmes issues de parents ayant un faible niveau d'éducation ne participant pas au marché du travail



à l'école élémentaire, constituent un obstacle majeur à l'entrée sur le marché du travail. D'égale importance est aussi – en comparaison avec d'autres pays – le faible niveau d'éducation des femmes de la deuxième génération turque en Allemagne et en Autriche, qui les font quitter l'école à un très jeune âge. Les filles, qui quittent parfois l'école à l'âge de seize ans, sont généralement immédiatement attelées par leurs mères aux tâches ménagères dans la famille : une préparation pratique à un rôle d'épouse. Les filles, à cet âge, sont mal préparées à briser ce schéma traditionnel. Elles n'entrent dans la plupart des cas à aucun moment sur le marché du travail. Une différence notable par rapport à d'autres pays.

Le système de garderie des enfants en Suède est le plus favorable pour les femmes de la deuxième génération turque, avec comme résultat que la grande majorité travaille. Tout, en Suède, est fait pour que les femmes, même avec des enfants en bas âge, puissent travailler. Il est un fait, après tout, que le large État-providence en Suède ne peut être payé que si autant d'hommes que de femmes travaillent à plein temps. L'accueil préscolaire a deux avantages : d'une part, les jeunes enfants profitent de l'immersion précoce dans la langue suédoise et de l'interaction précoce avec les enfants d'origine suédoise, d'autre part les femmes s'émancipent grâce au marché du travail. L'accueil préscolaire, financé par l'État, se repaie en un rien de temps et offre de surcroît une voie de mobilité à la deuxième génération et à leurs enfants.

Aux Pays-Bas, les coûts de la garderie incombent en grande partie aux parents. Les revenus d'un travail partiel peu payé compensent à peine les coûts d'une crèche. Dans notre enquête, seule une femme néerlandaise-turque ayant un faible niveau d'éducation et avec des enfants en bas âge a pourtant choisi de travailler. C'est pourquoi le pourcentage de femmes actives de la deuxième génération turque avec des enfants est plus proche de celui de l'Allemagne et de l'Autriche que de celui de la Suède.

Les femmes mariées actives font la différence !

Nous avons jusqu'à maintenant considéré la mobilité sociale individuelle des hommes et des femmes de la deuxième génération. Nous allons maintenant tourner notre regard sur les familles. La proportion de familles où les deux partenaires exercent un travail rémunéré diffère considérablement entre les pays.

Les jeunes familles suédoises d'origine turque à Stockholm vivent le plus souvent de deux revenus. Les deux conjoints travaillent dans plus des deux tiers des cas. La mobilité sociale dans les grandes villes est de plus en plus déterminée par le revenu familial gagné en commun par les deux conjoints. Le degré auquel les femmes turques pénètrent le marché du travail est par conséquent décisif quant à la situation des revenus : cela détermine le revenu disponible et les investissements qui peuvent

être faits dans les biens de luxe, l'endroit où une maison peut être louée ou achetée, si les enfants peuvent avoir leur propre ordinateur, etc.

Là où la deuxième génération turque de Stockholm suit le modèle scandinave des ménages à double revenu, la deuxième génération turque à Berlin et à Vienne 'choisit' généralement le modèle classique où l'homme est le seul soutien de famille. La tendance dans les autres pays est que l'homme travaille à plein temps et la femme à temps partiel. La situation la plus favorable sur le plan financier est, sans surprise, celle d'une femme de la deuxième génération turque travaillant à plein temps avec un conjoint actif. Aux Pays-Bas, ils arrivent en moyenne ensemble à un revenu net de 2.700,- € par mois. Un tel revenu donne accès à la classe moyenne de la société urbaine. Le revenu de la famille tombe en moyenne à 1.200,- € net par mois si la femme ne travaille pas. Une énorme différence ! Nous retrouvons la même tendance dans des pays aussi diamétralement différents que la France, l'Autriche et la Suède. En bref, c'est la femme active qui fait la (grande) différence.

Un revenu plus élevé permet à un ménage de faire un bond sur le marché du logement. Les familles de la deuxième génération dans lesquelles les deux conjoints travaillent sont souvent propriétaires de leur maison et résident souvent dans un quartier de la classe moyenne. Le type de mobilité sur le marché du logement est en partie déterminé par la politique de construction de logements sur les plans local ou national. Les ménages à double revenu à Amsterdam trouvent souvent un appartement neuf pour primo-accédants à acheter dans des quartiers typiques de migrants. La rénovation urbaine à grande échelle de ces quartiers offre cette possibilité. Les ménages à double revenu à Stockholm, en revanche, quittent ces quartiers où il n'y a guère de bâtiments neufs abordables de bonne qualité pour louer ou acheter un appartement dans les quartiers des classes moyennes. À Berlin, un revenu élevé offre la possibilité aux ménages d'accéder à des logements locatifs mieux entretenus et plus grands. En Belgique, la première génération a souvent acheté un logement, pour satisfaire à l'exigence d'avoir un 'logement adapté' en vue de pouvoir prétendre au regroupement familial. Un grand inconvénient est que ces logements sont souvent situés dans des quartiers pauvres de migrants. La deuxième génération qui s'est élevée choisit de s'éloigner de ces quartiers en achetant un logement dans des quartiers mixtes à la lisière de la ville.

La mobilité sur le marché du logement offre en tout cas une meilleure position de départ aux enfants de la deuxième génération : ils ont souvent leur propre chambre, habitent dans des quartiers plus sûrs et vont dans des écoles plus mixtes qui affichent le plus souvent de meilleurs résultats scolaires. Les mères qui travaillent offrent ainsi littéralement à la troisième génération, de par leur contribution au revenu du ménage, la chance de s'éloigner des quartiers pauvres de migrants et d'écoles moins performantes.

Tableau 9

Femmes de la deuxième génération turque de parents ayant un faible niveau d'éducation : quantité de revenus provenant d'un emploi rémunéré dans les ménages

● les deux conjoints travaillent

● 1 revenu du travail

● pas de revenu du travail



Amsterdam



Berlin



Paris



Stockholm



Vienne



Zurich



Le revenu de la famille tombe à 1200 € net en moyenne si la femme ne travaille pas.

Discrimination sur le marché du travail

Contrairement à la première génération, la deuxième génération a été scolarisée et a grandi en Europe. Ils ne devraient pas, de fait, devoir rencontrer d'obstacles supplémentaires sur le marché du travail. Hélas la réalité est tout autre. Les jeunes de la deuxième génération travaillent, dans tous les pays, systématiquement en dessous de leur niveau et sont plus souvent au chômage que les jeunes autochtones, même s'ils ont exactement le même âge et le même niveau d'éducation.

Nous donnons ici quelques-uns des résultats les plus frappants. En Allemagne, les jeunes de la deuxième génération turque (25-29 ans) ayant achevé leurs études professionnelles et leur stage obtiennent deux fois plus souvent un travail non qualifié que des jeunes d'origine allemande du même âge ayant suivi le même parcours. Aux Pays-Bas, les jeunes du même âge hautement qualifiés de la deuxième génération turque sont quatre fois plus souvent au chômage que des jeunes d'origine néerlandaise ayant le même niveau d'éducation. Les jeunes autochtones hautement qualifiés en Belgique travaillent deux fois plus souvent à leur niveau d'éducation que les jeunes belgo-turcs du même âge et ayant le même diplôme. En Suède, les jeunes de la deuxième génération turque ayant un diplôme du lycée classique sont cinq fois plus souvent au chômage que des jeunes d'origine suédoise bardés du même diplôme. De même, les jeunes autochtones ayant prématurément quitté l'école en Autriche arrivent deux fois plus souvent à trouver du travail qualifié que des jeunes de la deuxième génération turque ayant le même bas niveau scolaire.

Le racisme et la discrimination vis-à-vis des jeunes de la deuxième génération sont de plus en plus souvent attestés de façon convaincante. Des enquêtes ont démontré à plusieurs reprises que pour des lettres de candidature et des CV identiques où seul le nom a été changé, Pierre est bien invité à un entretien d'embauche, mais pas Youssef. La psychologue du travail néerlandaise Eva Darous a trouvé, sur la base de cette méthode, que les candidats n'ayant pas un nom sonnante néerlandais avaient 22% moins de chances de passer par le filtre de la sélection que des candidats au nom bien néerlandais.

Dans les grandes villes, les employeurs dans le plus bas segment du marché du travail se permettent de plus en plus difficilement de repousser des jeunes allochtones, car ils représentent tout bonnement l'offre sur le marché du travail. Tout en haut du marché du travail hélas, les employeurs n'ont en revanche aucun scrupule. C'est une conclusion proprement humiliante : ce sont justement les jeunes de la deuxième génération qui réussissent le mieux et sont les plus persévérants qui ont le plus souvent à pâtir de la discrimination.

La moitié des jeunes de la deuxième génération turque dans l'étude TIES indiquent qu'ils ont fait l'objet de discriminations en cherchant du travail. Les femmes portant

un foulard y occupent une position à part. Elles sont bien plus souvent au chômage que des femmes qui ne portent pas de foulard et elles signalent deux fois plus souvent des expériences de discrimination lors de la recherche d'un travail. Les chiffres de mention de discrimination semblent plutôt sous-estimés que surestimés. Des interviews en profondeur avec des jeunes de la deuxième génération passés par l'enseignement supérieur montrent que la plupart des recruteurs sont très réticents à taxer les refus de discrimination (Rezaï, et al. 2012).

Pourquoi accorde-t-on si peu d'attention à cette problématique ? Les plus faibles prestations des enfants de migrants dans l'enseignement font l'objet de discussions virulentes dans de nombreux pays. C'est même souvent l'argument le plus important pour déclarer la faillite de la politique d'intégration. Le débat concernant la discrimination sur le marché du travail est, en comparaison, inconcevablement tiède. Il semble que le tout dernier tabou dans le débat sur l'intégration soit la discussion sur la discrimination et le racisme.

Chômage en hausse

L'accroissement du chômage chez les jeunes allochtones est la grande inconnue pour l'avenir. Les chiffres du chômage, assez modérés dans l'enquête TIES réalisée au tout début de la crise financière, ont constitué une photographie à un moment donné. Les chiffres du chômage ont depuis lors énormément grimpé. Aux Pays-Bas, un jeune sur trois d'origine turque ou marocaine est maintenant au chômage. Leur nombre a triplé en cinq ans (Forum 2012).

La situation en France est, en comparaison avec les autres pays, la plus préoccupante. Déjà dans l'étude TIES, les chiffres du chômage étaient, avec 16%, très élevés, surtout compte tenu du niveau d'éducation relativement élevé de la deuxième génération turque en France. La transition de l'école à la vie active est de loin la plus problématique en France par rapport aux autres pays. Ce n'est pas seulement le problème des jeunes allochtones : le chômage des jeunes autochtones est également le plus élevé d'Europe. De nombreux jeunes franco-turcs restent longtemps au chômage après avoir quitté l'école. Comme on l'observe partout, ce sont justement les jeunes déscolarisés qui sont le plus touchés par la crise économique, et les enfants de migrants encore plus.

Sous-classe ethnique ou yuppies modernes

Que savons-nous de la situation de la deuxième génération turque dans les différentes villes ? Dans quelle ville constitue-t-elle une 'sous-classe ethnique' et où voit-on le premier groupe de yuppies turcs déménager dans des appartements qu'ils ont achetés cher ? À Stockholm, près de la moitié des jeunes suédois d'origine turque mariés disent qu'ils 'peuvent vivre confortablement'. C'est également le cas pour un tiers des jeunes de la deuxième génération turque mariés en France et un sur cinq en Suisse. Dans tous les autres pays, cette proportion est bien moindre. En Autriche par exemple, seuls cinq pour cent disent pouvoir vivre confortablement et quinze pour cent en Allemagne. L'Autriche est également le pays où le groupe le plus important, à savoir quinze pour cent, indique ne pas pouvoir souvent joindre les deux bouts avec les revenus du ménage.

L'image qui émerge des différents pays européens est éclairante. La deuxième génération turque en Suède et en France réussit bien dans l'enseignement et entre raisonnablement et bien sur le marché du travail, notamment en raison de la participation élevée des femmes. Le nombre de ménages passés par l'enseignement supérieur est appréciable en France et en Suède et continuera à augmenter à l'avenir. La situation de la deuxième génération turque en Allemagne et en Autriche est, à cet égard, diamétralement opposée. Les résultats scolaires dans ces pays sont très en reste : de nombreuses femmes n'accèdent pas au marché du travail et de nombreux hommes exercent un travail peu ou pas qualifié.

Dans le débat social sur l'intégration, la population d'accueil est communément considérée comme une simple donnée. Le regard est surtout rivé sur les groupes de migrants eux-mêmes. Pourquoi décrochent-ils de l'école, pourquoi les femmes ne participent-elles pas au marché du travail ? Mais si nous comparons des jeunes de la même origine (parents nés en Turquie) et ayant la même position de départ (tous nés en Europe, dans des familles de parents ayant un faible niveau d'éducation) alors une toute autre perspective se fait jour. C'est alors que la façon dont laquelle la société d'accueil est organisée semble jouer un rôle crucial. Les énormes différences de résultats découlant des différences dans les systèmes de l'éducation et de la santé constituent tout autant d'indications nous permettant de dire à quoi devrait ressembler une politique d'intégration réussie.

En outre, ce qui frappe est que, alors qu'il est beaucoup question des jeunes dans le débat social sur les migrants et leurs enfants, la comparaison européenne montre justement le rôle crucial des jeunes femmes. En résumé, on peut dire que les sociétés qui offrent de bonnes chances aux femmes de la deuxième génération sur le plan de l'enseignement et leur donnent la possibilité de combiner travail et famille par le biais de la crèche gratuite, scorent le mieux. Les pays qui les laissent de côté créent

une sous-classe potentielle, avec des conséquences qui se manifesteront également, hélas, dans la troisième génération.

L'émancipation de la deuxième génération

Il est question, dans un certain nombre de pays, d'une mobilité sociale appréciable. Le groupe qui monte fait automatiquement l'expérience d'une importante émancipation. Les filles de la deuxième génération turque qui obtiennent leur diplôme de l'enseignement du second degré au lycée sont, après avoir investi six ans dans l'enseignement secondaire, très motivées pour poursuivre leurs études à l'université. Une fois à l'université, ce sont leurs études et non la recherche d'un conjoint qui ont la priorité. Les études constituent également pour les parents une raison légitime de retarder le mariage. Les étudiantes veulent ensuite, après avoir tant investi dans leur formation, également capitaliser sur leurs études. Entre-temps, elles sont arrivées à l'âge où elles ont leur mot à dire sur leur vie et le revendiquent. Une fille qui quitte l'école à seize ans en est bien moins capable. Il découle de notre enquête (Crul et al. 2012) que de nombreuses jeunes femmes, à l'issue de leurs études universitaires, diffèrent un mariage ou la maternité en raison de la priorité qu'elles donnent à leur carrière. L'idée au cœur de notre propos est que l'émancipation n'est pas la conséquence de l'adaptation, contrainte ou non, à la norme nationale, mais le résultat d'une évolution individuelle et de l'obtention de chances.

La deuxième génération ayant réussi sur le plan socio-économique se distingue fortement dans ses opinions sur une myriade de sujets de société. Ils représentent dans toutes les villes la partie la plus progressiste de leur communauté : ils défendent le plus âprement (aussi bien les hommes que les femmes) le droit des femmes au travail et ont les opinions les plus libérales sur le sexe avant le mariage. En France, les hommes et les femmes hautement qualifiés de la deuxième génération turque trouvent, deux fois plus souvent que les jeunes ayant un faible niveau d'éducation de la deuxième génération, que les femmes ont le droit de travailler si elles ont des jeunes enfants. Ils considèrent aussi deux fois plus souvent que cela ne pose aucun problème si une femme dirige des hommes dans une entreprise. La tendance est similaire dans tous les pays.

Nous avons affirmé dans l'introduction de ce livre que le débat sur l'intégration était dans une impasse. D'une part parce que les populistes de droite ne veulent pas reconnaître la réalité démographique et d'autre part parce que le noyau du programme politique des partis en place tourne autour de la notion d'adaptation, laquelle est également dépassée par la réalité démographique. Les partis de gauche établis défendent leur programme politique d'adaptation sur la base de valeurs

progressistes comme l'égalité des hommes et des femmes, et le droit des femmes de décider de leur propre sexualité. Ils suggèrent également que les nouveaux venus et leurs enfants, doivent accepter, éventuellement sous la contrainte, 'l'époque moderne'. Il est cependant impossible de contraindre les gens à s'émanciper. On ne peut forcer les femmes à s'émanciper simplement parce que telle est la norme dans le groupe dominant. On ne peut forcer les hommes à avoir une autre opinion sur la sexualité. En appelant à s'adapter aux valeurs progressistes, la 'Gauche' a jeté par-dessus bord l'idée centrale d'émancipation : la croyance que ces valeurs progressistes apportent autant aux migrants et à leurs enfants qu'à tout un chacun. Nous voyons cependant que, partout où les enfants de migrants ont des opportunités pour se développer et où ils sont traités de façon équivalente, ils embrassent ces valeurs progressistes avec conviction. En revanche, là où ils sont marginalisés, ils se ruent sur les valeurs conservatrices, parfois encore plus conservatrices que celles de leurs parents.

Chapitre 5

Generation MiX

Le système éducatif offre, dans un certain nombre de pays, d'importantes opportunités d'émancipation. La classe moyenne émergente d'origine turque à Stockholm et à Paris en constitue un bon exemple. La forte inégalité dans les autres pays conduit justement à un vaste groupe de personnes marginalisées. Cela constitue un point de départ important pour les deux scénarios d'avenir que nous offrons aux lecteurs dans ce chapitre. Nous reprenons ici les idées du politicologue français Dominique Moïsi. Moïsi esquisse dans sa *Géopolitique de l'émotion* (2009) un certain nombre de scénarios possibles. Nous utilisons ces scénarios sous une forme quelque peu adaptée. Le premier scénario est celui de la peur et de l'humiliation, un scénario où les groupes se replient de plus en plus sur eux-mêmes et où la société ne cesse de se polariser. Ce scénario peu attrayant ne représente qu'une face de la médaille. À l'opposé, Moïsi brosse un scénario d'autonomisation ou de capacitation (*empowerment*) et d'espoir, où les différents groupes ethniques sont capables d'abattre les lignes de clivage et où l'équivalence et l'émancipation sont les résultats les plus importants.

Le scénario d'avenir idéal d'autonomisation et d'espoir est l'apanage des villes qui offrent des opportunités équivalentes aux nouveaux venus et à leurs enfants, où le racisme est combattu activement et où règne un climat ouvert, tourné vers l'extérieur. Nous voyons ici par exemple que les migrants et leurs enfants s'identifient avec le pays et la ville où ils vivent. Le scénario catastrophe de peur et d'humiliation est lié aux villes où peu d'opportunités de mobilité vers le haut sont offertes aux nouveaux groupes et à leurs descendants et où le racisme et l'exclusion interviennent fréquemment. La population de ces villes est plus souvent tournée sur elle-même et se confine dans ses propres groupes ethniques. Les contacts interethniques sont laborieux et les amitiés entre jeunes issus de l'ancien groupe majoritaire et jeunes de la deuxième génération sont rares.

La période de transition vers une *majority minority city* (ville composée majoritairement de minorités) influence de façon importante la direction des scénarios d'avenir. C'est un moment charnière crucial. Le fait que le groupe autochtone perde sa position dominante est une fenêtre d'opportunité potentielle pour que la société devienne plus équivalente : une société où la modification de l'équilibre des pouvoirs

aboutirait à une répartition plus équitable et à un plus grand respect mutuel entre les groupes. Cependant, dans une ville où l'inégalité sociale s'accompagne de lignes de clivage ethniques, le moment charnière peut justement aboutir à une polarisation accrue. La classe moyenne de l'ancien groupe majoritaire se replie alors souvent en premier dans un ghetto qu'elle s'est choisi. Elle envoie ses enfants dans des écoles d'élite 'blanches' et quitte ce qu'on appelle les 'quartiers de migrants'.

Amsterdam

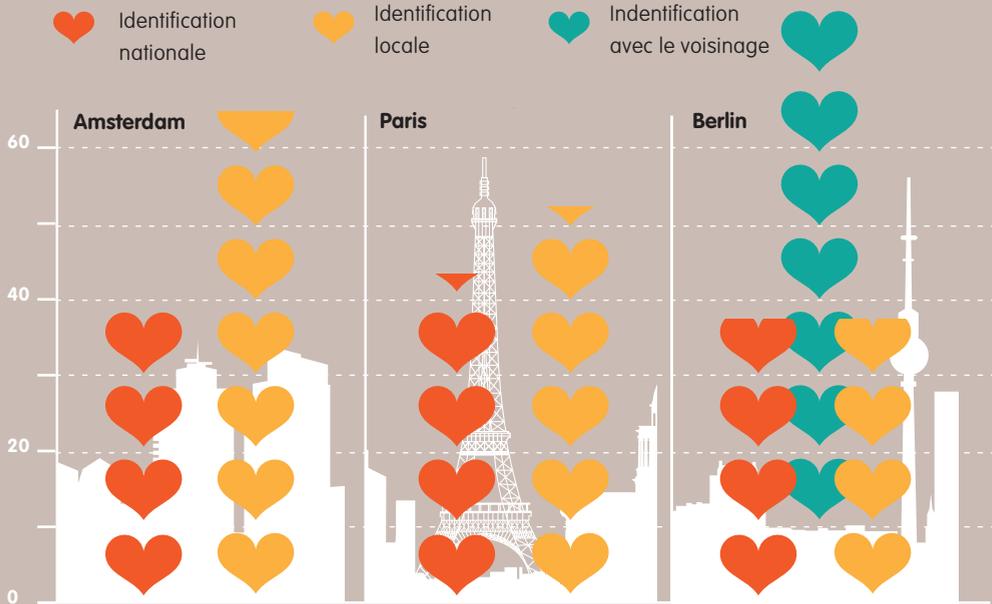
Dans un jeu télévisé populaire aux Pays-Bas, il est demandé à une jeune femme ayant un prénom et un nom marocains d'où elle venait. Elle répond : « Amsterdam. » « Oui, » intervient la présentatrice, « mais d'où viens-tu ? ». « Des Pays-Bas », dit la jeune femme. Avec une légère irritation dans la voix, la présentatrice rétorque : « Bien, mais où es-tu née ? » La femme néerlandaise-marocaine ne se laisse pas démonter et répond froidement « Aux Pays-Bas, c'est là où je suis née et où j'ai grandi. »

Il est souvent question dans les médias des *nouveaux venus* qui doivent s'intégrer dans la société. L'on fait souvent référence ici tant aux migrants qu'à leurs enfants. Ce qualificatif est bien entendu correct pour la première génération, puisqu'ils sont venus d'un autre pays et ont dû se forger une nouvelle place dans la société. En revanche, leurs enfants sont de plus en plus souvent nés et ont grandi en Allemagne, en France ou aux Pays-Bas. Ils appartiennent à ces sociétés dès le jour de leur naissance. Ils ne sont pas, comme le démontre le sociologue néerlandais Willem Schinkel, en dehors de la société, mais en constituent un élément indissociable (Schinkel 2007).

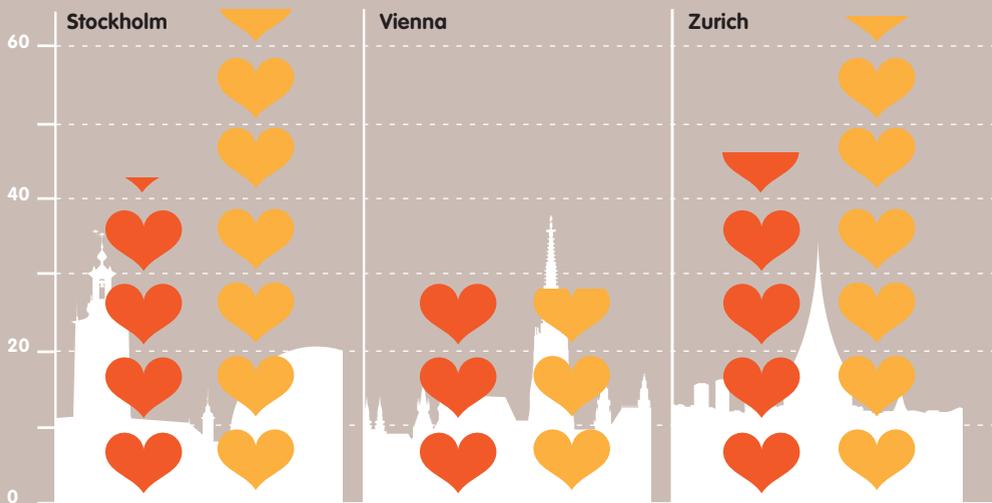
Pourtant, la deuxième génération est souvent taxée par les autres (comme il est décrit plus haut) du qualificatif de migrants ou de nouveaux venus. En Europe, contrairement à ce qui se passe par exemple aux États-Unis, il est bien plus difficile de revendiquer une identité allemande, néerlandaise ou française. Aux États-Unis on est italo-américain ou afro-américain. Parce que tous (à l'exception de la population d'origine, d'ailleurs appelée *Native-American*) sont issus d'une famille de migrants, c'est une marque d'identification acceptée par tous. Il n'est plus nécessaire de choisir entre être plus italien ou plus américain. L'on peut s'appeler américain même si l'on met fortement l'accent sur ses racines italiennes (Schneider et al. 2012). L'histoire d'une famille est simplement un élément de ce qui vous fait américain. Mais les États-Unis sont bien sûr un pays de migrations depuis des siècles, alors que les pays européens se sont à peine réveillés de la phase de dénégation pour prendre conscience qu'ils sont, de fait, des pays d'immigration. Nous ne voulons pas idéaliser la situation américaine, mais nous pouvons en revanche tirer des leçons de la façon dont on s'y accommode des différences ethniques et religieuses depuis des siècles.

Tableau 10

Identification nationale et locale forte ou très forte



Parmi toutes les villes, la deuxième génération turque de Berlin s'identifie le plus fortement au voisinage, mais le plus faiblement à la ville et au pays. C'est peut-être la meilleure preuve de leur position marginale.



La deuxième génération turque qui s'identifie très faiblement ou pas du tout à l'identité nationale est la plus importante à Vienne.

En Europe, l'identité est souvent de plus en plus souvent représentée comme un choix entre deux loyautés. Vous attachez de l'importance à vos racines turques ? Alors vous n'êtes pas un vrai Allemand ou un vrai Néerlandais. Dans de nombreuses enquêtes l'on pose ce genre de question : « Vous sentez-vous plus Turc que Néerlandais ? » Dans l'étude TIES citée précédemment, les questions sont séparées les unes des autres : « Dans quelle mesure vous sentez-vous Turc ? » et « Dans quelle mesure vous sentez-vous Néerlandais ? » Il semble alors que le groupe qui ressent de façon équivalente les deux identités (aussi fortement ou aussi faiblement) est bien plus important dans tous les pays que le groupe qui se sent fortement Turc mais faiblement Néerlandais (ou Français, etc.). En Europe, la deuxième génération se sent le mieux quand elle peut s'identifier aux deux identités, comme aux États-Unis.

Comme le montre clairement l'exemple du jeu télévisé, le plus difficile pour la deuxième génération est de revendiquer l'identité nationale (je suis Allemand, Français, etc.). L'identité locale ou urbaine est généralement plus ouverte et accessible (je suis Amstellodamois). L'identité urbaine peut être une alternative à l'impression de se sentir chez eux pour la deuxième génération. Tel semble être le cas : il est plus facile de s'identifier comme Bruxellois que comme Belge pour les jeunes de la deuxième génération. Cela est aussi dû au fait que les jeunes de la deuxième génération sont souvent nés ou ont grandi dans la ville où ils vivent : entre 80 et 90 pour cent des personnes interrogées ont passé toute leur vie dans la ville où nous les avons interviewées. Pour les jeunes de l'ancien groupe majoritaire, cela dépend des villes mais, en ce qui les concerne, le pourcentage est en moyenne de 20 à 30 pour cent inférieur. Ils sont souvent arrivés à la ville à un âge plus tardif. Les jeunes autochtones sont plus souvent les vrais nouveaux venus dans la ville.

En ce qui concerne l'identité urbaine, nous constatons les mêmes différences entre les pays que pour l'identité nationale. Les jeunes d'origine turque à Vienne s'identifient le moins avec la ville. Il sont suivis par les jeunes de la deuxième génération turque à Berlin, qui comptent seulement une petite minorité s'identifiant fortement en tant que Berlinois. Mais à Stockholm et à Zurich, la deuxième génération turque s'identifie fortement à sa ville : deux fois plus souvent qu'à Vienne...

Les jeunes de la deuxième génération sont, à un niveau encore plus circonscrit de la ville, dans leur propre quartier, extrêmement enracinés. Ils habitent souvent dans le quartier où ils ont grandi et beaucoup de membres de leur famille et de leurs amis vivent dans le même quartier. Leurs propres enfants vont parfois dans la même école primaire qu'ils ont eux-mêmes fréquentée. Ils parlent le dialecte local et ont contribué en grande partie à façonner la culture typique de la jeunesse de la ville et du quartier. La deuxième génération turque à Berlin s'identifie très fortement (à 75%) à son quartier, la proportion la plus élevée de toutes les villes. La disparité entre la faible identification avec le pays et la ville et la forte identification au quartier à Berlin

est sans doute la meilleure preuve que la deuxième génération turque occupe une position marginale en Allemagne. Ils se sentent chez eux à *Kreutzberg* (un quartier populaire de Berlin), mais pas acceptés en tant que Berlinois ou Allemands.

La faible identification avec l'identité nationale et locale à Berlin et à Vienne constitue une première indication d'un scénario d'avenir de peur et d'humiliation. Les bons résultats à Zurich, Paris et Stockholm sont un premier indice d'un scénario d'avenir d'autonomisation et d'espoir.

Le sentiment d'appartenance est, dans tous les pays, étroitement lié à la mobilité sociale. Plus le niveau d'éducation est élevé, plus les gens s'identifient à l'identité nationale et urbaine. Les femmes qui n'investissent pas le marché du travail et les chômeurs s'y identifient le plus faiblement. Ces derniers enregistrent, en revanche, des scores élevés quant à l'identification à l'identité turque, sur laquelle ils semblent se replier.

Amitiés interethniques

Le deuxième indice d'un scénario d'espoir est la fréquence avec laquelle nous avons trouvé des amitiés interethniques dans les villes. Dans le scénario de peur et d'humiliation, les gens se replient sur leurs propres groupes. Cela arrive le plus, et de loin, dans les villes de Berlin et Vienne et le moins à Stockholm et à Paris.

Le groupe qui vit le plus replié sur lui-même est composé de jeunes conservateurs sur le plan religieux qui préconisent une interprétation politique de l'Islam. Ils répondent par exemple à la question de savoir si l'Islam est *la seule autorité politique* « d'accord » ou « complètement d'accord ». À une rare exception près, tous les membres de ce groupe prient très régulièrement. Un quart d'entre eux prie cinq fois par jour. Presque tous se rendent régulièrement (tous les vendredi ou plus souvent) à la mosquée. Ce groupe est le plus important à Berlin (28%) et, sans surprise, le plus réduit à Stockholm (6%) et à Zurich (5%).

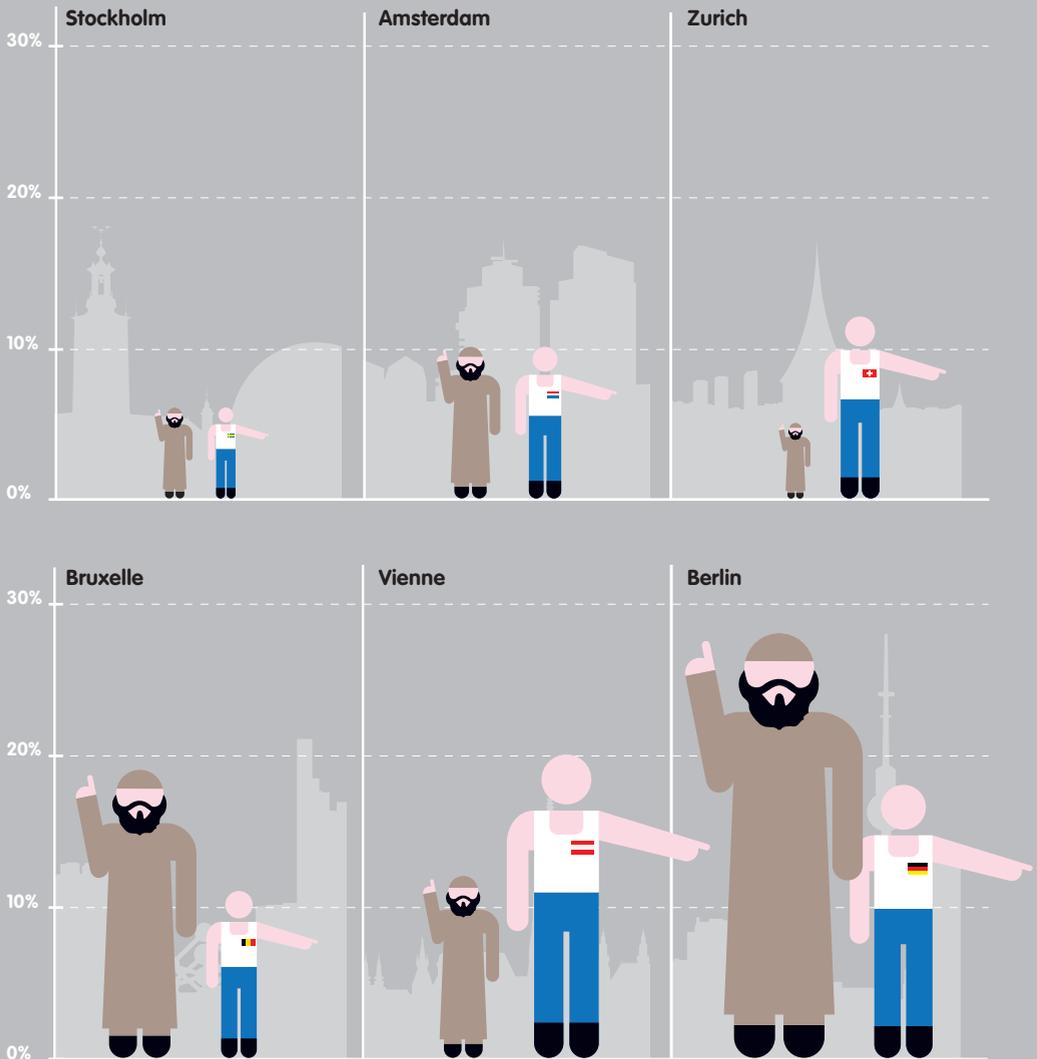
Ces jeunes ont, en général, des opinions très conservatrices sur le rôle des hommes et des femmes. En Allemagne, les deux tiers d'entre eux disent par exemple que les femmes à des postes de direction ne devraient avoir aucune autorité sur les hommes et les trois quarts que les femmes ne devraient pas travailler si elles ont des enfants en bas âge. Ils ont, en règle générale, une attitude assez négative vis-à-vis de la population autochtone. Ce petit groupe, qui a des opinions très tranchées à de nombreux égards, est souvent à la une des médias et au cœur des débats politiques. Ils sont surreprésentés dans le groupe de jeunes ayant décroché de l'école. L'absence de mobilité conduit apparemment à embrasser une forme conservatrice de l'Islam. Une identité alternative dans laquelle ils peuvent puiser le respect (d'eux-mêmes).

Tableau 11

Deuxième génération turque issue de parents ayant un faible niveau d'éducation qui préconisent un Islam conservateur et jeunes autochtones qui perçoivent les autres cultures comme (très) menaçantes.



Les xénophobes autochtones et les musulmans stricts sur le plan religieux ont des opinions conservatrices très comparables quant à la position des femmes.



La polarisation entre des groupes ethniques s'excluant mutuellement est la plus importante à Vienne et à Berlin.

Au sein du groupe de jeunes autochtones ayant un cercle mixte d'amis, il y a aussi un sous-groupe qui se replie fortement sur lui-même. À la question de savoir si les autres cultures constituent une menace, ils répondent que ces cultures sont « menaçantes » ou « très menaçantes ».

Nous trouvons le groupe le plus important partageant cette opinion à Vienne (20%), suivi de Berlin (18%). Le groupe est le plus réduit à Stockholm (6%). La dynamique au sein du groupe de jeunes autochtones qui perçoivent les autres cultures comme une menace a en fait de nombreux points communs avec celle des jeunes de la deuxième génération conservateurs sur le plan religieux. Ils sont ainsi le plus à l'aise dans leur propre groupe. Leurs opinions sur le rôle des femmes et la répartition des tâches dans la famille sont, quand on les compare à celles des jeunes de la deuxième génération conservateurs sur le plan religieux, passablement traditionnelles. Plus de la moitié de ces jeunes autochtones en Allemagne (où se trouve le groupe le plus important) est opposée au travail à l'extérieur des femmes ayant de jeunes enfants. Ces jeunes autochtones ressemblent en fait plus, dans bon nombre de leurs opinions, aux jeunes conservateurs sur le plan religieux de la deuxième génération turque qu'à d'autres jeunes autochtones. Ces deux groupes intolérants constituent les deux faces d'une même pièce. Ils veulent, bien qu'ils aient de nombreuses opinions en commun, rester le plus possible à l'écart les uns des autres. Les trois quarts des jeunes autochtones qui considèrent les autres cultures comme une menace aimeraient quitter leur quartier parce que « trop de familles de migrants y vivent ». Ils ne veulent pas, dans la grande majorité, envoyer leurs enfants dans des écoles où il y a beaucoup d'enfants de migrants et évitent délibérément les endroits fréquentés par les jeunes allochtones. L'attitude des deux groupes dans la ville super-diverse se caractérise par une attitude d'opposition eu égard à la diversité : *oppositional diversity*. Ce sont ces deux groupes qui mettent en danger le multiculturalisme. La tolérance pour leurs idées conduit à l'intolérance dans la société.

Les jeunes des deux groupes ci-dessus se marginalisent en se repliant sur leur propre groupe ethnique. Les positions de pouvoir et d'influence seront encore pour longtemps entre les mains de l'ancien groupe majoritaire. Cela donne peut-être encore aux groupes autochtones le sentiment que, en dépit des évolutions démographiques, ils continuent de tirer les ficelles. Cela est pourtant une erreur. Quand la génération du baby-boom quittera le marché du travail, elle sera remplacée par une catégorie de managers et de décideurs politiques bien plus diverse sur le plan ethnique.

Le réseau de ces jeunes va, dans un futur proche, se réduire comme une peau de chagrin et offrir moins d'influence et d'opportunités. Ils vont rater la transition vers la vie active et par conséquent un meilleur avenir pour leurs enfants. Ces deux groupes sont les protagonistes manifestes du scénario de peur et d'humiliation. Ce

scénario semble déjà devenir réalité à Vienne et à Berlin, où ces deux groupes, pris ensemble, constituent une partie importante de la jeunesse urbaine.

Le scénario d'espoir

Les producteurs de télévision aiment organiser des débats entre stéréotypes clairement identifiables et en violente opposition. À l'instar d'un imam condamnant l'homosexualité contre un populiste de droite. Cela renforce notre sentiment que les frontières ethniques des groupes sont infranchissables ou presque et que chacun vit confiné dans son propre groupe ethnique. Or, des jeunes 'quelconques' (à savoir tant les jeunes de la deuxième génération que les jeunes autochtones) qui franchissent pourtant ces barrières tous les jours sont moins intéressants dans un tel schéma. Ces jeunes constituent cependant un groupe plus important que celui comprenant ceux qui se replient sur leur propre groupe ethnique. C'est apparemment parmi les jeunes de la deuxième génération que nous avons trouvé les groupes d'amis les plus variés. Ils sont, de nouveau, les plus nombreux à Paris, à Stockholm et à Zurich et les moins nombreux à Berlin et à Vienne.

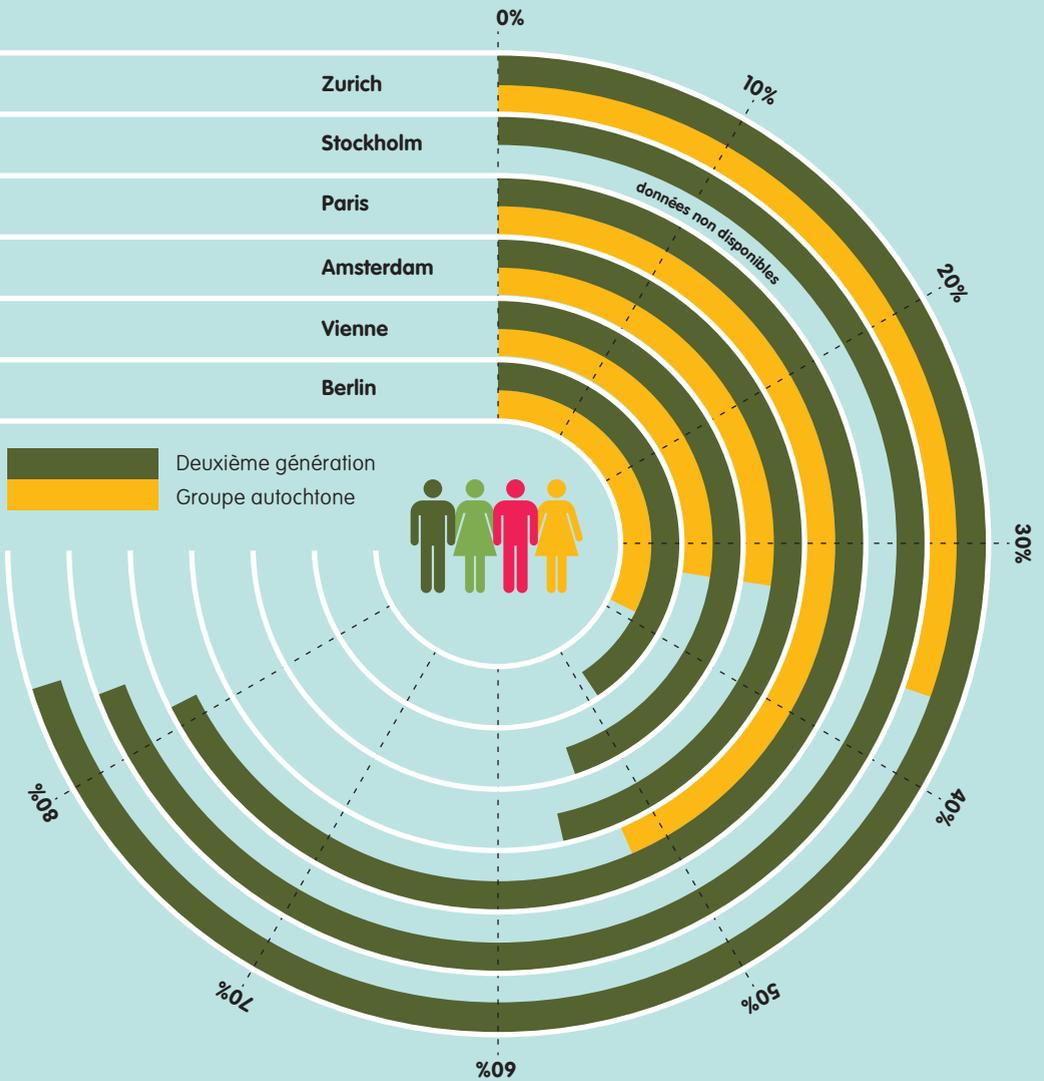
Parmi leurs trois meilleurs amis se trouvent des jeunes autochtones, des jeunes musulmans issus d'autres groupes ethniques, mais aussi des jeunes Africains ou Asiatiques non musulmans. On rencontre de plus en plus souvent ces groupes 'super-divers' dans la vie nocturne, dans les centres commerciaux et sur les terrains de sport. La majorité de ces jeunes compte au moins aussi un jeune autochtone parmi ses trois meilleurs ami(e)s.

Nous les appelons le *Generation MiX*. La station de radio FunX d'Amsterdam a été la première à incarner ce groupe de jeunes de grandes villes. Des jeunes qui se font un honneur de parler le langage de la rue marocain, turc et surinamais avec l'accent d'Amsterdam. Dans le programme CritiX de FunX, les jeunes discutent de questions d'actualité ayant parfois un rapport avec leurs racines ethniques, mais le plus souvent non. Les programmes sont réalisés par des jeunes de diverses racines ethniques, mais ils entrent surtout en contact les uns avec les autres en tant qu'habitants d'Amsterdam et non comme allochtones.

Parmi tous les groupes, ce sont les jeunes autochtones qui semblent faire le plus l'objet de ségrégation. Pour les jeunes qui considèrent les autres cultures comme une menace, l'on aurait pu s'y attendre, mais cela est aussi valable pour la grande majorité des autres jeunes autochtones. Ils vivent dans une ville très diverse (où en effet environ la moitié des jeunes a d'autres racines ethniques) mais la grande majorité évolue exclusivement dans leur propre groupe ethnique. Une grande partie de la jeunesse autochtone a un 'problème d'intégration' dans la ville super-diverse.

Tableau 12

Deuxième génération turque issue de parents ayant un faible niveau d'éducation et jeunes autochtones : groupe mixte d'amis sur le plan ethnique



Les jeunes ayant un groupe mixte d'amis sont plus tolérants et considèrent moins souvent les autres groupes ethniques comme une menace.



Les jeunes autochtones sont le plus souvent repliés sur leur propre groupe ethnique.

La philosophe américaine Martha Nussbaum (2012) cite la *civic friendship* (l'amitié civique) comme un catalyseur important pour abattre les lignes de clivage ethniques. L'amitié interethnique apprend aux gens, selon Nussbaum, à considérer le monde d'un nouveau point de vue. Il s'agit ici de ce que le géographe social indien Ash Amin appelle *elective affinities*, à savoir des amitiés choisies par soi-même (Amin, 2012). Le lien d'amitié fait en sorte qu'il est possible de voir l'autre sans que sa 'différence' ne le fasse percevoir comme menaçant. Peut-on fournir une preuve pour étayer cette idée philosophique abstraite ? Nous nous sommes d'abord tournés vers les pionniers parmi les jeunes autochtones, ceux qui ont des groupes d'amis mixtes. Ces jeunes autochtones sont-ils, comme le prétend Nussbaum, plus tolérants et ouverts vis-à-vis de la société multiethnique ? Et sont-ils moins anxieux des autres cultures, religions et coutumes après avoir franchi les frontières des groupes ethniques ? En bref, se dessine-t-il un scénario d'espoir dans ces villes où de nombreux jeunes autochtones ont des amitiés interethniques ?

Le nombre de jeunes autochtones ayant un(e) ami(e) turc/turque parmi ses trois meilleur(s) ami(e)s est limité. Dans certains pays, ce groupe est cependant suffisamment important pour nous permettre d'aller à la recherche de leurs caractéristiques principales. La plus importante est que le niveau d'éducation des jeunes autochtones interviewés équivaut à celui de l'ami(e) d'origine turque. Certains se connaissent par le biais des études et d'autres par celui du travail. Les jeunes autochtones ne sont pas, pour la grande majorité, religieux, alors que leurs amis d'origine turque le sont. La relation d'amitié dépasse donc, en plus des lignes de clivage ethniques, aussi celles ayant trait aux convictions.

Est-ce donc qu'une relation amicale influence la perception que les autochtones ont de la communauté turque dans son ensemble ? Ou l'ami(e) turco-allemand(e) ou turco-néerlandais(e) est-il/elle l'exception, le 'bon Turc', cela ne changeant rien à leur attitude vis-à-vis de la communauté turque en tant que telle ? Nous avons demandé à tous les participants de l'enquête à quel point leurs sentiments envers les différents groupes ethniques étaient 'chaleureux' ou 'froids'. Les jeunes ayant un(e) ami(e) turc/turque ont effectivement en majorité des sentiments chaleureux à très chaleureux pour la communauté turque dans son ensemble. Les jeunes autochtones sans amis turcs ont deux fois plus souvent aux Pays-Bas et en France, et même huit fois plus souvent en Allemagne, des sentiments plus froids vis-à-vis du groupe de population turque.

L'amitié avec un jeune d'origine turque se traduit aussi par un autre comportement et par d'autres choix. Ils sortent deux fois plus souvent dans les endroits où se rendent beaucoup de jeunes allochtones et envoient leurs enfants une fois et demie plus souvent dans des écoles mixtes que les jeunes autochtones interviewés n'ayant pas d'amis turcs. Curieusement, les deux groupes perçoivent aussi autrement les

relations mutuelles entre les deux communautés. Le groupe ayant des amis turcs affirme bien plus souvent que les relations avec la communauté turque sont bonnes, et moins souvent que qu'elles se sont détériorées au cours des dernières années. Ceux qui n'ont, eux-mêmes, pas de contacts interethniques pensent le plus souvent que les relations entre les deux groupes se sont dégradées.

Le groupe d'autochtones comptant quelqu'un d'origine turque parmi ses trois meilleurs ami(e)s est encore relativement réduit. Cela pose la question de savoir si l'idée selon laquelle le contact interethnique établit toujours une passerelle entre les groupes vaut aussi pour des jeunes ayant un groupe d'amis mixte, mais pas turc. Portent-ils aussi un autre regard sur la société multiethnique et que pensent-ils de la communauté turque ? C'est la raison pour laquelle nous avons comparé des jeunes ayant ou non un groupe mixte d'amis, qui évoluent tous dans une situation de logement semblable : un quartier où la moitié, ou plus, des habitants a un passé de migrant. Les personnes interviewées n'ayant que des amis autochtones considèrent effectivement bien plus souvent la société multiethnique comme une menace que les jeunes interviewés ayant un groupe mixte d'amis. Les différences entre les deux groupes sont les plus importantes en Allemagne et en Autriche. Habiter dans un quartier mixte sans avoir de contacts avec les membres d'un autre groupe ethnique conduit apparemment à un sentiment de malaise. Les résultats montrent, en outre, que ceux qui ont un groupe mixte d'amis, même s'ils n'ont pas eux-mêmes d'amis turcs, ont une attitude plus positive vis-à-vis des gens d'origine turque. Les amitiés hors de leur propre groupe ethnique rendent donc aussi les gens plus tolérants vis-à-vis des groupes avec lesquels ils ne sont pas eux-mêmes intimes.

La génération charnière

La deuxième génération est perçue par le prisme de la grande ville comme la mieux armée pour fonctionner dans une ville qui devient de plus en plus diverse. Ils sont ce que l'un des jeunes interviewés appelle pertinemment *la génération charnière*. Des jeunes qui, depuis leur âge le plus tendre, sont habitués à faire la connexion entre leur propre communauté et la multitude de groupes ethniques à l'extérieur. La grande majorité des jeunes de la deuxième génération a un groupe mixte d'amis. Nous allons maintenant nous concentrer sur les amitiés avec les jeunes autochtones.

Les jeunes de la deuxième génération turque ayant des amis autochtones sont représentés à tous les niveaux d'éducation à l'exception de ceux tout en bas de l'échelle. Les jeunes de la deuxième génération, mieux éduqués et ayant un travail, ont le plus souvent des amis autochtones. C'est logique, dans la mesure où ils évoluent dans un environnement où les autochtones constituent en général le groupe dominant. Les

hommes et les femmes de la deuxième génération ayant un faible niveau d'éducation et à l'écart du marché du travail ont le moins souvent des ami(e)s autochtones. Les jeunes de la deuxième génération et leurs amis autochtones ont, en règle générale, des niveaux d'éducation comparables. L'équivalence semble, ici aussi, être une condition importante de l'amitié interethnique.

En fonction de la ville, entre un jeune sur cinq et un sur trois de la deuxième génération turque a comme meilleur(e) ami(e) un jeune autochtone. Donc non pas comme deuxième ou troisième ami, mais en tant que meilleur ami ou meilleure amie. Quelles sont les caractéristiques de ces jeunes de la deuxième génération turque ? Qu'est-ce qui les différencie des autres et occupent-ils, à l'instar des jeunes autochtones qui ont un cercle mixte d'amis, une position différente dans la société ? La majorité des jeunes ayant comme meilleur(e) ami(e) un(e) autochtone indique être religieux. Ils sont très attachés à leur identité religieuse et le prennent à cœur si quelqu'un dit, par exemple, quelque chose de négatif sur leur religion. Ce n'est donc pas qu'ils soient en mesure de surmonter la différence culturelle parce qu'ils n'attachent pas de signification à la religion. En revanche, ils entretiennent des rapports différents avec leur religion. Ce groupe considère quasi-unanimement la religion comme une question d'ordre privé. Seuls un quart d'entre eux prient régulièrement. À une exception près, aucun d'eux ne va chaque semaine à la mosquée. La plupart d'entre eux mange 'en général' halal : ils laissent cela dépendre de la situation. Pratiquement aucune femme de ce groupe ne porte de foulard.

Ce n'est pas tant le fait que quelqu'un soit musulman qui semble déterminer l'acuité des frontières ethniques, mais surtout la façon dont ils observent leur religion. Une observation moins stricte des règles religieuses offre plus d'espace à une amitié avec des membres autochtones de la population non religieuse.

Il est notable que le fait d'avoir un(e) meilleur(e) ami(e) autochtone s'accompagne de meilleurs résultats dans le domaine de l'identité et du sentiment d'appartenance. Ainsi, pratiquement tous les éléments de ce groupe s'identifient fortement à l'identité nationale. Si on les place en face du groupe où trois meilleurs amis ont aussi des racines turques, alors le contraste devient flagrant. Il semblerait que l'amitié facilite le fait de se sentir Allemand ou Néerlandais.

Parmi les jeunes turcs de la deuxième génération ayant à Amsterdam un meilleur ami d'origine néerlandaise, 55% indiquent qu'ils se sentent 'fortement' ou 'très fortement' néerlandais et seuls 9% se sentent 'faiblement' ou 'pas du tout' néerlandais. Parmi ceux qui ont trois meilleurs amis d'origine turque, un tiers à peine indiquent qu'ils se sentent 'fortement' ou 'très fortement' néerlandais et 30% d'entre eux se sentent 'faiblement' ou 'pas du tout' néerlandais. On constate le même schéma dans toutes les villes.

Pourtant, le groupe ayant comme meilleur ami un autochtone s'identifie en même temps majoritairement 'fortement' à 'très fortement' comme Turc. Ce n'est donc certainement pas qu'ils aient troqué leur identité. L'amitié avec un autochtone a des conséquences importantes sur la façon dont ils considèrent la population autochtone dans son ensemble : ils ont, dans la grande majorité, des sentiments chaleureux pour la population autochtone. Les différences par rapport au groupe qui ne compte que des amis turcs sont à nouveau très frappantes. Dans la plupart des pays, ceux qui ont un meilleur ami autochtone ont deux fois plus souvent des sentiments chaleureux pour la population autochtone dans son ensemble. L'amitié avec un autochtone détermine donc, tout comme pour les jeunes autochtones ayant un ami turc, la façon dont ils considèrent le groupe dans son ensemble.

Contrairement aux jeunes qui se caractérisent par une attitude d'opposition vis-à-vis de la diversité (*oppositional diversity*), les jeunes cités ci-dessus optent eux-mêmes pour un groupe d'amis mixte. C'est ce que nous appelons une diversité choisie (*elective diversity*). La diversité choisie a un effet important sur la cohésion sociale et le climat dans une ville. À côté de ces deux groupes, il y a encore dans la ville un autre groupe non négligeable. Ils ne s'opposent pas à la diversité, mais ne choisissent pas non plus un groupe mixte d'amis. Ils ont généralement une attitude pragmatique vis-à-vis de la diversité (*pragmatic diversity*). Ils n'ont pas de sentiments positifs ni négatifs avoués sur la ville super-diverse. Ils l'acceptent comme une réalité dans leur quartier ou à leur travail.

Le niveau élevé des contacts interethniques à Stockholm et à Paris va de pair, de façon convaincante, avec la mobilité sociale élevée de la deuxième génération dans ces deux villes. La deuxième génération turque à Paris ayant un niveau d'éducation élevé a, par exemple, deux fois plus souvent d'amis autochtones dans cette ville que la deuxième génération turque ayant un niveau faible d'éducation. Ces derniers n'ont à leur tour, trois fois plus souvent, que des amis turcs. Les différences sont les plus saillantes à Berlin. Ceux qui accèdent à l'enseignement supérieur, et ils sont hélas très peu dans le système éducatif allemand, arrivent logiquement dans un environnement assez 'blanc'. En nombre, les jeunes de Berlin ayant suivi une formation en alternance constituent le groupe le plus important ayant des amis autochtones. Ils ont appris à connaître ces jeunes à l'école et dans les formations en alternance.

Dans la plupart des situations, l'équivalence est cruciale. À Paris et à Stockholm, il s'agit de personnes qui occupent des positions équivalentes dans des jobs hautement qualifiés et, à Berlin, il s'agit plus souvent de personnes qui travaillent souvent dans des jobs de niveau moyen. Le facteur qui apparaît aussi de façon proéminente est la participation des femmes à la vie active. Les femmes qui ne participent pas au marché du travail ont moins souvent des ami(e)s autochtones.

Les facteurs de réussite que nous avons pu signaler dans l'enseignement et sur le marché du travail se répercutent sur les relations sociales. L'accroissement des chances a pour résultat une plus grande mixité.

La plupart des grandes villes en Europe sont, certainement eu égard à la jeunesse, déjà des villes où chacun est une minorité. Si nous examinons les groupes d'amis de la deuxième génération et les jeunes autochtones ensemble, alors la moitié environ de la jeune population urbaine dans leurs propres cercles franchit régulièrement les clivages ethniques. Ces jeunes fabriquent un beau tissu dans toute la ville entre les groupes ethniques. L'important est que cela ait aussi des conséquences sur la façon dont ils perçoivent la société multiethnique et dont ils s'identifient. Les relations mutuelles entre les différents groupes ethniques sont en grande partie une réflexion de ces amitiés individuelles interethniques.

Nombre de ces opportunités (égales) peuvent être délibérément créées : dans l'enseignement, par le biais de la formation en alternance ou par celui des crèches pour permettre aux femmes d'accéder au marché du travail.

La deuxième génération vit dans les quartiers les plus divers de la ville. Ils sont d'authentiques précurseurs dans le domaine des contacts interethniques. La situation des jeunes autochtones va cependant à l'avenir ressembler de plus en plus à celle d'un groupe minoritaire. Les villes européennes deviennent à cet égard comme les villes américaines. La chance que les jeunes autochtones développent des liens d'amitié au-delà des lignes de clivage ethniques est, d'un point de vue purement statistique, de plus en plus importante.

Scénarios d'avenir pour les villes

L'amitié est l'un des fondements importants d'un scénario d'autonomisation et d'espoir. Quand l'amitié fait défaut, en revanche, cela génère un bouillon de culture de peur et d'humiliation. Cela est le plus flagrant chez les jeunes qui donnent un contenu conservateur à l'islam et auprès du groupe autochtone de jeunes qui voient la société multiculturelle comme une menace. Ils n'ont absolument aucun besoin de fréquenter d'autres groupes. La polarisation entre ces deux groupes est dangereuse et constitue une réelle menace à la convivialité dans la ville.

Ceux qui ont le groupe d'amis le plus divers, et en particulier ceux qui surmontent les plus grandes différences culturelles, ressentent le moins la diversité dans la ville comme une menace. Ils s'identifient fortement à leur ville, s'y sentent mieux et se retrouvent aussi plus facilement dans les sorties nocturnes, à l'école de leurs enfants et à leur travail. Ils le font d'ailleurs sans renier ou troquer leurs propres racines ethniques.

L'importance de la diversité choisie (*eclectic diversity*) pour la cohésion sociale de la ville souffre selon nous d'un déficit de reconnaissance. Il s'agit de lignes de connexion, généralement invisibles, entre les gens dans la ville. Ces amitiés expliquent pourquoi, dans des villes qui deviennent de plus en plus diverses, il y a en fait si peu de conflits ethniques. Les gens qui sont liés entre eux forment ensemble un contrepoids en face de groupes axés sur la polarisation.

Ville où les minorités constituent la majorité : une opportunité

Le 1^{er} janvier 2011, Amsterdam a franchi une frontière magique : elle est désormais une ville où les minorités sont la majorité. Seulement 49,7 pour cent de la population d'Amsterdam était à cette date d'origine néerlandaise (Service de Recherche et Statistiques [O & S], Amsterdam en chiffres 2011). Les Amstellodamois d'origine néerlandaise sont, depuis cette date, un groupe ethnique minoritaire à l'instar de tous les autres groupes ethniques minoritaires de la ville. Ce tournant est resté complètement ignoré des médias. Si cela avait été relayé dans les médias, il y aurait eu de grandes chances pour que la nouvelle ait été négativement interprétée. Nous tentons au contraire de démontrer que cette situation inédite offre justement une opportunité d'arriver à une société plus juste et plus équivalente.

Contrairement aux pays traditionnels de migration, la domination du groupe établi est un obstacle croissant à la cohésion sociale et à l'équivalence des divers groupes ethniques dans la ville. L'appel de plus en plus vibrant à l'adaptation lancé même à la deuxième et à la troisième génération conduit, en pratique, encore plus souvent à l'exclusion. L'exclusion a lieu sur la base de la position confortable du groupe majoritaire. Mais cette domination court lentement à sa fin. Ce processus est lent parce que l'ancien groupe majoritaire détient encore en grande partie les positions de pouvoir. Or, un grand nombre de ceux qui occupent les postes de pouvoir appartient à la génération du baby-boom. La prochaine relève de la garde pourrait entraîner, à très brève échéance, une dynamique entièrement nouvelle. Dans les organisations où l'ancien groupe majoritaire traverse parallèlement une phase critique sur le plan numérique, qu'il s'agisse des effectifs du personnel comme des clients, s'annonce la perspective d'un nouveau contexte. Il ne s'agit pas d'une image à long terme ou d'une représentation idéaliste de la situation, mais de la conséquence concrète de la nouvelle structure démographique de nos villes.

La force du nombre est un élément très sous-estimé dans la constitution d'une société plus équivalente ainsi que dans la lutte contre la discrimination et l'exclusion. Dans une situation où tous les collègues sont autochtones, l'expression de remarques discriminatoires se heurte peut-être à la critique d'autres collègues autochtones,

mais ne peut (de par leur absence sur le lieu de travail) être démentie par les victimes elles-mêmes de la discrimination. Si, dans une entreprise, seuls un ou deux collègues allochtones travaillent, leur position est encore vulnérable. Dès le moment où un quart à un tiers des collègues ont un passé de migrant, se produit un basculement plus définitif. Quand cela est le cas pour la moitié ou plus des collègues, ce sont les collègues autochtones auteurs de remarques discriminatoires ou visant à exclure qui sont eux-mêmes marginalisés. C'est la force du nombre.

Une ville où la majorité est constituée de minorités offre par conséquent des opportunités pour l'avènement d'une société plus équivalente. Mais cela ne se fera pas tout seul. Il nous revient à nous seuls de donner forme à ce nouvel avenir dans les écoles, les entreprises, les associations sportives, les jardins collectifs, e. Les amitiés interethniques sont cruciales pour appréhender ce tournant. Ce dernier ira aussi certainement de pair avec des conflits et des désillusions, mais il est impossible de faire marche arrière. L'évolution démographique n'indique qu'une seule voie : davantage de diversité.

Essay

My Identity



Turc et homosexuel

Serdar Manavoglu

Nombreux sont les homosexuels néerlandais qui pensent que les homosexuels turcs devraient simplement faire une croix sur leur identité turque, puisque c'est si compliqué, et accepter d'être des homosexuels néerlandais heureux. Mais dans une culture collectiviste comme la culture turque, impossible de faire un choix en solo quand il s'agit de son identité homosexuelle. On y associe sa famille et son entourage.

C'est un fait indéniable : pour la première fois, un bateau turc a participé à la Gay Pride sur les canaux d'Amsterdam. Un événement exceptionnel. Chacun s'attendait à ce que la participation d'un bateau turc à la Gay Pride fasse sensation dans la communauté turque, mais j'ai tout de même été surpris par l'ampleur du remous. Je suis turc, néerlandais, amstellodamois et homosexuel. Je suis aussi compagnon de, frère de, nageur, diplômé de politicologie et programmeur d'événements au Paradiso¹, sans compter le reste...

Pour moi, cela coule de source. Du moins, maintenant. Cela n'a pas été facile de bifurquer, après mes études et un travail de cadre à la municipalité d'Amsterdam, vers un job dans le monde culturel des Pays-Bas où mes racines turques, mon lien profond avec Amsterdam comme avec Istanbul et mon homosexualité jouent un rôle. Cela m'a été extrêmement difficile de faire connaître mon orientation sexuelle et mon identité ethnique à mon entourage. J'ai eu les discussions nécessaires avec ma famille et mes amis avant de me lancer. J'ai aussi de la chance en amour, mon partenaire est formidable et me soutient. Mais en fin de compte, il était clair pour tout le monde que j'étais encore le Serdar qu'ils avaient toujours connu, ce qui explique sans doute que je peux faire mon travail avec tant d'enthousiasme quand il s'agit de relier Amsterdam à Istanbul, les Turcs et les non-Turcs. Et le fait d'avoir la chance de faire ce lien avec la musique, la danse et les arts de la scène – en soulevant les questions de société et les tabous – y a peut-être contribué. Quand je programme des événements

¹ Célèbre salle de concert et centre culturel installé dans une ancienne église au centre d'Amsterdam depuis 1968.

au Paradiso, même si je vise surtout à partager de nouvelles formes d'art et de contenu avec de nouvelles audiences, il s'agit aussi pour moi d'exprimer ce que je considère être 'moi'. Mes identités turque et homosexuelle sont inextricablement liées. Et cela n'est pas – en tout cas pas encore – évident pour tous. C'est exactement le message exprimé par la présence d'un bateau turc sur les canaux d'Amsterdam pendant la Gay Pride. Qui a, bien sûr, fait des vagues.

Ceux qui ont été reconnus sur les photos du bateau ont été hués et insultés. Parmi eux, des politiciens ont été mis au pilori sur les médias sociaux et on a appelé à ne pas voter pour eux. Pour certains Turcs il est absolument inconcevable qu'un individu soit à la fois turc et homosexuel. Ces gens pensent que l'on peut choisir. Ils partent du principe que l'homosexualité est une caractéristique de l'époque moderne et sont convaincus que, en tant qu'homosexuel turc, votre identité turque est galvaudée. Vous êtes devenu un 'vrai Néerlandais', incontrôlable et avili. À l'inverse, il semble que de nombreux homosexuels néerlandais trouvent également qu'il faut faire un choix : les homosexuels turcs doivent peut-être dans ce cas renoncer à leurs traditions et à leur identité turque s'ils souhaitent faire leur coming out et devenir des individus heureux. C'est à l'évidence un choix impossible pour beaucoup d'homosexuels turco-néerlandais. Car comment abandonner une identité ethnique et la troquer contre une identité sexuelle ? En raison de cette image unidimensionnelle de l'homosexualité et de l'identité, de nombreux homosexuels turcs (souvent mariés à des partenaires hétérosexuels) non seulement ne peuvent pas faire leur outing mais sont confrontés à un dilemme. Notre slogan le plus important sur le bateau turc était : 'Mon honneur, la honte de qui ?' En effet, dans une culture collectiviste comme la culture turque, il n'est pas possible de faire un choix d'identité en solo : il faut aussi impliquer sa famille et son entourage, ce qui rend le dilemme si épineux. Pour beaucoup d'homosexuels turcs, les réactions négatives qu'ils reçoivent ne sont pas la pire qu'ils aient eu à subir. Ils redressent la tête, confortés par l'idée qu'ils choisissent une vie au soleil, au lieu de l'ombre. Mais l'idée que son père ne soit plus le bienvenu au café du coin ou que sa famille soit déshonorée par sa faute, peut détruire son âme. Il semble extrêmement difficile pour certains Turcs de voir un homosexuel turc avec le drapeau turc ou de lire qu'un homosexuel turc se revendique musulman. Il semblerait que ces personnes pensent qu'elles sont les seules à avoir droit à la fierté ou à la religion. Des commentaires tels que 'Les homos portent le sang des martyrs sur un bateau décadent' fleurissent sur des sites turco-néerlandais et sur Facebook. Mais cela n'en reste pas là : des gens ont même été menacés en raison de leur présence sur le bateau. J'ai été choqué de voir des jeunes turco-néerlandais faire apparemment de la surenchère entre eux sur le patriotisme et utiliser le respect du drapeau comme mesure de leur engagement. Tout ce qui s'en détourne doit être éliminé oralement (et physi-

quement pour certains). Les homosexuels et le drapeau turc ne font pas bon ménage. Pourquoi devrais-je choisir entre mon identité ethnique et culturelle et mon identité sexuelle ? Chacun devra, en fin de compte, déterminer sa propre identité et sa vie, même si cela est pénible pour d'autres ou si d'aucuns trouvent qu'il n'y a qu'une seule façon de vivre qui soit acceptable. On peut alors décider de ne pas se laisser dicter ses choix par d'autres et donner forme à sa propre émancipation. Cela aide énormément quand il y a des modèles qui ont osé faire ce choix pour eux-mêmes.

Les homosexuels turcs qui avaient peur d'être tagués sur des photos de Facebook avec leurs amis, peur d'être reconnus comme homosexuels, posaient maintenant devant les caméras sur le bateau en chantant à cœur joie avec Zeki Muren, la star de la musique classique turque dont le single *Yarali Gonu* (cœur torturé) revenait en boucle. Zeki Muren a vécu toute sa vie sans révéler son homosexualité, mais ces jeunes veulent vivre dans la transparence. Le bateau les a rendus visibles. Les homosexuels turco-néerlandais ne s'étaient jamais sentis aussi bienvenus ni aussi fiers des Pays-Bas. Des amis à moi, poussaient des vivats sur la berge à côté d'un couple de personnes âgées d'Amsterdam. Ce couple a dit que c'était la première fois qu'ils nouaient de vrais contacts avec des Turcs. Extraordinaire, n'est-ce pas ? Quel monde merveilleux...

Dans les jours qui ont suivi la Gay Pride, nous avons été assaillis de manifestations de soutien et de messages de centaines de jeunes homosexuels turcs des Pays-Bas et d'ailleurs. Les Turcs de Turquie qui étaient là en vacances étaient debout le long des canaux avec leurs amis turco-néerlandais. En octobre, j'étais en Turquie pour organiser le festival Pink Amsterdam à Istanbul. Et tout le monde était au courant de ce que nous avons fait à Amsterdam. Le succès du bateau turc a dépassé nos rêves les plus fous. En Turquie, l'homosexualité est en général acceptée (à condition de fermer les yeux). La vie nocturne gay à Istanbul ne cesse de se développer, mais cela n'est pas ou quasiment pas le cas dans le reste du pays. Il y a aussi un certain nombre d'organisations actives de défense des droits des homosexuels. Et la TV turque programme des émissions présentées par des travestis. Cela a d'ailleurs été notre source d'inspiration pour les antennes paraboliques qui décoraient les côtés du bateau turc. Mais, même si l'homosexualité est un phénomène incontournable dans les rues d'Istanbul et à la télévision, sur le plan légal les homosexuels en sont pour leurs frais. Leurs droits fondamentaux sont constamment violés. On peut être licencié en raison de son orientation sexuelle... si on est arrivé à trouver un travail. Un propriétaire peut refuser de vous louer un appartement, ou comme cela est récemment arrivé, des voisins intolérants peuvent vous chasser de chez vous par la force sans que la police intervienne, ou au minimum, parce que ces derniers ne veulent pas prendre parti pour un homosexuel vis-à-vis d'une famille soi-disant honorable avec enfants.

À Istanbul, les réactions à notre initiative du bateau turc pendant la Gay Pride m'ont fait comprendre pour la première fois de quoi il s'agissait. Nous avons réellement

montré quelque chose : nous-mêmes et nos choix. Et peut-être, en étant optimiste, on pourra également un jour être fiers, en tant que turco-néerlandais, de nos concitoyens turco-néerlandais tolérants. Et vice-versa.

Le Bateau turc était une initiative de D. Fil, Fondation Elance et Pink Istanbul. Cet article a déjà été publié sous une forme légèrement différente dans le *Volkskrant*².

² Quotidien néerlandais qualifié de centre gauche.

Références

- Richard Alba (2009), *Blurring the Color Line: The New Chance for a More Integrated America*. Harvard: Harvard University Press.
- Ash Amin (2012), *Land of Strangers*. Cambridge: Polity Press
- Liesbeth Coenen (2001), *Wordt niet zoals wij! De veranderende betekenis van onderwijs in Turkse gezinnen in Nederland*. Amsterdam: Het Spinhuis.
- Maurice Crul, Adel Pasztor, Frans Lelie, Jonathan Mijs and Philipp Schnell (2009), *Valkuilen en springplanken in het onderwijs. Tweede generatie Turkse jongeren in Europa vergeleken*. Den Haag: Nicis.
- Maurice Crul, Adel Pasztor, Frans Lelie (2008), *De tweede generatie. Uitdagingen en kansen voor de stad*. Den Haag: Nicis.
- Maurice Crul, Jens Schneider and Frans Lelie (2012), *The European Second Generation Compared. Does the Integration Context Matter?* Amsterdam: Amsterdam University Press.
- Maurice Crul and John Mollenkopf (2012), *The Changing Face of World Cities. Young Adult Children of Immigrants in Europe and the United States*. New York: Russell Sage Foundation Publications
- Forum (2012), *Allochtonen op de arbeidsmarkt, 1e kwartaal 2012. Effecten van de economische crises*. Utrecht: Forum.
- Halleh Ghorashi (2006), Culturalisering van de emancipatie van migranten vrouwen. *Krises*, 7, (3), 42-48.
- Christine Inglis (2011), *Final Report on Inequality, Discrimination and Social Cohesion: Socio-economic Mobility and Incorporation of Australian-born Lebanese and Turkish Background Youth (the TIAS)*. Sydney: Department of Immigration and Citizenship.
- Phil Kasinitz, John Mollenkopf, Mary Waters and Jennifer Holdaway (2008), *Inheriting the City. The Children of Immigrants Come of Age*. New York: Russell Sage Foundations Publications.
- Leo Lucassen (2005), *The Immigrant Threat. The Integration of Old and New Migrants in Western Europe since 1850*. Urbana and Chicago: University of Illinois Press.
- Dominique Moïsi (2009), *The Geopolitics of Emotion: How Cultures of Fear, Humiliation, and Hope are Reshaping the World*. New York: Anchor Books.
- Walter Nicholls and Justus Uitermark (2013), Post-multicultural cities: A comparison of minority politics in Amsterdam and Los Angeles, 1970-2010. *Journal of Ethnic and Racial Studies*, 39 (forthcoming).

- Martha Nussbaum (2012), *The New Religious Intolerance: Overcoming the Politics of Fear in an Anxious Age*. Harvard: Harvard University Press.
- Sara Rezai, Ismintha Waldring, Maurice Crul & Frans Lelie (2012), *Ze kunnen hoog en laag springen, ik blijf gewoon. Pathways to Success Policy Brief*, commissioned by the Ministry of the Interior and the municipalities of Amsterdam and Rotterdam: Erasmus University Rotterdam, Free University Amsterdam and the Department for Research and Statistics O+S.
- Willem Schinkel (2007), *Denken in een tijd van sociale hypochondrie. Aanzet tot een theorie voorbij de maatschappij*. Kampen: Klement
- Renee van Schoonhoven, Machiel Bouwmans, Dennis Heijens, Marloes Keijzer (2012), *VM2-experimenten in perspectief – tussen rapportage schooljaar 2011-2012*. Hertogenbosch: ECBO.
- Jens Schneider, Tineke Fokkema, Raquel Matias, Snezana Stoj, Duan Urigina & Constanza Vera-Larucea (2012), *Urban Belonging and Intercultural Relations. In: The European Second Generation Compared. Does the Integration Context Matter?* Amsterdam: Amsterdam University Press.
- Steven Vertovec (2007), *Super Diversity and its Implications*. *Journal of Ethnic and Racial Studies*, 29, 6, 1024-1054.

Amsterdam est depuis 2011 une *majority-minority city* (ville où la majorité est constituée de minorités). La population autochtone est officiellement devenue une minorité. Parmi les jeunes de moins de quinze ans, seul un tiers est d'origine néerlandaise. En bref : les grandes villes deviennent super-diverses, tant aux Pays-Bas que dans les autres pays d'Europe de l'Ouest. Or, aucune perspective intellectuelle n'a jusqu'à présent été formulée pour répondre à ce développement.

Le concept de *super-diversité*, en cernant les conditions d'un scénario d'avenir optimiste, offre un nouvel éclairage au débat sur l'intégration. Nous sommes à la croisée des chemins. Cette étude comparative internationale montre qu'un avenir souriant se profile dans les villes qui donnent des chances aux enfants de migrants dans l'enseignement et sur le marché du travail. C'est la deuxième génération ayant réussi qui prend l'initiative en matière d'émancipation. Les jeunes ayant un niveau élevé d'éducation propagent l'égalité des hommes et des femmes et le droit individuel à décider de leur sexualité dans leur propre communauté.

La perspective de la super-diversité offre un nouveau regard sur la société urbaine. Une perspective où un groupe croissant de citoyens est fermement intolérant à l'intolérance et à la limitation des libertés individuelles. Nous proposons une alternative progressiste aux aspects problématiques du multiculturalisme qui exigeait la tolérance pour toutes les opinions et coutumes culturelles, y compris celles qui semaient l'intolérance vis-à-vis des autres.

